



NOUS NE LAISSERONS PERSONNE DE CÔTÉ

« Les dix prochaines années, qui ont été désignées comme la décennie d'action et de réalisation du développement durable, seront les plus critiques de notre génération. C'est d'autant plus important que nous reconstruisons mieux après la pandémie de COVID-19. Nous avons besoin d'un système de développement des Nations unies solide et d'une collaboration efficace entre les Nations unies et les institutions financières internationales. Nous soutenons les efforts et les mesures du Secrétaire général à cet égard. Nous sommes déterminés à mettre en œuvre l'Agenda 2030 dans son intégralité et dans les délais prévus. Il n'y a pas d'alternative. Les peuples doivent être au centre de tous nos efforts. Une attention particulière doit être accordée aux personnes en situation de vulnérabilité. L'accès humanitaire à ceux qui ont besoin d'aide doit être accordé sans obstacle ni retard et dans le respect des principes humanitaires. Nous sommes guidés par la déclaration universelle des droits de l'homme et les traités et instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et nous veillerons à garantir les droits de l'homme et les libertés fondamentales de chacun ».

Assemblée générale des Nations unies, « [Déclaration UN75](#) », septembre 2020, A/RES/75/1.

« L'ONU a contribué de manière significative à la construction d'un monde plus pacifique et plus égalitaire, mais chaque personne qui n'est pas encore scolarisée, qui vit encore dans la pauvreté ou qui ne sait pas d'où viendra son prochain repas devrait nous rappeler qu'il reste beaucoup à faire ».

Dialogue organisé par l'ONU Brésil, 31-45 ans, cadres et professionnels, principalement des hommes.

DONNÉES SUR CET ENGAGEMENT

Les dialogues de
l'ONU75



Enquête UN75



Analyse des
médias



Aperçu de la
recherche



Nous organisons les données pertinentes de l'ONU75 recueillies tout au long de l'année 2020 en fonction des [12 engagements de la Déclaration de l'ONU75](#). Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

DES DIALOGUES DE L'ONU75¹

OÙ NOUS EN SOMMES AUJOURD'HUI

Les participants ont identifié plusieurs obstacles qui minent la vie et la dignité des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables de la société, entravant et, dans certains cas, inversant les progrès du développement. Les participants ont identifié une série de causes d'inégalité, ainsi que des facteurs qui influencent ou exacerbent les désavantages et l'inégalité pour beaucoup. Les participants ont souligné l'extrême disparité entre les plus riches et les plus pauvres, et l'extrême concentration de la richesse dans les mains d'un très petit nombre.

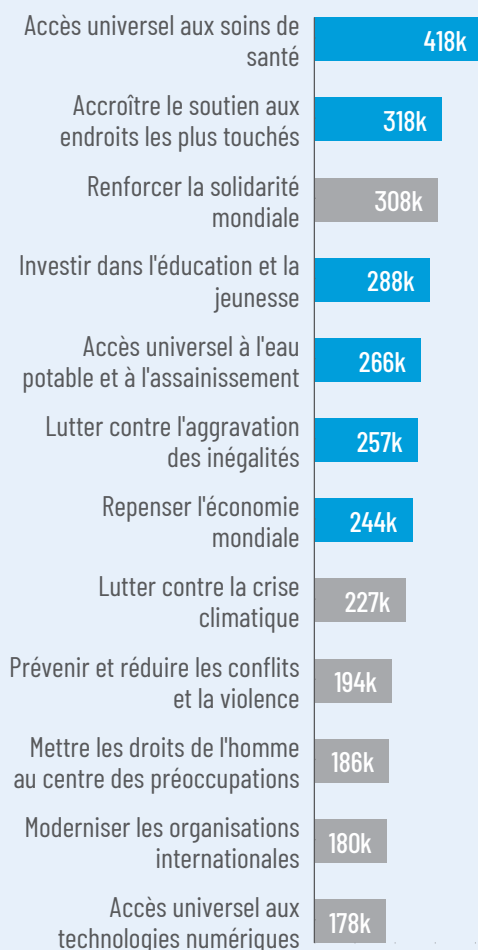
Sur les inégalités socio-économiques

Les participants se sont inquiétés de la polarisation croissante de la répartition des richesses entre et au sein des nations. Ils ont discuté des inégalités liées aux revenus, au niveau d'éducation, à l'espérance de vie, à l'accès aux services de base (alimentation, logement, santé et éducation), les zones rurales étant les plus touchées. Les structures sociales existantes ont été considérées comme perpétuant les inégalités et les désavantages, en particulier pour les femmes et les filles. Les participants ont estimé que la structure du système économique dominant, ainsi que les conflits, la criminalité, les troubles psychosociaux et les violations des droits de l'homme, aggravaient les inégalités.

Sur les causes et l'impact de la discrimination

Les participants de toutes les régions ont fait part de leurs préoccupations concernant l'exclusion des personnes sur la base de leur sexe, de leur classe sociale, de leur orientation sexuelle et de

Enquête de l'ONU75
Priorités immédiates pour se remettre de la pandémie :
L'accès aux services de base, le soutien international aux endroits les plus touchés, la réduction des inégalités sont autant de priorités absolues



Question de l'enquête UN75 : Que devrait faire la Commission internationale la communauté a-t-elle des priorités pour mieux se remettre de la pandémie ?
 Base : 1 133 501 (tous les répondants à partir du 22 avril, date à laquelle cette question a été ajoutée). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

1. Ce rapport contient un résumé de l'analyse de 1 141 résumés de dialogue de l'ONU75 reçus de 94 pays entre le 2 janvier et le 7 novembre 2020. Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

leur handicap. Ils ont souligné la marginalisation des personnes handicapées et la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH/sida, ainsi que les défis auxquels est confrontée la communauté LGBTQI+.

« L'inégalité a un visage et une histoire. Certains groupes ont été historiquement marginalisés de manière systématique, tandis que d'autres ont conservé la majorité du pouvoir et des biens. L'inégalité est fonction de l'endroit où vous êtes né et où vous vivez aujourd'hui : si l'inégalité entre les pays a diminué, le fossé entre les pays développés et les pays en développement reste très important, et à l'intérieur d'un même pays, l'inégalité a augmenté ».

Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, États-Unis, groupes d'âge mixtes, professions, principalement des femmes.

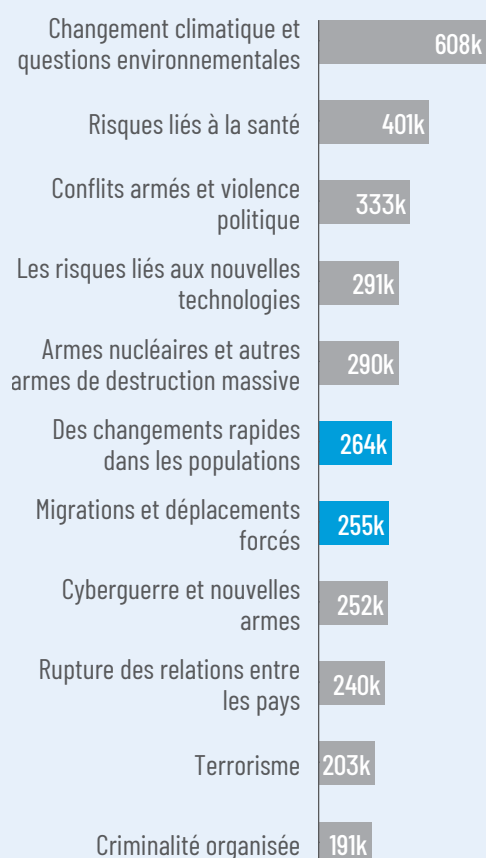
Sur la circulation des personnes en tant que point de pression des inégalités

Les migrations internationales et rurales-urbaines sont considérées comme contribuant à l'augmentation de la population dans les villes où le nombre de pauvres est plus élevé, en particulier en Asie et en Afrique subsaharienne. En Inde, les participants ont discuté de l'impact des politiques de verrouillage de COVID-19 sur les tendances de la migration rurale-urbaine qui se traduisent par des transports insuffisants, des pénuries d'eau, d'assainissement et de nourriture et un mauvais accès aux soins médicaux.

L'utilisation élevée des ressources par les habitants des pays riches a été considérée comme ayant des conséquences environnementales

désastreuses, affectant à leur tour la migration et la santé. Les participants ont identifié les pressions démographiques sur la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau potable, la pollution de l'air, l'épuisement des combustibles fossiles et des minéraux, la destruction des habitats et la

Enquête de l'ONU75 sur les menaces futures : Plus de 250 000 personnes interrogées considèrent les changements démographiques, les migrations et les déplacements forcés comme des menaces futures



Question de l'enquête UN75 : Laquelle de ces tendances mondiales pensez-vous que cela affectera le plus notre avenir ? La base : 1 220 848 (tous les répondants). Les participants pouvaient sélectionner jusqu'à trois réponses.

contamination toxique des sols et des ressources en eau comme affectant principalement les pauvres.

Les participants ont souligné que la crise des réfugiés et l'inégalité d'accès aux voyages réguliers et à la migration pour de nombreuses personnes originaires de pays à faible développement humain étaient à la fois un symptôme de l'inégalité mondiale et une cause d'inégalité supplémentaire, en particulier lorsque les réfugiés et les migrants ne sont pas traités de manière juste et humaine, et conformément au droit international. Ils ont fait remarquer qu'un « monde unique » ne sera pas possible tant que les inégalités fondamentales ne seront pas éradiquées, que la paix ne remplacera pas les conflits et que les personnes contraintes

de se déplacer ne pourront pas voyager en toute sécurité. Les participants s'attendent en grande partie à ce que les déplacements de personnes à travers le monde se poursuivent. Ils ont discuté de la nécessité de créer une nouvelle catégorie de « réfugiés climatiques ».

« *Comprendre la dynamique de la population et anticiper les changements démographiques à venir sont essentiels à la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable* ».

Association of Professional Social Workers & Development Practitioners, Inde, âge, profession et sexe différents..

OÙ NOUS VOULONS ÊTRE

« Le temps est venu pour les gouvernements et les acteurs internationaux de transformer les modèles de développement, de repenser les arrangements économiques mondiaux et d'orienter les efforts de coopération multilatérale vers la réalisation de l'Agenda 2030. Nous avons déjà à notre disposition de nombreux outils et solutions, qui sont nécessaires. Ce qu'il faut maintenant, c'est la volonté politique de mettre en œuvre et de forger une alliance solide de partenaires volontaires qui peuvent se soutenir mutuellement dans leurs efforts pour atteindre les objectifs fixés. L'inégalité et l'exclusion ne sont pas inévitables ».

Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, États-Unis, groupes d'âge mixtes, professions, principalement des femmes.

Veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte signifie, pour les participants, s'engager à mettre pleinement en œuvre l'Agenda 2030. Ils ont convenu que pour progresser vers une société plus juste, plus inclusive et plus durable, tous les acteurs devront prendre des mesures énergiques à tous les niveaux de décision. Les participants veulent un monde où les richesses sont réparties plus équitablement, avec un soutien aux plus défavorisés, et en tenant les plus riches responsables du partage de ce qu'ils accumulent.

Les participants de toutes les régions et de tous les groupes d'âge veulent voir l'accès aux services de base, aux soins de santé gratuits et universels, à l'éducation gratuite et universelle de la petite enfance à l'éducation des adultes, et à la sécurité alimentaire. La réduction de la pauvreté et le redressement post-COVID-19 ont été jugés vitaux, tout comme le soutien aux groupes vulnérables et marginalisés, notamment ceux des régions rurales et éloignées, les réfugiés, les migrants et les peuples autochtones.

« La pauvreté et l'inégalité empêchent les gens de trouver et de partager des idées et de prendre des mesures qui feront la différence. La pauvreté et l'inégalité ne permettront pas à certaines idées en herbe de briller et les idées qui pourraient simplement nous sauver tous seront jetées dans l'obscurité et ne se concrétiseront jamais ».

Ole Anders Røsand, Norvège, 15 ans et moins, étudiants, mixte.

Les participants voulaient un monde dans lequel les réfugiés et les migrants pourraient non seulement survivre, mais aussi s'épanouir. Un monde où ils sont traités de manière égale, équitable, légale et avec des garanties de respect de leurs droits, avec la satisfaction des besoins fondamentaux tels que la nourriture, le logement, la sécurité, l'aide sociale (si nécessaire), le droit au travail, l'éducation et le soutien linguistique. Les participants ont discuté de la nécessité de trouver des solutions nouvelles et permanentes au nombre croissant de réfugiés vivant dans des camps, de garantir à chacun l'accès à un voyage sûr et de démanteler les politiques de migration fondées sur la punition et la dissuasion.

« Les dix prochaines années sont le moment pour l'éducation de se transformer en un bien public accessible à tous, indépendamment du sexe et du lieu ».

Dialogue organisé par l'impact académique des Nations unies, en ligne, âge, profession, sexe.

Les participants des régions touchées par les conflits et les catastrophes ont appelé à une inclusion plus égale des femmes, des personnes handicapées, des personnes LGBT(QI+), des personnes âgées et des peuples indigènes, y compris un meilleur accès à l'éducation, aux infrastructures, à la santé, au travail et à la représentation politique.

« Les personnes transgenres continuent encore aujourd'hui à être confrontées à beaucoup de haine et de discrimination, à un niveau élevé de violence et à des résultats de santé médiocres ».

Association of Professional Social Workers & Development Practitioners and the State Legal Services Authority, Chandigarh, Inde, âge, profession et sexe différents.

COMMENT Y PARVENIR

Les participants ont convenu que des approches intégrées et une action progressive des diverses parties prenantes sont nécessaires pour garantir que personne ne soit laissé pour compte. Ils ont proposé les solutions suivantes.

Inclusion des groupes marginalisés et vulnérables

Les participants au dialogue ont appelé leurs gouvernements nationaux à garantir l'inclusion

des groupes vulnérables dans le processus décisionnel :

- Des politiques visant à assurer l'inclusion de la communauté LGBTQI+ et des personnes handicapées dans les réunions politiques, en tirant parti des technologies et innovations numériques. Les participants du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan ont appelé à des politiques nationales plus inclusives pour les personnes handicapées, telles que la création de postes de fonctionnaires, l'adoption d'un programme

national pour la protection des droits et la création d'une base de données pour informer l'élaboration des politiques.

- Les gouvernements ont été encouragés à respecter l'indépendance et l'autonomie des peuples indigènes et à améliorer les communications avec les communautés indigènes rurales. En Mongolie, les participants ont proposé la création d'un « Conseil des anciens » avec une représentation sectorielle égale au parlement ; en Colombie, les participants ont souhaité que les communautés indigènes soient incluses dans les processus décisionnels, notamment en ce qui concerne leurs régions et territoires, l'exploitation minière, la fracturation et d'autres projets de développement ; au Costa Rica, les participants ont appelé le gouvernement à élaborer des politiques et des programmes visant à récupérer le territoire ancestral, les traditions et la culture des descendants d'Afro-Costa Rica.

Les participants ont appelé les gouvernements et les Nations unies à assurer l'inclusion des groupes vulnérables dans les procédures des Nations unies et le respect de leurs droits :

- Diversifier les types d'aide au développement à l'étranger pour soutenir les pays où les conditions économiques des femmes, des enfants, des personnes âgées et des pauvres sont particulièrement difficiles.
- Les participants des États-Unis ont proposé de transformer la Déclaration des droits des peuples autochtones en une Convention sur les droits des peuples autochtones.
- Les participants à de nombreux dialogues en Inde ont appelé le gouvernement à lutter contre la maltraitance des enfants par une mise en œuvre et une application plus strictes des politiques et dispositions correspondantes.

Les gouvernements ont été encouragés à garantir les droits universels des personnes handicapées et à promouvoir l'établissement d'une convention des Nations unies pour protéger les droits des personnes âgées :

- Les participants des États-Unis ont appelé les États membres à ratifier les conventions existantes pour la prévention du travail des enfants, rappelant que si les conventions 138 - Age minimum pour les travaux non agricoles et 182 - Pires formes de travail des enfants ont des taux de ratification élevés, les conventions C010 - Age minimum pour les travaux agricoles et C123 - Age minimum pour les travaux souterrains ont des taux de ratification beaucoup plus faibles (55 et 41 pays respectivement).

Les participants ont proposé que le secteur privé joue un rôle dans la lutte contre le racisme et la création d'opportunités économiques pour les femmes et les minorités ethniques :

- Promouvoir leur inclusion dans les postes de direction et offrir des programmes de formation. Un exemple discuté est le réseau du Pacte mondial dans le mouvement brésilien « L'équité est une priorité », qui établit des objectifs clairs pour augmenter le nombre de femmes dans les postes de direction avant 2030. On espère maintenant lancer une initiative similaire avec une approche ethno-raciale.

Assurer l'accès aux services de base pour tous

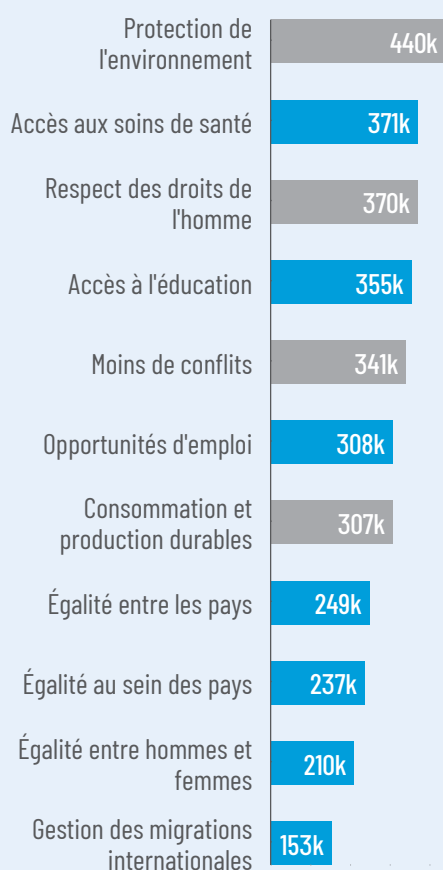
Les participants ont encouragé les gouvernements à garantir des soins de santé universels et la sécurité alimentaire pour tous :

- En Égypte, les participants ont proposé d'inclure les soins de santé mentale dans les services de santé de base et d'améliorer le contrôle de l'enregistrement des naissances grâce à des applications technologiques et à l'infrastructure des TIC.
- Au Brésil, en Colombie, au Tadjikistan et aux États-Unis, les participants ont encouragé les gouvernements à agir sur la sécurité alimentaire en accordant des subventions économiques aux agriculteurs, en finançant des techniques agricoles innovantes et

des programmes de repas scolaires, en mettant en place des cours d'éducation et de sensibilisation et en collaborant à des dons de nourriture entre les épiceries et les organisations communautaires.

- En Afghanistan, les participants ont déploré le faible accès à Internet dans les zones rurales, ce qui a limité non seulement la fourniture de services de soins de santé, mais aussi les directives de prévention de base de COVID-19.

Enquête de l'ONU75 sur les priorités à long terme : Accès aux services de base, emploi, égalité dans et entre les pays



Question de l'enquête UN75 : Si vous vous imaginez le monde que vous voulez dans 25 ans, quelles sont les trois choses que vous souhaiteriez le plus voir ? La base : 1 220 848 (tous les répondants). Les participants pouvaient sélectionner jusqu'à trois réponses.

Le Secrétaire général a été appelé à encourager un accord international pour garantir la gratuité de l'eau et de l'assainissement pour tous :

- Un dialogue étudiant en ligne a appelé à la promotion du droit à l'eau et à l'assainissement, en particulier pendant la pandémie, par le biais du soutien des infrastructures et des techniciens de l'eau et de l'assainissement.
- En République de Gambie, les participants ont appelé à un soutien international pour assurer l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement, en particulier pour les communautés les plus touchées par la pandémie.

Se concentrer sur l'accès équitable à une éducation de qualité

Pour garantir une éducation de qualité pour tous, les participants au dialogue ont proposé que les gouvernements encouragent la réforme de l'éducation pour répondre aux besoins futurs.

- Ils ont suggéré de se concentrer sur les sphères politique, économique, sociale et de durabilité, et de financer des collaborations entre les gouvernements et les dirigeants communautaires pour parvenir à la culture numérique dans les pays en développement.

Les participants ont demandé aux gouvernements de veiller à ce que l'éducation soit abordable pour tous les niveaux de revenus et qu'elle soit universellement inclusive, indépendamment du sexe et de l'origine ethnique.

- Les participants ont appelé à l'inclusion des filles dans l'éducation, à la garantie du respect de leurs droits et à la lutte contre les mariages précoces qui empêchent leur scolarisation. Ils ont également demandé aux gouvernements de garantir l'égalité d'accès aux technologies éducatives et de renforcer les bibliothèques publiques, essentielles pour améliorer la culture nationale et la qualité de vie.
- Les participants du Costa Rica ont souligné la nécessité d'une meilleure éducation pour la population d'origine africaine.

« Construire et améliorer les établissements d'enseignement qui tiennent compte des enfants, des handicaps et des sexes et qui offrent à tous des environnements d'apprentissage sûrs, non violents, inclusifs et efficaces ».

UN75 Confederation of Young Leaders Uttar Pradesh State Team, Inde, âges et professions mixtes.

Les participants ont appelé les écoles à améliorer la formation des enseignants, le matériel pédagogique et les programmes de développement des compétences.

- En Inde, les participants ont encouragé les écoles à contrer les contraintes patriarcales qui limitent l'éducation des filles. Les participants aux dialogues dans les pays à revenu moyen et faible, notamment le Botswana, la Colombie, l'Inde et le Tadjikistan, ont souligné l'importance de l'accès à l'éducation en renforçant les services et les infrastructures éducatives dans les zones rurales et en offrant une éducation à la petite enfance.
- Les participants ont appelé la communauté internationale à garantir l'égalité d'accès à l'éducation pour les garçons, les filles et les enfants handicapés, ces derniers nécessitant des installations améliorées, comme l'installation de rampes, et des formations pour les enseignants afin de les aider à s'occuper des enfants atteints d'autisme et de handicaps cognitifs.

« Renforcer les bibliothèques publiques en tant qu'acteurs clés dans l'amélioration et le positionnement de la culture nationale et de la qualité de vie ».

Jorge Helmer Valencia Ayala, Colombie, âge mixte, bibliothécaires publics, principalement des femmes.

Promouvoir l'inclusion socio-économique

Les gouvernements ont été encouragés à mettre en œuvre un revenu de base universel et à s'attaquer aux inégalités économiques par des politiques de soutien économique et une réforme fiscale :

- Aux États-Unis, les participants ont demandé que les cadres de protection sociale soutiennent les petites et moyennes entreprises et le secteur informel, avec une portée communautaire pour les plus vulnérables.
- Au Kenya, les participants ont proposé d'augmenter le salaire minimum, d'étendre l'impôt sur le revenu et de rendre le code des impôts plus progressif.
- Les participants de Corée du Sud ont proposé d'améliorer les environnements de travail, en offrant par exemple un congé parental obligatoire.

« [...] introduire des régimes de soutien en espèces, par exemple des allocations familiales, des pensions et/ou des régimes de revenu de base qui peuvent améliorer la résilience des citoyens aux chocs, en accordant une attention particulière aux nouvelles formes de vulnérabilité parmi les groupes comme les pauvres des villes ».

Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, États-Unis, groupes d'âge mixtes, professions, principalement des femmes.

Les participants ont demandé aux Nations unies de donner la priorité au soutien des communautés les plus touchées par COVID-19, et aux communautés rurales mal desservies.

- Au Kazakhstan, les Nations unies ont été encouragées à allouer une part plus importante des budgets aux programmes en faveur

des zones rurales et isolées. En Chine et en Mongolie, les participants ont demandé une aide financière et ont souhaité que les populations vulnérables ou rurales puissent accéder aux services financiers.

Faire face à la crise des réfugiés et des migrants

Les participants au dialogue ont imploré les gouvernements d'améliorer les politiques/ services d'immigration :

- Les participants aux multiples dialogues aux États-Unis ont appelé à une gestion meilleure et plus humaine des arrivées de réfugiés et de migrants, et à une intégration plus harmonieuse grâce à la fourniture d'un soutien initial si nécessaire, comme des vêtements, des cartes de transport, un logement et un conseil juridique.
- Certains participants ont souligné la nécessité d'un soutien adapté pour les demandeurs d'asile LGBTQ+.
- Les services gouvernementaux de migration devraient s'attaquer à la hausse du chômage liée à la pandémie au sein des communautés de migrants, en étendant le soutien aux migrants indépendants dont les activités cessent pendant la période de fermeture, par exemple par le biais de plans de réhabilitation ou de programmes d'emploi.
- Les participants ont demandé aux gouvernements du monde entier d'ouvrir davantage de visas humanitaires et de réfugiés pour permettre la réinstallation des millions de réfugiés vivant dans les camps afin qu'ils puissent reprendre leur vie et contribuer à la société.

Les participants ont appelé le système des Nations unies et les gouvernements à améliorer la gestion des flux migratoires internationaux :

- Les participants ont suggéré de réexaminer le champ d'application de la Convention sur les réfugiés, afin d'assurer la protection des

personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et de celles qui sont forcées de migrer en raison du climat ou d'une catastrophe.

- Les participants ont exprimé leur inquiétude quant aux conditions de vie dans les camps de réfugiés, où de nombreux réfugiés passent toute leur vie. Non seulement les conditions de vie, l'éducation, la langue et les possibilités d'emploi pour ceux qui vivent dans les camps devraient être améliorées, mais les gouvernements ont été appelés à offrir davantage de possibilités de réinstallation permanente aux réfugiés.
- Les participants ont demandé au HCR d'évaluer les risques et les avantages de l'utilisation des nouvelles technologies, d'aider les migrants forcés et les réfugiés, et de travailler avec les ONG et les entreprises pour renforcer l'accès des migrants aux technologies.
- Les participants ont demandé à l'OIM d'élaborer un cadre international permettant d'inclure les perspectives des migrants et des populations locales pour créer des récits sur la migration afin de lutter contre la xénophobie et la discrimination.
- Les participants à de nombreux dialogues se sont concentrés sur les jeunes migrants. Certains ont proposé d'organiser des entretiens périodiques avec les jeunes migrants afin de comprendre leurs buts et objectifs, et de les mettre en contact avec des ressources éducatives. Ils ont suggéré d'établir des partenariats avec les établissements d'enseignement supérieur et professionnel et le secteur privé pour promouvoir la programmation, le financement et créer des opportunités d'emploi.

ANALYSE DES MÉDIAS²

48 % de la couverture médiatique dans 70 pays s'est concentrée sur les inégalités fondées sur l'identité, y compris les groupes marginalisés et les minorités, le sexe, la race, l'orientation sexuelle et la religion

Viennent ensuite les inégalités économiques intérieures (écart salarial, pauvreté), avec 41 % de la couverture médiatique.

L'accès aux services de base a été classé deuxième dans la couverture médiatique des inégalités en Afrique subsaharienne, et troisième en Amérique du Nord, en Amérique latine et aux Caraïbes et en Asie centrale. L'accès au travail était également en bonne place.

En Europe et en Amérique du Nord, les médias ont régulièrement couvert les disparités de richesse, tandis que la corruption et l'instabilité économique et politique étaient présentes dans plusieurs pays

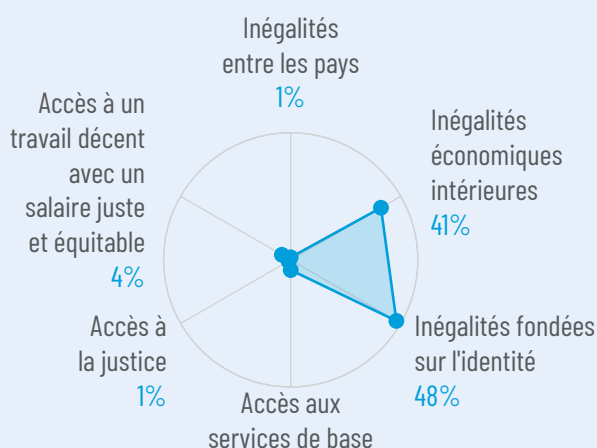
à faible développement humain. COVID-19 a été cité dans toutes les régions comme aggravant les inégalités actuelles.

La couverture médiatique internationale a eu tendance à se concentrer sur la manière dont les inégalités fondées sur l'identité peuvent conduire à des violations des droits de l'homme.

En Amérique latine, les inégalités entre les sexes liées à la violence et à l'accès aux services et au travail étaient importantes. En Asie, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les inégalités nationales et mondiales fondées sur l'identité ont été couvertes, y compris la discrimination à l'égard des musulmans ou des personnes d'origine asiatique pendant la pandémie.

En Amérique du Nord, et parfois en Afrique subsaharienne, la couverture médiatique s'est concentrée sur la couverture sanitaire universelle en relation avec les politiques gouvernementales.

➔ Dans 70 pays, les médias se sont principalement concentrés sur les inégalités fondées sur l'identité, suivies par les inégalités économiques intérieures.



Source : Edelman Intelligence Discovery+ | Toutes les langues | Revue de presse dans 70 pays | Plage de dates : Mai 2019 - Mai 2020.

Les médias se concentrent sur les inégalités fondées sur l'identité dans toutes les régions

Asie et Australie	1. Inégalités économiques intérieures 2. Inégalités fondées sur l'identité
Europe et Asie centrale	1. Inégalités fondées sur l'identité 2. Accès à un travail décent avec une rémunération équitable
Amérique latine et Caraïbes	1. Inégalités fondées sur l'identité 2. Inégalités économiques intérieures
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1. Inégalités entre les pays 2. Inégalités fondées sur l'identité
Amérique du Nord	1. Inégalités fondées sur l'identité 2. Inégalités économiques intérieures
L'Afrique subsaharienne	1. Inégalités fondées sur l'identité 2. Accès aux services de base

2. Edelman Intelligence a analysé le paysage médiatique mondial afin de mieux comprendre comment les mégatendances sont couvertes, y compris le rôle perçu de la coopération internationale et des Nations unies. Ils ont analysé la presse écrite, la radiodiffusion et les médias en ligne, y compris les médias sociaux, dans 70 pays, couvrant la période de mai 2019 à mai 2020. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

APERÇU DE LA RECHERCHE³

Publications universitaires

- Bloom, T. 2019 [“When Migration Policy Isn’t about Migration: Considerations for Implementation of the Global Compact for Migration”](#) Ethics & International Affairs.
- Browne, S. 2017 [Sustainable Development Goals and UN Goal-Setting](#).
- Campagnolo, L. & Davide, M. 2019 [“Can the Paris Deal Boost Sustainable Development Goals Achievement? An assessment of climate mitigation co-benefits or side effects on poverty and inequality”](#) World Development.
- Forestier, O. & Kim, R. 2020 [“Cherry-picking the Sustainable Development Goals: Goal prioritization by national governments and implications for global governance”](#) Sustainable Development.
- Fukuda-Parr, S. 2016 [“From the Millennium Development Goals to the Sustainable Development Goals: shifts in purpose, concept, and politics of global goal setting for development”](#) Gender & Development.
- Guan, T. & Xue, L. 2019 [“世界各国是如何执行全球可持续发展目标 \(SDGs\) 的?”](#) Chinese Journal of Population, Resources and Environment.
- Ignatov, A. et al. 2019 [«Подходы ведущих стран-доноров к внедрению ЦУР в национальные стратегии устойчивого развития»](#) International Organisations Research Journal.
- Kanie, N. & Biermann, F. (eds) 2017 [Governing Through Goals: Sustainable Development Goals as Governance Innovation](#).
- Lisk, F. & B. Šehović, A. 2019 [“Rethinking Global Health Governance in a Changing World Order for Achieving Sustainable Development: The Role and Potential of the ‘Rising Powers’”](#) Fudan Journal of the Humanities and Social Sciences.
- McArthur, J. & Rasmussen, K. 2019 [“Classifying Sustainable Development Goal trajectories: A country-level methodology for identifying which issues and people are getting left behind”](#) World Development.
- Pedrajas, M. 2017 [“La Última Milla: Los desafíos éticos de la pobreza extrema y la vulnerabilidad en la Agenda 2030 para el Desarrollo Sostenible de Naciones Unidas”](#) Veritas.
- Pham-Truffert, M. et al. 2020 [“Interactions among Sustainable Development Goals: Knowledge for identifying multipliers and virtuous cycles”](#) Sustainable Development.

Recherche et rapports sur les politiques

- Africa Progress Panel 2018 [Making Progress Towards Attaining the Sustainable Development Goals in Africa](#).
- Bill & Melinda Gates Foundation 2020 [“2020 Goalkeepers Report: COVID-19 - A Global Perspective”](#).
- Fitzpatrick, S. et al. 2020 [Destitution in the UK](#).
- Foresti, M. & Hagen-Zanker, J. (eds) 2018 [“Migration and the 2030 Agenda for Sustainable Development”](#) Overseas Development Institute.
- Kharas, H., McArthur, J. & Ohno, I. (eds) 2019 [Leave No One Behind: Time for Specifics on the Sustainable Development Goals](#).
- Ladd, P. & Bortolotti, E. 2020 [Protecting and Supporting Vulnerable Groups Through COVID-19 Crisis](#), UN Research Institute for Social Development.
- Sachs, J. et al. 2020 [Sustainable Development Report 2020: The Sustainable Development Goals and Covid-19](#), Sustainable Development Solutions Network & Bertelsmann Stiftung.

3. Cet aperçu de la recherche comprend une sélection des publications les plus citées dans le cadre de la cartographie générale de la recherche universitaire et politique de l'ONU75 axée sur le multilatéralisme, les Nations unies et les domaines de travail de l'ONU, couvrant les six langues officielles de l'ONU. La cartographie de la recherche a été réalisée en collaboration avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 [« Façonnons notre avenir ensemble »](#).

- Samman, E. et al. 2018 [SDG progress: fragility, crisis and leaving no one behind](#), Overseas Development Institute.
- The World in 2050 2018 “[Transformations to Achieve the Sustainable Development Goals](#)”.
- UN 2020 “[Progress towards the Sustainable Development Goals: Report of the Secretary-General](#)”.
- – 2020 [A UN framework for the immediate socio-economic response to COVID-19](#).
- – 2019 [The Secretary-General’s Roadmap for Financing the 2030 Agenda for Sustainable Development 2019-2021](#).
- UNDP 2017 [Strong Partnerships, Stronger Impact - Working with Governments and IFIs for Development Results](#).
- –2018 [What does it mean to leave no one behind?](#)
- UN & World Bank Group 2018 [The UN-World Bank Group Strategic Partnership Framework for the 2030 Agenda](#).
- Harari, Y. 2020 “[The world after coronavirus](#)” Financial Times.
- Lieberman, A. 2020 “[How off track are the SDGs, exactly? We don’t know, but it might not matter](#)” Devex.
- Oosterhof, P. 2020 “[The 2030 Agenda as Blueprint for a Post-COVID World](#)” SDG Knowledge Hub.
- Richter, C. 2020 “[SDG Reviews Reveal Inadequate Attention to Migrants, but Some Good Practice](#)” SDG Knowledge Hub.

Ressources de données et outils

Commentaires et articles d’opinion

- Agrawal, R. 2020 “[Why we need a re-look at the global development agenda and the SDGs](#)” Eval4Action.

- [Global Multidimensional Poverty Index](#) [UN].
- [Global Partnership for Sustainable Development Data](#).
- [Global SDG Indicators Database](#) [UN].
- [Human Development Index](#) [UN].
- [SDG Good Practices](#) [UN].
- [SDG Index](#).
- [SDG Lab](#).



NOUS PROTÉGERONS NOTRE PLANÈTE

« Sans une action plus déterminée, nous continuerons à appauvrir notre planète avec moins de biodiversité et moins de ressources naturelles. Nous verrons se multiplier les menaces environnementales et les défis liés au climat, notamment les catastrophes naturelles, la sécheresse, la désertification, les pénuries alimentaires, la pénurie d'eau, les incendies de forêt, l'élévation du niveau de la mer et l'appauvrissement des océans. Il est temps d'agir dès maintenant. De nombreux pays, notamment les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral, sont déjà parmi les plus touchés. Nous devons nous adapter aux circonstances et prendre des mesures de transformation. Nous avons une occasion historique de reconstruire en mieux et de manière plus écologique. Nous devons immédiatement réduire les émissions de gaz à effet de serre et parvenir à des modes de consommation et de production durables, conformément aux engagements pris par les États dans le cadre de l'accord de Paris et de l'agenda 2030. Cela ne peut pas attendre ».

Assemblée générale des Nations unies, « [Déclaration UN75](#) », septembre 2020, A/RES/75/1.

« En conséquence de l'inaction des gouvernements, le changement climatique devrait continuer à s'aggraver et à mettre l'humanité en danger d'ici 2045 si les politiques des pays et des industries ne changent pas radicalement ».

Unité jeunesse de l'UNRWA, Liban, 16-30 ans, étudiants, principalement des femmes.

DONNÉES SUR CET ENGAGEMENT

Les dialogues de
l'ONU75



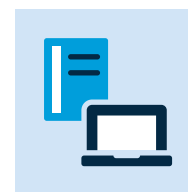
Enquête UN75



Analyse des
médias



Aperçu de la
recherche



Nous organisons les données pertinentes de l'ONU75 recueillies tout au long de l'année 2020 en fonction des [12 engagements de la Déclaration de l'ONU75](#). Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

DES DIALOGUES DE L'ONU75¹

OÙ NOUS EN SOMMES AUJOURD'HUI

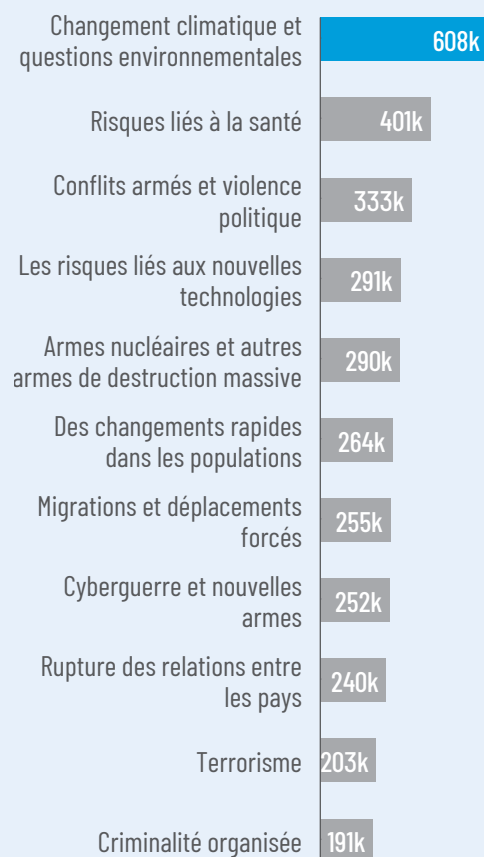
Les participants au dialogue ont identifié **le changement climatique et la perte de biodiversité comme les crises les plus urgentes auxquelles l'humanité est confrontée**. Avec des conséquences bien plus importantes que celles résultant de COVID-19, les participants se sont inquiétés du fait que les dirigeants mondiaux ont détourné leur attention du défi fondamental que constituent le changement climatique et la perte de biodiversité. Les participants ont observé que la réponse mondiale à COVID-19 démontre ce qui est possible si nous choisissons de répondre de manière urgente aux crises mondiales, mais les participants ont été frustrés que les dirigeants n'agissent pas avec l'urgence requise alors que l'avenir de notre espèce, et de bien d'autres, est en jeu.

« À mesure que le changement climatique s'accélère, l'atmosphère est et sera encore affaiblie par des émissions excessives de carbone. Diverses espèces végétales et animales vont disparaître. Les changements saisonniers disparaîtront. La pollution atmosphérique s'aggravera ».

Won Sanghyuk, Centre de formation des jeunes du comté de Yeongwol, République de Corée, < 15 ans, étudiants, principalement des garçons.

Les jeunes se sont sentis privés de leurs droits et de leur pouvoir lorsqu'ils ont discuté de l'ère actuelle de l'« anthropocène », où les humains façonnent les systèmes vivants et le climat et de l'impact qui en résulte sur la biodiversité terrestre, marine et aquatique, la santé des océans et les ressources en eau. Ils ont discuté des conséquences désastreuses de la pollution de l'air, des déchets et des matières plastiques dans l'océan et de la surconsommation des ressources naturelles sur la santé et les équipements

UN75 Enquête sur les menaces mondiales à long terme : Les répondants à l'enquête de l'ONU75 dans toutes les régions ont identifié le changement climatique et les questions environnementales comme la principale menace à long terme



Question de l'enquête UN75 : Selon vous, laquelle de ces tendances mondiales affectera le plus notre avenir ? La base : 1 220 848 (tous les répondants). Les participants pouvaient sélectionner jusqu'à trois réponses.

1. Ce rapport contient un résumé de l'analyse de 1 141 résumés de dialogue de l'ONU75 reçus de 94 pays entre le 2 janvier et le 7 novembre 2020. Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

naturels, de la perte de biodiversité, des incendies plus fréquents, plus intenses et de plus grande ampleur, des catastrophes naturelles et des futures pandémies.

« A la fin, nous vivons dans une insécurité primitive dans une société de croissance et de pointe éblouissante ».

Goriul Youth Culture House, République de Corée, 16-30 ans, professions et sexes mixtes.

Les participants au dialogue, quel que soit leur âge, reconnaissent que les jeunes paieront le prix du changement climatique plus cher que les décideurs d'aujourd'hui, et qu'ils doivent avoir leur mot à dire sur la manière dont, en tant que communauté mondiale, nous relevons ce défi. Les participants ont soulevé plusieurs éléments essentiels d'un avenir durable : une économie qui valorise pleinement la nature, un système judiciaire qui considère la destruction de l'environnement comme un crime, et une orientation sociale qui valorise les personnes et les lieux et une distribution plus égale des ressources par rapport à un système qui alimente la pauvreté, l'inégalité et la destruction de l'environnement et la concentration des richesses dans les mains d'un très petit nombre.

« Sans une meilleure protection de l'environnement, nous n'aurons plus de monde pour les générations futures... Le changement climatique est notre priorité la plus urgente et la plus importante. Tous les acteurs doivent être impliqués dans le changement climatique... nous considérons qu'il s'agit d'une réalité interconnectée, et pas seulement d'un problème ».

Beth Blissman, Ph.D., représentante des ONG des Nations unies pour la communauté de Loretto et les Sœurs de la Charité de la Sainte Vierge Marie de Dubuque, Iowa, USA, âge, profession et sexe différents.

Les participants ont souligné que la destruction de l'environnement doit être considérée comme une question de droits de l'homme et de justice pénale, et que la voix des populations pauvres, vulnérables, marginalisées et autochtones doit être au centre de notre réponse collective au changement climatique et à la perte de biodiversité. Les participants ont discuté de l'impact inégal sur les communautés vulnérables, telles que celles qui vivent dans les petits États insulaires en développement, et les zones sujettes aux catastrophes naturelles et autres effets du changement climatique.

Les participants ont souligné la forte dimension de justice, en articulant que le droit à un environnement sain est un droit de l'homme. Les personnes vulnérables paient un prix plus lourd pour l'utilisation non durable des ressources et l'accumulation de richesses par une minorité. Les participants souhaitent que les mécanismes de responsabilité et de justice soient clairement définis.

Ils ont également discuté des graves effets de la désertification, des incendies de forêt, de l'épuisement des océans, de la pollution atmosphérique et de la disparition des forêts, ainsi que de l'impact sur les sociétés humaines, en particulier les plus vulnérables.

« Les effets inévitables du changement climatique qui se poursuivront malgré les mesures immédiates, et qui affecteront de manière disproportionnée les populations marginalisées ».

Association des Nations unies, États-Unis, San Diego, personnes d'âges et de sexes divers, cadres et professionnels.

OÙ NOUS VOULONS ÊTRE

Les participants ont fait valoir que des changements fondamentaux et transformationnels sont nécessaires pour protéger notre planète, et que ces transformations sont nécessaires à tous les niveaux - au sein de nos systèmes sociaux, économiques et politiques, ainsi que dans notre compréhension collective et individuelle de notre place dans le monde - dans notre environnement et aux côtés de nos semblables. Certains participants ont discuté de la nécessité d'un changement culturel et spirituel radical pour construire un monde fondé sur le respect, l'empathie et l'humilité, et pour apprécier les liens indivisibles et la confiance que nous avons les uns envers les autres et envers notre environnement. La construction d'un monde plus durable peut coïncider avec la construction d'un monde plus égalitaire.

Les participants ont souligné que pour répondre aux défis environnementaux, il faudra que tous les acteurs travaillent dans la cohésion - tous, partout, dans tous les secteurs. Des mesures doivent être prises par les gouvernements, les particuliers, les organisations internationales,

les communautés locales, le secteur privé et les scientifiques. Les participants âgés de 15 ans ou moins ont demandé à notre espèce d'être à son meilleur - une famille mondiale, un seul monde, travaillant ensemble.

« Au cours des dernières décennies, les progrès médicaux, technologiques et scientifiques nous ont permis d'ouvrir nos esprits et de découvrir le monde plus vite et mieux que jamais. Bien que nous reconnaissons que ces progrès ont amélioré notre vie et nous ont permis de mieux comprendre notre monde et les autres, ils ont eu des effets négatifs sur la façon dont nous interagissons avec nos environnements et sur la façon dont ces environnements interagissent les uns avec les autres ».

*Nouveau collègue des sciences humaines
à Northeastern (Londres), Royaume-
Uni, 16-30 ans, étudiants, mixte.*

COMMENT Y PARVENIR

Les participants ont proposé une multitude d'idées d'action et de solutions concrètes, les communautés étant les porteuses d'impact et exprimant des solutions pour les défis particuliers auxquels elles sont confrontées. Par exemple, les participants des grandes villes des pays en développement ont identifié des problèmes tels que la pollution de l'air, les déchets et la contamination toxique, tandis que ceux des régions sujettes à des pertes dues au changement climatique, comme les communautés indigènes des États moins développés, ont souligné les effets sur la perte culturelle et les moyens de subsistance.

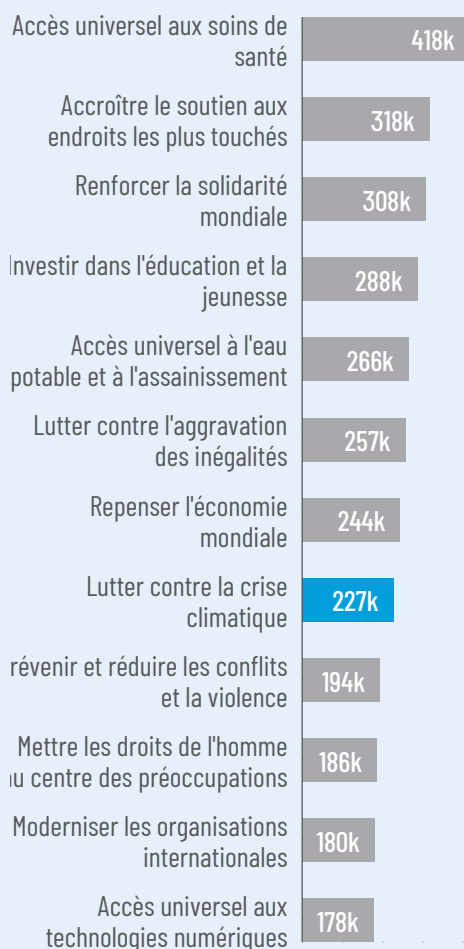
Sur les leçons à tirer de la pandémie

La pandémie a été considérée comme un signal d'alarme de la fragilité de notre espèce, fournissant des leçons qui peuvent contribuer à la durabilité :

- Ne pas perdre de vue la crise environnementale tout en s'attaquant à la pandémie. La pandémie est un petit problème à court terme par rapport au changement climatique, à la perte de biodiversité et à leurs effets.

- La pandémie illustre les liens entre la destruction de l'habitat et la santé humaine, et le fait que le changement climatique nous rend vulnérables aux futures pandémies.

Enquête de l'ONU75 sur les priorités immédiates pour se remettre de la pandémie : plus de 225 000 personnes ont répondu à l'enquête. La lutte contre la crise climatique est une priorité à court terme



Question de l'enquête UN75 : Que devrait faire la Commission internationale la communauté a-t-elle des priorités pour mieux se remettre de la pandémie ?
 Base : 1 133 501 (tous les répondants à partir du 22 avril, date à laquelle cette question a été ajoutée). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses..

- Les réactions rapides des gouvernements à la pandémie et les mesures difficiles que les gouvernements ont demandées à leurs citoyens ont contribué, à court terme, à réduire les émissions de carbone et à démontrer que des changements que l'on croyait impossibles sont en fait possibles et que les gouvernements doivent être aussi audacieux dans leur réponse au changement climatique.
- Malgré les difficultés pratiques rencontrées par les communautés du monde entier en matière de confinement au cours de l'année 2020, les participants ont suggéré qu'un bref confinement annuel pour protéger la planète pourrait nous rappeler qu'il est possible d'adopter un mode de vie qui réduit radicalement notre empreinte écologique.

Sensibilisation et amélioration de l'éducation à l'environnement

- **L'éducation dans les écoles est considérée comme essentielle** pour créer une génération d'étudiants plus responsables et plus attentifs à la protection de l'environnement. Certains participants ont estimé que la connaissance du climat était obligatoire dans l'enseignement primaire et secondaire, l'école primaire aidant les enfants à comprendre l'interconnexion des systèmes naturels, notre place dans l'environnement et à favoriser l'appréciation et la curiosité pour le monde naturel, et l'enseignement secondaire permettant de comprendre comment les questions environnementales peuvent avoir un impact sur la vie des élèves.
- **Les enseignants ont besoin de soutien** pour comprendre les enjeux et élaborer des programmes d'enseignement sur le climat et l'environnement. Les experts externes et les acteurs gouvernementaux peuvent soutenir les écoles par des initiatives qui proposent des modules de durabilité dans les écoles et les régions.

- **Les écoles d'enseignement supérieur**, notamment celles d'architecture, de design et d'ingénierie, peuvent être des moteurs de changement, en enseignant les principes et les techniques de la durabilité.
- L'éducation informelle, les médias et les autorités locales et communautaires peuvent tous sensibiliser davantage le public aux questions environnementales.
- Le secteur artistique peut sensibiliser au changement climatique.
- Les entreprises peuvent sensibiliser davantage leurs employés et les consommateurs aux questions environnementales, en encourageant une plus grande durabilité des produits et des services qu'elles offrent.
- Des informations transparentes sur les coûts environnementaux et sociaux des biens et des services doivent être fournies aux consommateurs. Tout commerce devrait être équitable.
- Les autorités nationales et locales peuvent aider les communautés à s'informer sur les questions qui les concernent, comme la réduction de la pauvreté énergétique sur les pratiques durables.
- Améliorer la connaissance des questions environnementales au sein des groupes vulnérables et marginalisés peut les aider à défendre leurs intérêts dans les discussions et les forums locaux, nationaux et internationaux.
- L'accès aux technologies numériques peut permettre de sensibiliser à l'environnement, en particulier dans les communautés isolées.

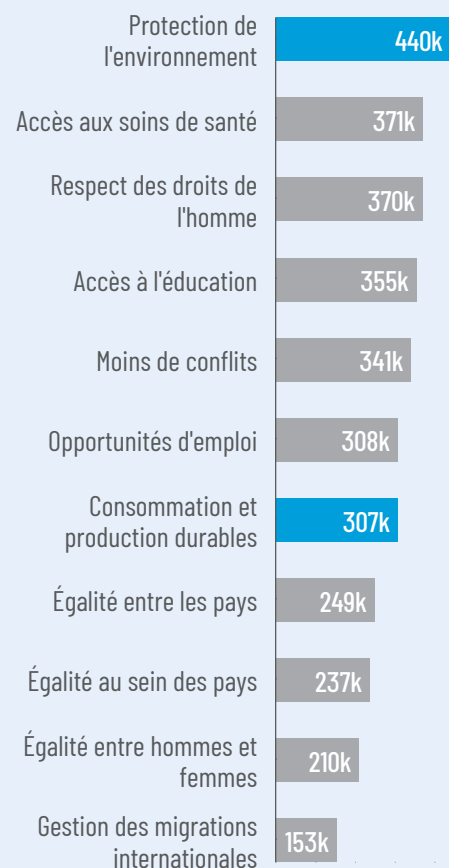
Sur la mise en place de systèmes durables

Construire des économies durables

- Les participants ont exhorté les gouvernements à **cesser de subventionner les combustibles fossiles**.

- Les fonds de pension et autres investisseurs ont été encouragés à n'investir que dans des fonds éthiques et durables.
- La couverture d'assurance devrait s'étendre aux pays touchés par le climat.

Enquête de l'ONU75 sur les priorités à long terme : Une meilleure protection de l'environnement est la première priorité à long terme, plus de 300 000 personnes accordant également la priorité à une consommation et une production plus durables



Question de l'enquête UN75 : Si vous vous imaginez le monde que vous voulez dans 25 ans, quelles sont les trois choses que vous souhaiteriez le plus voir ? La base : 1 220 848 (tous les répondants). Les participants pouvaient sélectionner jusqu'à trois réponses.

Consommation et production durables

Les participants au dialogue ont compris qu'un changement systémique, secteur par secteur, dans la manière dont nous produisons et consommons est essentiel pour le changement de paradigme nécessaire pour relever les défis de la durabilité. Les participants ont exprimé le besoin d'économies durables, équitables et inclusives et de critères de durabilité pour éclairer le financement et les investissements à tous les niveaux. Relever les défis environnementaux a été considéré comme une opportunité de construire des systèmes économiques plus équitables, plus justes, plus locaux et plus durables.

« Nous devrions veiller à ce que davantage de ressources soient utilisées pour inciter les citoyens à faire des choix écologiques d'une manière qui soit socialement et économiquement efficace et qui ne nécessite pas de connaissances et de recherches pour faire le bon choix. La désinformation est omniprésente à l'heure des médias sociaux et du cycle d'information de 24 heures. Pensez à des solutions qui permettent de choisir facilement le vert ».

*Dr Peter Stiling et Dr Brooke Hansen,
Université de Floride du Sud, États-Unis,
31-45 ans, professions et sexes mixtes.*

Les participants au dialogue ont appelé à des modes de consommation et de production durables qui génèrent des « emplois verts ».

L'industrie, les gouvernements, les individus et la communauté mondiale ont été appelés à transformer les secteurs et domaines suivants :

- **Des régimes alimentaires durables :** Soutenir l'adoption de régimes alimentaires à base de plantes, abordables et durables, y compris la

viande artificielle pour réduire la conversion des forêts en pâturages et la destruction d'autres habitats. Réduire le gaspillage de nourriture et localiser les installations de production alimentaire. Investir et promouvoir des solutions innovantes telles que l'application « Videz votre assiette » qui offre des récompenses lorsque les clients téléchargent des photos de leurs assiettes vides. Assurer des moyens de subsistance décentes aux travailleurs du système alimentaire.

« La culture consumériste doit être considérée comme un des principaux moteurs des défis environnementaux et socio-économiques auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Elle continuera à entraver la réalisation des objectifs de développement durable et à accroître les risques pour l'environnement et la santé ».

*IUVENTA - Institut slovaque de la jeunesse,
Slovaquie, 16-30 ans, étudiants, mixte.*

« Il est absolument nécessaire de repenser notre approche de l'alimentation, des vêtements et des objets, de la qualité de la production et de la consommation ».

*Nouveau collège des sciences humaines
à Northeastern (Londres), Royaume-
Uni, 16-30 ans, étudiants, mixte.*

- **La mode durable :** Éduquer les consommateurs sur le coût environnemental et éthique de la mode rapide afin que les consommateurs apprécient et choisissent les vêtements comme des articles fonctionnels à long terme plutôt que comme des articles de mode jetables. Le prix des vêtements devrait refléter leur coût environnemental et récompenser de manière adéquate ceux qui les ont fabriqués.

« L'environnement mondial continue à se détériorer en raison de la combinaison d'une industrialisation accrue, d'une utilisation excessive de ressources énergétiques non renouvelables, de la multiplication de méthodes de production non respectueuses de l'environnement et de l'absence de découplage entre la croissance économique et l'utilisation des ressources ».

*Initiation des jeunes à la démocratie.
Présidente Tamara Tartarashvili, Géorgie,
16-30 ans, professions et sexes mixtes*

« Une mise en œuvre réussie de ces initiatives aidera les ménages à faibles revenus à satisfaire leurs besoins énergétiques de manière durable, à contribuer à la transformation écologique de l'économie, à lutter contre le changement climatique et à créer des emplois ».

*Impact universitaire des Nations unies,
dialogue mondial en ligne, diversité des
âges, des professions et des sexes..*

- **L'énergie durable** : Les gouvernements et le secteur privé devraient investir dans les technologies énergétiques durables. Les pays à développement humain élevé et les experts en énergie peuvent aider les pays en développement en leur fournissant des conseils et des technologies. Un soutien devrait être apporté aux industries des biocarburants, des technologies solaires et éoliennes. La recherche et le développement de carburants durables pour l'aviation et le transport maritime sont essentiels, et il convient de désinciter et de réduire l'utilisation des combustibles fossiles.

- **Le transport durable** : Les véhicules hybrides pourraient être rendus obligatoires et les gouvernements pourraient investir dans des options de transport public à faible émission de carbone. Les Nations unies peuvent encourager des systèmes de transport sûrs et durables grâce à une collaboration mondiale en matière de financement, d'autonomisation des jeunes et de renforcement des capacités.
- **La durabilité dans les infrastructures construites et la conception industrielle** : Les gouvernements, les organisations multilatérales, les organismes d'investissement et le secteur privé peuvent soutenir et encourager la recherche et le développement de matériaux durables et investir dans leur utilisation. Le secteur de la construction peut promouvoir une architecture durable et efficace sur le plan énergétique, la conception et l'utilisation de matériaux de construction durables et locaux.

« Les tendances à l'urbanisation sont actuellement non durables d'un point de vue économique, social et environnemental, et risquent d'exacerber les inégalités, la vulnérabilité et la dégradation de l'environnement d'ici 2045 ».

*Unité jeunesse de l'UNRWA, Liban,
16-30 ans, étudiants, mixte..*

- **Emballage durable** : Les emballages à usage unique, les sacs en plastique, la consommation de plastiques et d'autres matériaux synthétiques devraient être progressivement éliminés grâce à une réglementation gouvernementale et à l'innovation du secteur privé pour promouvoir les matériaux durables.
- **Réduire l'obsolescence intrinsèque** : Le secteur privé devrait réduire l'obsolescence intrinsèque et offrir des services de réparation, ainsi que prendre la responsabilité des déchets, internaliser le coût réel des produits et services

qu'il offre. La production et l'utilisation de produits jetables devraient être désincitées.

- **Gestion éthique des déchets :** Des politiques « zéro déchet » devraient être introduites, les gouvernements et les industries soutenant la réparation, la réutilisation et le recyclage. Les déchets, en particulier les déchets toxiques, ne devraient pas être exportés vers ceux qui sont le moins capables de les gérer.
- **Le consumérisme :** Les individus devraient prendre la responsabilité d'acheter de manière éthique et de consommer moins. Les consommateurs peuvent être informés de leurs choix grâce à l'augmentation du nombre d'applications pour téléphones portables qui informent les consommateurs du coût environnemental des produits et services.
- **Le commerce des animaux sauvages :** Les animaux sauvages doivent être surveillés pour éviter le transfert de maladies des animaux aux humains.
- **Recherche, développement, politique et réglementation des technologies propres :** Les gouvernements peuvent soutenir l'innovation dans les technologies durables grâce à des plateformes qui facilitent l'accès au marché pour les petites et moyennes entreprises de technologies propres. Les gouvernements peuvent élaborer des politiques et des réglementations audacieuses, ainsi que faciliter l'innovation qui nécessitera une production et une consommation durables.
- **Villes durables :** Reconnaisant l'impact de l'urbanisation sur les personnes et l'environnement naturel, les participants au dialogue ont souhaité que nos villes soient repensées dans le cadre d'un changement de paradigme durable. Les gouvernements, les autorités locales et le secteur privé ont été encouragés à investir dans la transformation des infrastructures, notamment en maintenant et en créant des espaces verts dans les villes et en réduisant l'empreinte carbone grâce à des solutions basées sur la nature. Les rues désignées devraient être fermées aux voitures,

pour être utilisées uniquement par les piétons et les cyclistes afin de créer des espaces verts publics. Les gouvernements devraient investir davantage dans les transports publics. Les participants ont estimé que les communautés locales au sein des villes constituaient un point de départ important pour l'action climatique, en encourageant les autorités locales à soutenir de petites actions locales.

Changement climatique, perte culturelle et résilience culturelle

Les participants au dialogue ont reconnu les liens entre la culture et le changement climatique, exprimant leurs inquiétudes sur ce qui est, et pourrait encore être perdu. Les participants ont souligné le risque de perte des traditions, des pratiques et du patrimoine culturel des communautés vivant dans des zones sensibles au changement climatique, telles que les communautés indigènes et celles qui vivent dans les petits États insulaires en développement. Les Nations unies peuvent travailler en étroite collaboration avec ces communautés pour protéger leurs intérêts. La protection des intérêts des communautés dont les cultures sont touchées par le changement climatique devrait être considérée comme la responsabilité de toutes les nations. Les coûts ne devraient pas être supportés par les communautés elles-mêmes, mais par les communautés nationales et internationales.

« La préservation de nos ressources publiques telles que la culture nomade, le pastoralisme et les pâturages mongols n'est pas seulement la responsabilité de la Mongolie pour préserver cette dernière culture et civilisation nomade, mais elle doit être la responsabilité des Nations unies ».

Dialogue organisé par le bureau du coordinateur résident, Mongolie, avec des personnes d'âges, de professions et de sexes différents.

« C'est la première fois dans l'histoire de cette région que nous perdons le lien entre l'artisanat, l'écologie et la communauté, la société. Il est très probable que nous ne pratiquerons plus notre culture et nos traditions. Et bien sûr, au fur et à mesure que les nouvelles générations arrivent, il est très facile de perdre la langue en adoptant la langue de son pays d'accueil ».

L'avenir est non écrit, dialogue en ligne, pays mixtes, 46-60 ans, cadres et professionnels, mixité des sexes.

« Les États membres des Nations unies doivent intégrer dans tous leurs plans la protection des sites du patrimoine dans les zones de basse altitude et les PEID ».

The Future is Unwritten, dialogue en ligne, pays mixtes, 46-60 ans, cadres et professionnels, mixité des sexes.

Les écosystèmes et l'utilisation durable des ressources naturelles

« L'eau facilite l'interconnexion et les liens avec d'autres secteurs comme l'agriculture, l'industrie, l'énergie et l'environnement. L'eau relie les domaines politiques du secteur économique ainsi que les sociétés. C'est un outil de coopération et de confiance ».

Dialogue mondial en ligne organisé par UN Academic Impact, avec des personnes d'âges, de professions et de sexes différents.

Les participants ont discuté de nombreuses actions permettant de mieux gérer les écosystèmes et les ressources naturelles, y compris les océans et les ressources en eau, et ont appelé à une meilleure prévention et gestion des catastrophes naturelles :

- **Toute nouvelle perte de forêts et d'autres écosystèmes doit être stoppée.** La reconnaissance de l'ampleur énorme de la perte doit être formalisée. La diversité des espèces et des écosystèmes qui subsistent est le bien le plus précieux que nous ayons et ne doit pas être perdue.
- Les océans : Construire des **partenariats multilatéraux et multisectoriels pour protéger nos océans** et créer une nouvelle donne bleue. Promouvoir le nettoyage de l'océan. Établir une alliance mondiale pour la biodiversité et créer une agence de police maritime.

« Nous devons compléter la recherche universitaire par des politiques visant à protéger nos océans ».

Association internationale de science politique, dialogue en ligne, pays et sexes mixtes, 16-30 ans, étudiants.

- Les ressources en eau : **Instaurer des solutions durables aux problèmes de l'eau** grâce à une législation efficace et à de nouvelles politiques et pratiques de gestion de l'eau.
- Gestion des catastrophes naturelles : Le changement climatique était perçu comme étant déjà à l'origine de catastrophes naturelles plus fréquentes, plus intenses et plus dangereuses, ayant des effets dévastateurs sur les communautés vulnérables et contribuant davantage aux émissions. **Les participants se sont montrés alarmés par les incendies de forêt de 2019-2020 dans le sud-est de l'Australie**, qui étaient inhabituellement dangereux, intenses et fréquents. Si les incendies se produisent naturellement dans certains paysages de savane et de forêt, ils ne se produisent pas avec la fréquence ou l'intensité constatées ces dernières décennies, et certains écosystèmes sensibles, tels que l'Amazonie, ne sont pas adaptés pour faire face au feu. Les participants ont encouragé les décideurs politiques à **mieux prévenir et gérer les incendies** dans ces écosystèmes.

S'attaquer aux « feux de forêt et aux risques environnementaux (forêt amazonienne) ».

Global Young Leader Initiative, Allemagne, 16-30 ans, professionnels et sexes mixtes.

- Donner la priorité aux solutions basées sur la nature : Pour faire face au changement climatique, à la perte de biodiversité et à la gestion des risques de catastrophes, les participants ont encouragé les gouvernements et les Nations unies à donner la **priorité aux solutions basées sur la nature** qui valorisent et protègent les systèmes naturels sur lesquels nous comptons et qui apportent de multiples avantages. Ces solutions peuvent être utilisées pour réduire les émissions et s'adapter au changement climatique, et peuvent protéger et restaurer les forêts, les bassins versants, les environnements côtiers et les tourbières,

ainsi que pour rendre nos villes plus vertes et reconstruire les terres agricoles et industrielles dégradées.

« Renforcer les mécanismes judiciaires et autres mécanismes de responsabilité afin de garantir que les entreprises, les sociétés et les pays soient tenus responsables sur la scène mondiale en cas de non-respect, en particulier en matière d'environnement ».

Kerri Fergusson, Nouvelle-Zélande, âges et professions mixtes, principalement des femmes.

« Il est vraiment important que nous comprenions que le savoir écologique traditionnel est tout aussi important que le savoir occidental, et si nous pouvons réunir ces deux éléments, pour compléter le travail que nous essayons tous de faire face au changement climatique, c'est une situation gagnante pour tout le monde ».

International Savanna Fire Management Initiative, Australie et monde (en ligne), âge et sexe différents, gestionnaires de feux indigènes.

- **Les systèmes de connaissances des peuples autochtones et les solutions basées sur la nature doivent être respectés et exploités.** Les participants ont expliqué comment les connaissances traditionnelles des communautés indigènes en matière d'incendies, combinées aux méthodes modernes de vérification des économies d'émissions réalisées grâce à ces pratiques, sont exploitées dans le nord de l'Australie pour gérer les paysages de savane et de forêt sèche sujets aux incendies par des brûlages en début de saison sèche. On constate que cette méthode permet de réduire les émissions,

de prévenir la perte de biodiversité, de restaurer les paysages forestiers dégradés, de créer des opportunités économiques pour les communautés isolées et d'améliorer les indicateurs sociaux et sanitaires, tout en valorisant les connaissances écologiques de certaines des plus anciennes cultures vivantes de la planète.

Intégrer l'environnement dans la planification intersectorielle

Les participants ont souligné l'indivisibilité de notre environnement avec notre santé et notre bien-être. Les agences des Nations unies devraient adopter une approche « Une seule santé » lorsqu'elles s'attaquent aux problèmes de santé, en soulignant la relation entre l'environnement et le bien-être social et avec la planification des politiques intersectorielles.

« L'environnement et la santé sont directement liés et nous ne pouvons plus ignorer le changement climatique ».

Dialogue organisé par l'OMS, Liban, 16-30 ans, professions et sexes mixtes.

Insister sur la responsabilité

Les participants au dialogue, issus de toutes les régions, ont demandé une plus grande responsabilisation en matière d'utilisation excessive des ressources et de destruction de l'environnement. La destruction de l'environnement et le changement climatique ont été considérés comme profitant à quelques-uns au détriment de beaucoup, et les participants ont demandé une plus grande responsabilité. Les participants ont demandé qu'un environnement propre et sain et l'équité intergénérationnelle soient considérés comme des questions de droits de l'homme.

« Des règles strictes et des sanctions pour ceux qui ne sont pas respectueux du carbone et dont l'empreinte carbone est élevée ».

M. Duncan, Asker International School, Norvège, <15 ans, étudiants, mixte.

« Le cycle du changement climatique et du capitalisme menace les droits de l'homme fondamentaux ».

Goriul Youth Culture House, République de Corée, 16-30 ans, professions et sexes mixtes.

Dans toutes les régions, les personnes âgées de 30 ans et moins ont appelé à une plus grande responsabilisation des individus, des entreprises et des gouvernements qui font partie du problème et/ou qui ne font pas partie de la solution :

- **Droits de l'homme :** De nouveaux concepts de droits de l'homme et d'environnement devraient être développés, le changement climatique et la pollution atmosphérique étant liés aux droits de l'homme.

« En fin de compte, tous les États ont été invités à remplir leurs obligations en matière de droits de l'homme en prenant des mesures audacieuses pour améliorer la santé, lutter contre le changement climatique et combattre la pollution de l'air ».

Shakti Nandan - Confédération des jeunes leaders, Inde, 16-30 ans, étudiants, principalement des femmes.

- **Justice pénale :** La destruction de l'environnement justifie des sanctions pénales aux niveaux national et international. Les gouvernements et la communauté internationale devraient reconnaître, prévenir et faire appliquer les mesures prises contre les crimes environnementaux.

- **Renforcer la responsabilité dans le cadre du multilatéralisme :** L'ONU pourrait créer un mécanisme juridique pour tenir les États membres responsables de l'atténuation du changement climatique (par exemple, l'utilisation des plastiques et le recyclage). Les Nations unies pourraient imposer des taxes environnementales en cas de « poussières fines », d'augmentation des émissions de carbone et d'autres formes de pollution et de destruction de l'environnement. Les conséquences d'un retrait de l'accord de Paris devraient être renforcées. La responsabilité pour les dommages environnementaux devrait être renforcée, notamment par le biais de paiements d'indemnisation pour les pays touchés par le changement climatique.
- **Renforcer la responsabilité dans les États membres.** Des réglementations plus strictes devraient être introduites pour la gestion de l'environnement et du climat, exigeant des industries qu'elles respectent les limites d'émissions, et des politiques qui obligent les entreprises à acheter des permis d'émission, dont la valeur est utilisée pour aider les communautés vulnérables au climat.

« Les États membres de l'ONU sont davantage centrés sur leurs propres intérêts et développements nationaux et placeront toujours cela avant les questions environnementales et le changement climatique. Des mesures et des accords concrets doivent être mis en place pour assurer des réponses communes. Ils doivent invoquer les conséquences en cas de non-respect. Il devrait être impossible de se retirer des accords internationaux sur le climat, comme les États-Unis de l'accord de Paris ».

JJeong Jin-heyang, République de Corée, 31-45 ans, professions mixtes, principalement des femmes.

Renforcer les engagements multilatéraux

- Bien que la CCNUCC soit volontaire, sa mise en œuvre devrait être renforcée.
- Tous les États membres doivent se conformer à l'accord de Paris et les futurs accords et politiques climatiques doivent être négociés. Les Nations unies doivent interpellier les États membres qui refusent de se conformer à l'accord de Paris.
- Des politiques fortes pour lutter contre le changement climatique doivent être établies au-delà du niveau des Nations unies.

« Renforcer le cadre juridique international pour l'action climatique, en améliorant l'accord de Paris et en établissant des dispositions plus contraignantes pour l'atténuation du climat ».

École d'affaires internationales et publiques, Université de Jilin, Chine, 16-30 ans, professions et sexes mixtes.

Le rôle de la science dans la protection de notre planète

« Si la communauté internationale n'est pas prête à mener des recherches plus sérieuses sur le changement climatique et à suivre des mesures préventives urgentes, nous pourrions connaître la fin de la vie sur Terre ».

Masan Youth Culture House, République de Corée, 31-45 ans, cadres et professionnels, principalement des femmes.

Les participants ont souligné la montée de la désinformation qui s'est accrue avec l'utilisation des médias sociaux, le manque d'analyse approfondie encouragé par les cycles d'information de 24 heures, et la montée du populisme qui encourage la méfiance à l'égard des avis d'experts. Les participants ont souligné la nécessité de disposer de données et d'analyses scientifiques pour éclairer les décisions politiques visant à un changement transformateur.

Renforcer le rôle de l'ONU dans la protection de la planète

Les participants ont appelé l'ONU et ses États membres à prendre la tête de l'action internationale en matière de climat et d'environnement :

- L'ONU peut aider les États membres à échanger des pratiques de conservation utiles et efficaces pour prévenir/atténuer le changement climatique.

« Les problèmes que nous avons aujourd'hui ne peuvent pas être résolus par une seule personne ou un seul pays - nous avons besoin d'espaces où nous pouvons travailler ensemble et où chacun peut s'exprimer. Lorsque l'ONU fonctionne au mieux de ses capacités, elle offre un tel espace et prend l'initiative de résoudre ces défis complexes ».

Beth Blissman, Ph.D., représentante d'une ONG des Nations unies pour la communauté de Loretto et les Sœurs de la Charité de la Sainte Vierge Marie de Dubuque, Iowa, USA, d'âges et de professions diverses, principalement des femmes.

- Le secrétaire général des Nations unies peut fournir une plateforme pour partager les meilleures pratiques en matière de solutions innovantes et de progrès technologiques dans le monde entier. Il peut plaider en faveur d'un mécanisme de suivi en ligne pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de durabilité et suivre les mesures d'adaptation et d'atténuation.
- Les Nations unies peuvent encourager les États membres à adopter des stratégies d'adaptation régionales.
- Soutenir les formations de l'UNITAR pour le secteur privé et les organisations à but non lucratif sur l'impact des actions nationales.
- Développer un système de suivi des activités d'atténuation et d'adaptation au changement climatique à l'échelle du système des Nations unies et gérer les ressources. Le Plan stratégique du PNUD, qui utilise un cadre de résultats permettant au PNUD et aux parties prenantes de suivre les résultats, de tirer des enseignements et de rendre compte des fonds qui lui sont confiés, pourrait servir de modèle pour créer un système de suivi au niveau macro pour faciliter le transfert d'activités efficaces entre les pays et les secteurs et aider à gérer les ressources.
- Les résultats progressifs obtenus en matière d'adaptation au cours de la dernière décennie doivent être consolidés, avec de nouvelles politiques et pratiques qui s'appuient sur des activités de développement, par exemple par le biais d'une directive à l'échelle des Nations unies définissant une stratégie commune d'adaptation à la transformation.
- Les Nations unies peuvent mettre en place des bureaux régionaux spécialisés dans la lutte contre le changement climatique et nommer des défenseurs du climat, pour aider à combattre le changement climatique.
- Les Nations unies peuvent prendre des mesures supplémentaires pour inclure les communautés vulnérables dans les négociations internationales sur le climat.
- Les États membres pourraient être reconnus pour la prévention du changement climatique et de la dégradation de l'environnement.

« Comme les casques bleus pour le maintien de la paix de l'ONU, il devrait y avoir un groupe de casques verts visant à réaliser des missions d'action climatique de l'ONU qui aident les états/régions à s'adapter et à atténuer le changement climatique ».

Université Zeppelin de Friedrichshafen, Allemagne, 16-30 ans, étudiants, mixité des sexes.

Valoriser l'action communautaire et individuelle

De nombreux dialogues ont souligné que des actions sont nécessaires à tous les niveaux, et que les actions communautaires et individuelles sont importantes au même titre que les réponses au niveau du système. Parmi les suggestions, on peut citer en particulier le :

- Les macro-actions mises en évidence par l'accord de Paris devraient être complétées par le travail effectué par les groupes locaux/régionaux.
- Les groupes et organisations environnementaux locaux/régionaux devraient être mobilisés pour développer des réseaux internationaux plus solides et des canaux de partage des connaissances.

Renforcer la voix des jeunes, des communautés marginalisées et vulnérables au climat

Donner la priorité aux voix et aux intérêts de ceux qui ont le plus à perdre dans tous les processus d'élaboration des politiques et de prise de décision (pas seulement une participation symbolique) sur l'environnement et le climat aux niveaux local, national, régional et mondial. Les voix des communautés pauvres et vulnérables et des peuples autochtones, dont la vie, les moyens de subsistance, la santé, les pratiques culturelles et les terres sont menacées par le changement climatique et la perte de biodiversité, doivent être au premier plan des préoccupations.

Donner la priorité à la voix des jeunes. Les participants de tous les groupes d'âge ont reconnu que les jeunes méritent d'avoir une voix forte dans les décisions qui affectent notre planète. Les jeunes ont également besoin de soutien pour participer activement aux processus qui les concernent :

- Les jeunes, qui comprennent et ressentent souvent l'urgence d'agir, peuvent jouer un rôle dans l'éducation des personnes âgées sur le climat et l'environnement et participer à la prise de décision et à l'action en faveur du climat.
- Les pays peuvent renforcer le droit des jeunes à participer à la prise de décisions concernant les accords internationaux sur le climat, comme le rôle des jeunes dans les assemblées législatives des États fédéraux brésiliens.

ANALYSE DES MÉDIAS²

Le changement climatique et ses effets sont les questions environnementales les plus visibles couvertes par les médias, à l'échelle mondiale

44 % de la couverture médiatique des questions environnementales s'est concentrée sur le réchauffement de la planète - le changement climatique et ses effets existants et prévus. Vient ensuite la biodiversité, avec 38 % de la couverture médiatique. Le réchauffement de la planète était le plus important dans toutes les régions, sauf en Europe et en Asie centrale, où il arrivait en deuxième position après la biodiversité.

Certains médias ont évoqué le potentiel de COVID-19 pour réduire les niveaux de pollution, ainsi que les préoccupations selon lesquelles la pandémie avait mis de côté l'action sur le climat. Les solutions proposées dans les médias avaient tendance à se replier sur elles-mêmes, en se concentrant sur les politiques nationales visant à protéger la biodiversité et à limiter l'impact du réchauffement climatique, à l'exception des pays d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale où le développement humain est plus élevé.

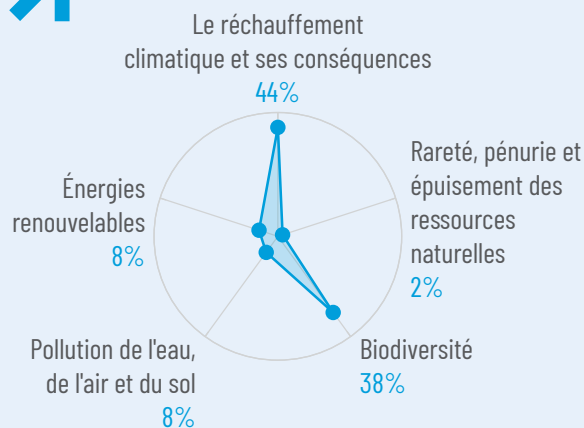
En Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, les médias ont largement couvert des événements tels que les incendies en Australie et en Amazonie.

En Europe, les médias se sont concentrés sur les protestations locales contre les mesures gouvernementales (par exemple en France et en Hongrie), ainsi que sur les déplacements liés au climat. En Afrique du Nord et en Asie occidentale, la couverture médiatique du climat était généralement plus faible et plus repliée sur elle-même.

En Amérique du Nord, le débat sur l'impact économique des solutions au changement climatique a été couvert par les médias, les jeunes et les énergies renouvelables étant les thèmes les plus forts.

En Afrique subsaharienne, les médias ont couvert la biodiversité, la pollution, l'impact des grandes entreprises et la pression sur les ressources naturelles, en mettant davantage l'accent sur les solutions que dans d'autres régions. Dans de nombreux pays à faible développement humain, les médias ont fait part de leur frustration face aux gouvernements qui n'ont pas agi assez vite pour limiter la pollution des entreprises ou réglementer le déversement des déchets. Dans ces pays, les Nations unies étaient considérées comme un leader et un soutien nécessaire, tandis que dans les pays à développement humain élevé, les Nations unies étaient considérées comme un partenaire.

Le changement climatique et la biodiversité sont les sujets les plus traités, dans toutes les régions



Source : Edelman Intelligence Discovery+ | Toutes les langues | Revue de presse dans 70 pays | Plage de dates : Mai 2019 - Mai 2020.

Asie et Australie	1. Le changement climatique et ses effets 2. Biodiversité (faune/plante)
Europe et Asie centrale	1. Biodiversité (faune/plante) 2. Le changement climatique et ses effets
Amérique latine et Caraïbes	1. Le changement climatique et ses effets 2. Biodiversité (faune/plante)
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1. Le changement climatique et ses effets 2. Biodiversité (faune/plante)
Amérique du Nord	1. Le changement climatique et ses effets 2. Biodiversité (faune/plante)
L'Afrique subsaharienne	1. Le changement climatique et ses effets 2. Biodiversité (faune/plante)

2. Edelman Intelligence a analysé le paysage médiatique mondial afin de mieux comprendre comment les mégatendances sont couvertes, y compris le rôle perçu de la coopération internationale et des Nations unies. Ils ont analysé la presse écrite, la radiodiffusion et les médias en ligne, y compris les médias sociaux, dans 70 pays, couvrant la période de mai 2019 à mai 2020. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

APERÇU DE LA RECHERCHE³

Publications universitaires

- Aykut, S, Foyer, J. & Morena, E. (eds) 2017 [Globalising the Climate: COP21 and the Climatisation of Global Debates](#).
- Carattini, S., Gosnell, G. & Tavoni, A. 2020 [“How developed countries can learn from developing countries to tackle climate change”](#) World Development.
- Diaz, S. et al. 2020 [“Set ambitious goals for biodiversity and sustainability”](#) Science.
- Dunnivant, F. 2017 [Environmental Success Stories: Solving Major Ecological Problems and Confronting Climate Change](#).
- Ivanova, M. 2020 [“Coloring the UN Environmental: The Catalytic Role of the UN Environment Programme”](#) Global Governance.
- Jakob, M. et al. 2020 [“Understanding different perspectives on economic growth and climate policy”](#) WIREs Climate Change.
- Ken, C. 2015 [An Unfinished Foundation: The UN and Global Environmental Governance](#).
- Kirton, J. & Kokotsis, E. 2017 [The Global Governance of Climate Change: G7, G20, and UN Leadership](#).
- Negi, A., Pérez-Pineda, J. & Blankenbach, J. (eds) 2020 [Sustainability Standards and Global Governance: Experiences of Emerging Economies](#).
- Pasztor, J. 2016 [“The Role of UN Secretary-General in the Climate Change Process”](#) Global Policy.
- Raiser, K. et al. 2020 [“Is the Paris Agreement effective? A systematic map of the evidence”](#) Environmental Research Letters.
- Reyers, B. & Selig, E. 2020 [“Global targets that reveal the social-ecological interdependencies of sustainable development”](#) Nature, Ecology & Evolution.
- Tarko, A. 2019 [“Остановит ли Парижское соглашение глобальное потепление?”](#) Age of Globalization.
- Volger, J. 2016 [Climate Change in World Politics](#).

Recherche et rapports sur les politiques

- Bárcena, A. et al. 2020 [La emergencia del cambio climático en América Latina y el Caribe: ¿seguimos esperando la catástrofe o pasamos a la acción?](#), UN Economic Commission, Latin America & Caribbean.
- Food & Agriculture Org. & UN Environment Prog. 2020 [The State of the World's Forests 2020](#).
- Global Commission on Adaptation 2019 [Adapt Now: A Global Call for Leadership on Climate Resilience](#).
- Global Commission on Economy & Climate 2018 [Unlocking Inclusive Growth Story of 21st Century: Accelerating Climate Action in Urgent Times](#).
- Heinrich-Böll-Stiftung (ed) 2018 [Radical Realism for Climate Justice: A Civil Society Response to the Challenge of Limiting Global Warming to 1.5°C](#).
- Huang, B. & Yu, E. 2020 [Ways to Achieve Green Asia](#), Asian Development Bank Institute.
- Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity & Ecosystem Services 2019 [Global Assessment Report on Biodiversity and Ecosystem Services](#).
- International Savanna Fire Management Initiative 2015 [Global Potential of Savanna Fire Management Findings of the Regional Feasibility Assessments](#).

3. Cet aperçu de la recherche comprend une sélection des publications les plus citées dans le cadre de la cartographie générale de la recherche universitaire et politique de l'ONU75 axée sur le multilatéralisme, les Nations unies et les domaines de travail de l'ONU, couvrant les six langues officielles de l'ONU. La cartographie de la recherche a été réalisée en collaboration avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

- Larsen, G. et al. 2018 [Toward Paris Alignment How Multilateral Development Banks Can Better Support the Paris Agreement](#), World Resources Institute.
- Sato, I. et al. 2019 [Enhancing NDCs: A Guide to Strengthening National Climate Plans](#), World Resources Institute & UN Development Programme.
- Secretariat of the Convention on Biological Diversity, UN 2020 [Global Biodiversity Outlook 5](#).
- Swaby, G. & Sokolowski, A. 2020 [Long-term planning for climate and development: ideas from and for the Least Developed Countries](#), International Institute for Environment and Development.
- UN Environment Programme 2020 [Emissions Gap Report 2020](#).
- Viola, E. & Paz Neves, L. (eds) 2016 [The World After the Paris Climate Agreement of December 2015](#), Centro Brasileiro de Relações Internacionais.
- World Meteorological Organization [2020 State of the Global Climate 2020](#) – Provisional Report.

Commentaires et articles d'opinion

- Chestney, N. 2020 [“Fossil fuel production far exceeds climate targets, U.N. says”](#) Reuters.
- Dixit, A. 2019 [“Make-or-break decade for climate action”](#) Nepali Times.
- Editorial Board 2020 [“The UN must get its new biodiversity targets right”](#) Nature.
- Fuller, T. 2020 [“Reducing Fire, and Cutting carbon emissions, the Aboriginal Way”](#) New York Times.
- Grose, M. & Bettio, L. 2020 [“Prepare for hotter days, says the State of the Climate 2020 report for Australia”](#) The Conversation.
- Guterres, A. 2020 [“The State of the Planet”](#).
- Kumar Arora, N. & Mishra, I. 2020 [“UN SDGs 2030 & environmental sustainability: race against time”](#) Environmental Sustainability.
- Marchese, D. 2020 [“Greta Thunberg Hears Your Excuses. She Is Not Impressed.”](#) New York Times.
- Watson, J. 2020 [“Set a global target for ecosystems”](#) Nature.
- Zimmer, K. 2020 [“The world missed a critical deadline to safeguard biodiversity, UN report says”](#) National Geographic.

Ressources de données et outils

- [Climate Action Tracker](#).
- [OECD environmental data and indicators](#).
- [Transparency for Sustainable Economies](#) [Stockholm Environment Institute et al.].
- [UN Biodiversity Lab](#) [UN].
- [World Environment Situation Room](#) [UN].
- [World Wildlife Fund](#).



NOUS ALLONS PROMOUVOIR LA PAIX ET PRÉVENIR LES CONFLITS

« Les conflits armés en cours et les menaces contre la paix et la sécurité internationales doivent être résolus d'urgence par des moyens pacifiques. Nous réaffirmons l'importance de respecter la Charte, les principes du droit international et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Les accords internationaux de maîtrise des armements, de non-prolifération et de désarmement et leurs architectures doivent être respectés. Les Nations unies doivent mieux s'attaquer à toutes les formes et à tous les domaines de menaces. Le terrorisme et l'extrémisme violent propice au terrorisme constituent de graves menaces pour la paix et la sécurité internationales. La boîte à outils diplomatique de la Charte doit être utilisée au maximum de son potentiel, y compris la diplomatie préventive et la médiation. Nous demandons au Secrétaire général de renforcer cette boîte à outils afin de prévenir le déclenchement, l'escalade et la reprise des hostilités sur terre, en mer, dans l'espace et dans le cyberspace. Nous soutenons et encourageons pleinement l'initiative du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial. Le droit international humanitaire doit être pleinement respecté. Construire, maintenir et soutenir la paix est désormais l'une des principales responsabilités des Nations Unies ».

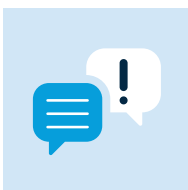
Assemblée générale des Nations unies, « [Déclaration UN75](#) », septembre 2020, A/RES/75/1.

« Nous voulons un monde en paix, sans effusion de sang, un monde où une superpuissance ne peut imposer aux nations les plus faibles les concessions qu'elles souhaitent, un monde sans guerres par procuration pour des intérêts tels que les ressources naturelles. Nous voulons que notre pays et les autres pays pauvres ne soient plus assombrés par la criminalité, la traite des êtres humains, les abus commis à l'encontre des femmes, la cybercriminalité, l'émigration et la fuite des cerveaux, les abus commis à l'encontre des migrants, la discrimination fondée sur la religion, la couleur, la race, la langue et la secte, un monde plus connecté et plus égalitaire ».

MANUA, Afghanistan, mélange d'âges et de sexes, techniciens.

DONNÉES SUR CET ENGAGEMENT

Les dialogues de
l'ONU75



Enquête UN75



Analyse des
médias



Aperçu de la
recherche



Nous organisons les données pertinentes de l'ONU75 recueillies tout au long de l'année 2020 en fonction des [12 engagements de la Déclaration de l'ONU75](#). Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

DES DIALOGUES DE L'ONU75¹

NOUS EN SOMMES AUJOURD'HUI

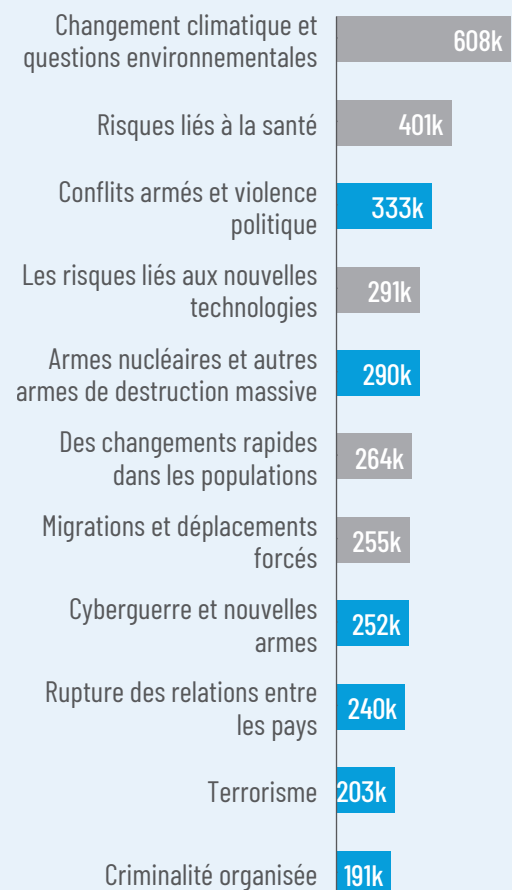
Les participants au dialogue ont fait part de **leurs préoccupations concernant la montée de la cyberguerre ainsi que la prolifération de nouvelles formes d'armes**, en particulier celles qui font appel à l'intelligence artificielle. **Ils ont dénoncé l'augmentation mondiale du trafic d'armes, ainsi que la montée du terrorisme et de l'extrémisme violent.** Ils ont décrit comment **COVID-19 augmente les menaces à la sécurité au niveau mondial**, augmentant le risque pour les populations les plus vulnérables, en particulier les femmes et les enfants.

Les participants au dialogue ont noté l'échec des tentatives de s'attaquer aux nombreuses causes profondes des conflits, telles que la pauvreté, l'inégalité, le racisme et l'intolérance religieuse. Les violations des droits de l'homme continuent à se perpétuer et l'aide humanitaire n'est pas fournie en quantité suffisante.

« Les niveaux croissants de nouvelles formes de violence, l'urgence climatique, la cyberguerre, la perturbation de l'intelligence artificielle, semblent être au sommet de nos menaces communes, qui conditionnent la coopération entre les pays, et les solutions coordonnées ».

Association des Nations unies, Albanie 16-30 ans, professions et sexes mixtes..

UN75 Enquête sur les menaces mondiales à long terme : Des centaines de milliers de répondants ont choisi les conflits, les armes, le terrorisme et la criminalité comme principales menaces à long terme



Question de l'enquête UN75 : Selon vous, laquelle de ces tendances mondiales affectera le plus notre avenir ? La base : 1 220 848 (tous les répondants). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

1. Ce rapport contient un résumé de l'analyse de 1 141 résumés de dialogue de l'ONU75 reçus de 94 pays entre le 2 janvier et le 7 novembre 2020. Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

OÙ NOUS VOULONS ÊTRE

Les participants aux dialogues à travers le monde, et en particulier les jeunes participants, imaginaient **vivre dans un monde qui assure la paix et la sécurité pour tous, et dans lequel chaque pays respecte les traités visant à maintenir la paix et la sécurité par des moyens non violents**. Les participants ont plaidé pour un monde où les pays assurent la protection et la sécurité de tous, sans distinction de race, d'âge, de sexe ou de statut économique.

Les participants au dialogue souhaitaient voir **un monde où les Nations unies jouent un rôle central dans la résolution pacifique des conflits internationaux**, l'acheminement efficace et équitable de l'aide humanitaire et la promotion du désarmement et du contrôle des armements.

COMMENT Y PARVENIR

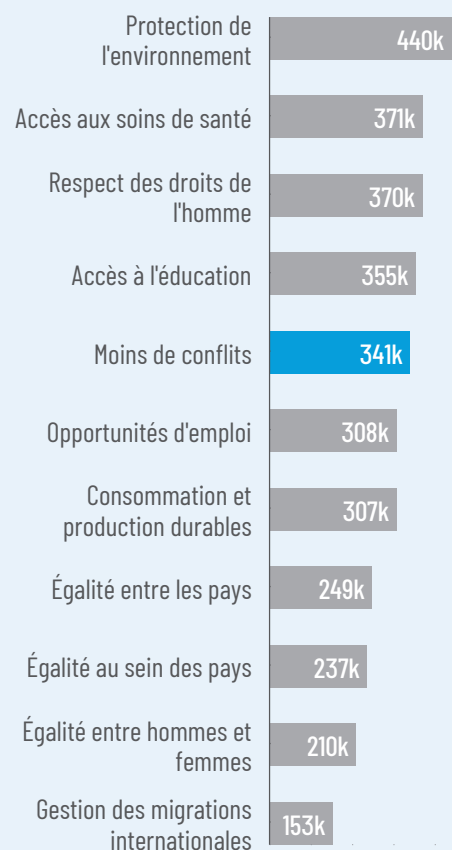
Les participants du monde entier ont proposé des stratégies pour que les individus, les organisations de la société civile, les gouvernements nationaux et le système des Nations unies s'engagent à construire une planète plus pacifique et plus sûre pour tous.

Promouvoir une culture de coexistence pacifique

« Promouvoir une culture de coexistence pacifique, dire non à la violence, au racisme, à la xénophobie et au radicalisme. Faire entendre sa voix, défendre les droits des victimes, se battre pour une cause commune de l'humanité ».

Dialogue organisé par MANUA, Afghanistan, âges et professions mixtes.

Enquête de l'ONU75 sur les priorités à long terme : La réduction des conflits est l'une des principales priorités à long terme pour 340 000 personnes interrogées



Question de l'enquête UN75 : A plus long terme, si vous vous imaginez le monde que vous voulez dans 25 ans, quelles sont les trois choses que vous souhaiteriez le plus voir ? La base : 1 220 848 (tous les répondants). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

Les participants ont plaidé pour que les individus et la société civile encouragent une culture de coexistence pacifique, sensibilisent les autres au respect des principes de non-violence et développent une compréhension du rôle des individus et de la société civile dans la promotion de la paix et la fin des conflits.

Les établissements d'enseignement supérieur et les organisations de la société civile ont été encouragés à s'engager davantage dans des activités d'éducation à la paix afin de sensibiliser aux conflits internationaux.

« [...] l'éducation à la paix ne doit pas être limitée par des frontières politiques, économiques ou culturelles et la paix en tant que concept universel doit être intégrée dans notre façon de penser ».

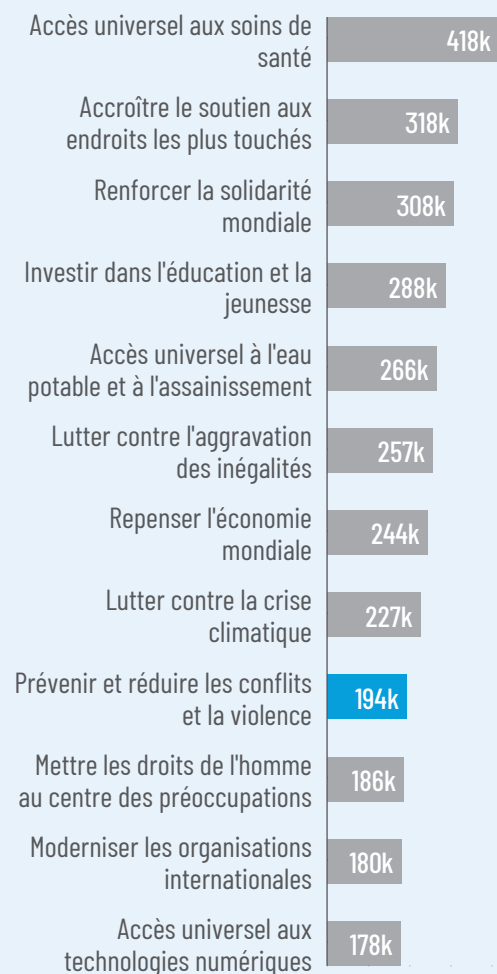
Dialogue en ligne organisé par UN Academic Impact, avec des personnes d'âges, de professions et de sexes différents.

Améliorer la gestion des conflits et l'aide humanitaire

De nombreux participants, notamment en Afghanistan, en Azerbaïdjan et en Syrie, ont appelé les Nations unies à améliorer la gestion des conflits et l'aide humanitaire. L'importance de la « protection et de la promotion des droits de l'homme et de la mise en œuvre de la justice transitionnelle dans les pays sortant d'un conflit » a été soulignée (MANUA à Kunduz, Afghanistan, âges et professions mixtes), tout comme la mise en œuvre d'une « stratégie qui limite les pertes civiles et donne la priorité à la vie humaine avant tout dans un conflit armé » (bureau de l'ONU à Bakou, Azerbaïdjan, 31-45 ans, cadres et professionnels). En Azerbaïdjan, les participants ont souligné la nécessité de pénaliser les États qui ne respectent pas les conventions de Genève sur la protection des personnes civiles en temps de guerre. En Syrie, les participants ont demandé la suppression des sanctions qui, selon eux, nuisent aux citoyens, y compris aux jeunes.

Les participants aux États-Unis et en République de Corée ont demandé des réparations et des indemnisations pour certains groupes. Aux États-Unis, les participants ont demandé des réparations pour les populations indigènes et les descendants

UN75 Enquête sur les priorités immédiates pour se remettre de la pandémie : Près de 200 000 répondants ont donné la priorité à la prévention et à la réduction des conflits et de la violence à court terme



Question de l'enquête UN75 : Que devrait faire la Commission internationale la communauté a-t-elle des priorités pour mieux se remettre de la pandémie ?
Base : 1 133 501 (tous les répondants à partir du 22 avril, date à laquelle cette question a été ajoutée). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses..

d'esclaves, tandis qu'en République de Corée, les participants ont estimé que des réparations et des compensations pour les victimes de la Seconde Guerre mondiale étaient nécessaires.

« Ce que le groupe veut le plus voir à l'avenir, en particulier l'avenir en Syrie, c'est la sécurité. Ils veulent voir un monde et un pays sûrs où ils n'auront pas à se préoccuper de l'air qu'ils respirent (pollution ou pandémie), de la nourriture qu'ils mangent (pauvreté et faim), de l'eau qu'ils boivent (accès à de l'eau propre). Les participants veulent vivre dans un pays plein d'amour et de paix, et non de haine et de guerre. Ils veulent se sentir en sécurité dans leurs maisons, ils veulent se sentir en sécurité en marchant à ciel ouvert et ne pas être touchés par un obus, et ils veulent pouvoir dormir en toute sécurité la nuit, en sachant qu'ils seront en vie le lendemain matin. Les participants veulent voir une Syrie pacifique en l'an 2045 ».

Jeune chambre internationale, Syrie, 16-30 ans, professions et sexes mixtes.

Promouvoir le désarmement et la maîtrise des armements

Les participants au dialogue ont appelé les gouvernements et le Secrétaire général des Nations unies à travailler sur le désarmement et le contrôle des armes. Au Canada, les participants ont donné la priorité au désarmement et à la maîtrise des armements, tandis qu'en Guinée, les participants ont préconisé de limiter la fabrication d'armes et de régulariser leur commerce, notamment en période de troubles et de guerre. En

Afghanistan, les participants ont affirmé que l'ONU devrait continuer à empêcher le développement et l'utilisation d'armes non conventionnelles et d'armes qui provoquent des destructions à grande échelle, par exemple le Massive Ordnance Air Blast (MOAB).

Les participants de toutes les régions ont appelé les gouvernements à agir contre la prolifération des armes nucléaires. Ils ont proposé que les États membres renouvellent les accords de désarmement pour y inclure les armes nucléaires. Les participants à un dialogue au Nigeria se sont inquiétés du retard lié à COVID-19 de la Conférence d'examen 2020 du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Ils ont souligné son importance pour la réaffirmation des engagements des États membres. Les étudiants universitaires du Royaume-Uni ont proposé que les conférences d'examen du TNP mettent davantage l'accent sur les rapports nationaux des États parties afin de redonner confiance grâce à la vérification.

Les participants du Royaume-Uni ont encouragé les Nations unies à travailler en étroite collaboration avec des experts en armes nucléaires de différents domaines afin d'enrichir la discussion sur la réduction des menaces nucléaires et l'atténuation de leurs effets. Les participants ont proposé d'inclure des experts offrant une perspective de genre, ainsi que des personnes impliquées dans les aspects techniques du désarmement.

De nombreux jeunes et acteurs des collectivités locales ont plaidé en faveur d'une interdiction mondiale des armes nucléaires.

« Les États membres de l'ONU devraient faire de l'abolition des armes nucléaires un objectif dans la vision du monde en 2045, qui sera le 100e anniversaire de la création de l'ONU et des bombes A ».

Préfecture d'Hiroshima, Japon, âge, profession et sexe différents.

Renforcer la résolution des conflits par la diplomatie et la médiation

Les participants en Afghanistan, en Azerbaïdjan, au Nigeria, en Géorgie et en République de Corée ont appelé le Secrétaire général des Nations unies à mettre davantage l'accent sur la médiation des conflits internationaux et à renforcer le rôle de médiateur des Nations unies. Les participants ont proposé d'organiser davantage de dialogues dans les situations de conflit et aux niveaux local et national afin d'améliorer la coopération locale et la compréhension des efforts de médiation internationaux. Les participants d'Azerbaïdjan ont en outre plaidé pour l'application des résolutions adoptées lors du conflit du Haut-Karabakh.

Les participants au Nigeria ont demandé aux gouvernements **d'actualiser la charte des Nations unies pour y inclure les conflits intra-étatiques :**

« La charte des Nations unies stipule que l'ONU est responsable de la médiation des conflits entre États. Ce qui est extrêmement nécessaire à l'heure où nous parlons. Mais il manque à cette même charte une partie stipulant qu'elles ont la même responsabilité dans les conflits intra-étatiques, comme au Myanmar ».

Smith Nwokocha - La voix des vulnérables, Nigeria, âge mixte, cadres et professionnels.

Réviser les interventions de maintien et de consolidation de la paix

Les dialogues dans les pays développés et en développement ont demandé aux gouvernements et au Secrétaire général des Nations unies **d'améliorer les interventions des mandats de maintien de la paix, notamment en réexaminant le rôle des soldats de la paix.** Des étudiants du Royaume-Uni ont affirmé l'importance de « prévenir et réparer les crimes commis par les soldats de la paix » (LondonMet MUN, Royaume-Uni, 16-30 ans, étudiants). Les participants du Canada ont souligné l'importance de développer des programmes de sélection plus efficaces et transparents lors de la sélection de la Force de maintien de la paix des Nations unies.

Dans un dialogue en ligne, les participants ont appelé **les organisations des Nations unies, et en particulier l'UNESCO, à contribuer à la reconstruction de la paix et à la restauration sociale par la préservation du patrimoine culturel et architectural et la restauration des sites historiques détruits pendant la guerre.**

Les actions proposées comprenaient l'embauche d'une équipe de travail pour la préservation historique, l'éducation à la construction de la paix et la restauration sociale, et l'information des communautés locales sur l'importance de la préservation historique pour la restauration sociale.

« Nous devons nous adapter aux nouvelles réalités du monde et les Nations unies doivent moderniser et affiner leur approche. Nous avons besoin de mandats plus forts pour les interventions de maintien de la paix ».

Dialogue organisé par le Centre d'information des Nations unies, Sénégal, avec des étudiants d'âges et de sexes différents.

Agir contre le terrorisme

Les participants en Égypte, au Nigeria et en Inde ont plaidé pour que les gouvernements intensifient leurs efforts de lutte contre le terrorisme. Les participants ont proposé de :

« s'entendre sur une définition globale et complète [sic] du terrorisme sous toutes ses formes et de spécifier des mécanismes clairs pour y faire face de la part des institutions, des individus et des gouvernements ».

Paix mondiale durable, Égypte, 31-45 ans, professions mixtes.

Ils ont également appelé à une plus grande coordination des efforts de lutte contre le terrorisme, en s'appuyant sur les cadres juridiques existants. Au Nigeria, les participants ont demandé le soutien des Nations unies pour la formation et le renforcement des capacités du personnel de sécurité africain dans le cadre des efforts de lutte contre le terrorisme. Les participants ont également appelé les gouvernements à apporter un soutien accru aux victimes du terrorisme, notamment un soutien sanitaire, financier et psychologique si nécessaire, par le biais d'une législation qui protège les victimes et de politiques qui les soutiennent.

Protéger les groupes vulnérables dans les situations de conflit

Les participants du monde entier ont appelé les Nations unies à protéger les groupes vulnérables dans les situations de conflit et de post-conflit, en particulier les femmes et les enfants. Au cours d'un dialogue en ligne, les participants ont proposé une formation plus complète sur les questions de

conflit liées au genre et à la protection des enfants et des civils. Les participants ont fait référence à la formation dispensée par le conseiller militaire en matière de genre et de protection à la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations unies en République centrafricaine (MINUSCA), qui a dispensé une formation de base à plus de 11 000 militaires de la mission.

Les dialogues en Afghanistan et en Inde ont encouragé les Nations unies à lutter contre la traite des êtres humains, en particulier la traite des enfants et des femmes. Ils ont appelé les gouvernements à assurer la fourniture de services de base, de programmes de réhabilitation et de services de conseil aux victimes de la traite.

Continuer à plaider pour un cessez-le-feu mondial pendant la COVID-19

Les participants de toutes les régions ont appelé le Secrétaire général des Nations unies à continuer de plaider en faveur d'un cessez-le-feu mondial dans le cadre de COVID-19 et d'une réduction des dépenses militaires qui permettrait de consacrer davantage de ressources à la lutte contre COVID-19. Les participants du Royaume-Uni et des États-Unis ont suggéré une résolution visant à exiger un cessez-le-feu mondial.

Les gouvernements ont été encouragés à réorienter les dépenses militaires vers des programmes sociaux et éducatifs afin de soutenir les populations vulnérables les plus touchées par la pandémie. Au Nigeria, les participants ont souligné **la nécessité d'agir contre la hausse de la criminalité et des abus provoqués par la dégradation des opportunités économiques dans le cadre de COVID-19.** Ils ont proposé de mettre en place une police de proximité pour dissuader la criminalité, et que l'OMS produise un rapport périodique décrivant les causes et les effets de la violence induite par la pandémie.

ANALYSE DES MÉDIAS²

Les troubles civils et la violence à l'égard des femmes sont les sujets les plus traités par les médias, suivis par la violence politique

Les conflits et la violence ont été le principal sujet couvert par les médias dans toutes les régions. La couverture de la violence politique était également souvent liée à des rapports sur les violations des droits de l'homme.

Les médias des 70 pays analysés se sont largement concentrés sur les reportages nationaux ou régionaux sur les conflits et la violence, à l'exception des reportages sur la violence politique et les relations de pouvoir importantes.

En Afrique subsaharienne, les médias ont fait état d'un manque d'accès aux TIC et de la cybercriminalité. En Europe, les médias se sont largement concentrés sur l'augmentation de la violence domestique due au verrouillage de la pandémie.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, le féminicide politique a occupé une place prépondérante, de même que les politiques gouvernementales en matière de violence sexuelle. En Afrique subsaharienne, la traite des êtres humains est un thème clé.

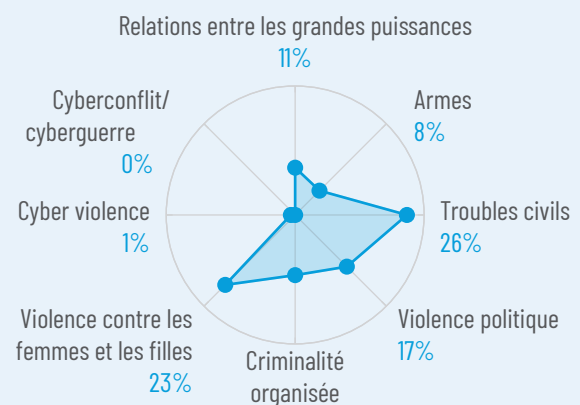
Les manifestations antigouvernementales, les manifestations contre les inégalités sociales et les changements sociaux ou politiques ont été les événements clés de l'année, les troubles étant les plus visibles en Asie, en Amérique du Nord et en Afrique subsaharienne.

Le crime organisé apparaît fréquemment dans les reportages des médias en Amérique latine, tandis que la violence politique et le terrorisme occupent une place importante dans les médias du Moyen-Orient et de l'Afrique subsaharienne. En Asie, la technologie des armes et la planification militaire ont fait l'objet d'une couverture axée sur l'avenir. La cyber-violence et la guerre ont fait l'objet

d'une certaine attention en Amérique du Nord, en Europe, en Asie centrale et en Asie.

Les relations entre les grandes puissances ont été un des principaux moteurs de la couverture médiatique en Amérique du Nord, et ont occupé une place importante dans d'autres régions en ce qui concerne des situations spécifiques, telles que les relations entre les États-Unis et la Chine, les questions israélo-palestiniennes et la Libye.

➔ Dans 70 pays, les médias ont principalement rendu compte des troubles civils, de la violence contre les femmes et les filles et de la violence politique



Asie et Australie	1. Les troubles civils 2. Violence à l'égard des femmes/filles
Europe et Asie centrale	1. Violence à l'égard des femmes/filles 2. Les troubles civils
Amérique latine et Caraïbes	1. Violence à l'égard des femmes/filles 2. La criminalité organisée
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1. Violence à l'égard des femmes/filles 2. La violence politique
Amérique du Nord	1. Les troubles civils 2. La violence politique
L'Afrique subsaharienne	1. Troubles civils 2. Violence à l'égard des femmes/filles

Source : Edelman Intelligence Discovery+ | Toutes les langues | Revue de presse dans 70 pays | Plage de dates : Mai 2019 - Mai 2020.

2. Edelman Intelligence a analysé le paysage médiatique mondial afin de mieux comprendre comment les mégatendances sont couvertes, y compris le rôle perçu de la coopération internationale et des Nations unies. Ils ont analysé la presse écrite, la radiodiffusion et les médias en ligne, y compris les médias sociaux, dans 70 pays, couvrant la période de mai 2019 à mai 2020. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

APERÇU DE LA RECHERCHE³

Publications universitaires

- Biersteker, T. et al. 2018 "[UN targeted sanctions datasets \(1991-2013\)](#)" Journal of Peace Research.
- Campbell, S. 2018 [Global Governance & Local Peace: Accountability & Performance in International Peacebuilding](#).
- Caplan, R. 2019 [Measuring Peace: Principles, Practices, and Politics](#).
- De Coning, C. 2018 "[Adaptive peacebuilding](#)" International Affairs.
- Howard, L. 2019 [Power in Peacekeeping](#).
- Hultman, L., Kathman, J. & Shannon, M. 2019 [Peacekeeping in the Midst of War](#).
- Khudaykulova, A. 2019 "[Миротворчество ООН в XXI веке: основные векторы реформ по повышению эффективности миротворческих операций](#)" South-Russian Journal of Social Sciences.
- Krause, J. 2018 [Resilient Communities: Non-Violence and Civilian Agency in Communal War](#).
- Lee, S. & Özerdem, A. (eds) 2020 [Local Ownership in International Peacebuilding: Key Theoretical and Practical Issues](#).
- Li, Y. 2020 "[加速实施妇女、和平与安全议程——对近五年中国落实“妇女与武装冲突”战略目标的评估](#)" Journal of Shandong Women's University.
- Li, Y. 2019 "[强力维和与联合国维和行动的重构](#)" Foreign Affairs Review.
- Rietjens, S. & Ruffa, S. 2019 "[Understanding Coherence in UN Peacekeeping: A Conceptual Framework](#)" International Peacekeeping.
- Ruggieri, A., Dorussen, H. & Gizelis, T. 2017 "[Winning the Peace Locally: UN Peacekeeping and Local Conflict](#)" International Organization.
- Scott, S. & Ku, C. (eds) 2018 [Climate Change and](#)

[the UN Security Council](#).

- Walter, B., Howard, L. & Fortna, V. 2020 "[The Extraordinary Relationship between Peacekeeping and Peace](#)" British Journal of Political Science.

Recherche et rapports sur les politiques

- Dröge, S. 2020 [Addressing the Risks of Climate Change: What Role for the UN Security Council?](#), German Inst. for International & Security Affairs.
- High-level Independent Panel on Peace Operations [UN] 2015 [Uniting Our Strengths for Peace: Politics, Partnership and People](#).
- Independent Expert Group of African Union Peace & Security Council 2020 [A Study on the Roles and Contributions of Youth to Peace & Security in Africa](#).
- Pantuliano, S., Metcalfe-Hough, V. & McKechnie, A. 2018 [The capacity of UN agencies, funds and programmes to sustain peace: an independent review](#), Overseas Development Institute.
- Security Council Report 2020 [Prioritisation & Sequencing of Council Mandates: Walking the Walk?](#).
- Singh, P. 2016 [A fractured way forward for a Global Peace and Security Agenda](#), African Centre for the Constructive Resolution of Disputes.
- Smit, T. & Tidblad-Lundholm, K. 2018 [Trends in Women's Participation in UN, EU & OSCE Peace Operations](#), Stockholm Int. Peace Research Inst.
- UN 2020 [United to Reform: Vision of the UN Peace and Security Pillar](#).
- – 2020 [Peacebuilding and sustaining peace: Report of the Secretary-General](#).

3. Cet aperçu de la recherche comprend une sélection des publications les plus citées dans le cadre de la cartographie générale de la recherche universitaire et politique de l'ONU75 axée sur le multilatéralisme, les Nations unies et les domaines de travail de l'ONU, couvrant les six langues officielles de l'ONU. La cartographie de la recherche a été réalisée en collaboration avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

- –2020 [Youth and peace and security: Report of the Secretary-General](#).
- – 2018 [Security our Common Future: An Agenda for Disarmament](#).
- UN Development Programme 2016 [Preventing Violent Extremism through Promoting Inclusive Development, Tolerance and Respect for Diversity](#).
- UN & World Bank 2018 [Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict](#).
- Weiszegger, W. 2020 [Implementing the UN Management Reform: Progress and Implications for Peace Operations](#), International Peace Institute.
- Gowan R. 2019 [“Politics of Action for Peacekeeping”](#) UN University Centre for Policy Research.
- Guterres, A. 2020 [“The fury of the virus illustrates the folly of war”](#) UN [Global Ceasefire Appeal].
- Hennebelle, I. 2020 [«Les manifestations du changement climatique s’intensifient, leur impact sur les Etats et les sociétés aussi»](#) Le Monde.
- Ponzio, R. 2018 [“The UN’s new “Sustaining Peace” Agenda: A Policy Breakthrough in the Making”](#) Stimson Center.

Commentaires et articles d’opinion

- Arthur, P., Monnier, C. & Zamore, L. 2020 [“The New Secretary-General Report on Peacebuilding and Sustaining Peace: Prevention Back on the Agenda”](#) NYU Center on International Cooperation.
- Autesserre, S. 2019 [“The Crisis of Peacekeeping: Why the UN Can’t End Wars”](#) Foreign Affairs.
- De Coning, C. 2018 [“Sustaining Peace: Can a New Approach Change the UN?”](#) IPI Global Observatory.

Ressources de données et outils

- [SanctionsApp](#)
- Cil, D. et al. 2020 [“Mapping blue helmets: Introducing the Geocoded Peacekeeping Operations \(Geo-PKO\) dataset”](#) Journal of Peace Research.
- [Correlates of War Project](#).
- [Fragile States Index](#).
- [Global Peace Index](#).



NOUS RESPECTERONS LE DROIT INTERNATIONAL ET GARANTIRONS LA JUSTICE

« Les buts et principes de la Charte et du droit international restent intemporels, universels et constituent un fondement indispensable pour un monde plus pacifique, plus prospère et plus juste. Nous respecterons les accords internationaux que nous avons conclus et les engagements que nous avons pris. Nous continuerons à promouvoir le respect de la démocratie et des droits de l'homme et à renforcer la gouvernance démocratique et l'État de droit en consolidant une gouvernance transparente et responsable et des institutions judiciaires indépendantes ».

Assemblée générale des Nations unies, « [Déclaration UN75](#) », septembre 2020, A/RES/75/1.

« Si les pays les plus puissants peuvent violer les droits de l'homme, qu'est-ce que cela signifie pour les autres États pour ce qu'ils peuvent et ne peuvent pas faire »?

Université d'Essex Model UN, Royaume-Uni, 16-30 ans, étudiants, principalement des hommes.

DONNÉES SUR CET ENGAGEMENT

Les dialogues de l'ONU75



Enquête UN75



Aperçu de la recherche



Nous organisons les données pertinentes de l'ONU75 recueillies tout au long de l'année 2020 en fonction des [12 engagements de la Déclaration de l'ONU75](#). Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

DES DIALOGUES DE L'ONU75¹

OÙ NOUS EN SOMMES AUJOURD'HUI

Les participants de toutes les régions et de tous les groupes d'âge ont exprimé leurs préoccupations quant aux risques nouveaux et accrus qui se profilent dans le monde entier en matière de gouvernance démocratique et de multilatéralisme. Ils ont évoqué le nombre croissant de dirigeants nationalistes et antidémocratiques qui menacent les droits de l'homme, sapent le multilatéralisme et entravent les progrès vers la paix et la sécurité mondiales, notamment en légitimant les régimes autoritaires existants. Les participants d'Asie centrale, orientale et du Sud-Est ont fait observer que ces formes de radicalisme et d'isolationnisme constituent une menace pour la coopération et les relations pacifiques entre les pays, et posent des problèmes pour la promotion du commerce mondial et la création d'une économie mondiale véritablement ouverte.

« COVID-19 a eu un impact notoire sur le respect des normes des droits de l'homme et les violations des droits de l'homme sont devenues plus fréquentes ».

Dialogue organisé par le Bureau des Nations unies à Bakou, en Azerbaïdjan, pour les 16-30 ans, avec des professions et des sexes mixtes.

De nombreux participants, notamment d'Asie, ont souligné le manque de réglementation et de contrôle de la transformation numérique qui menace la gouvernance démocratique et aggrave les violations des droits de l'homme et les inégalités. **Ils ont évoqué la manière dont les développements technologiques risquent de permettre la désinformation et la désinformation systémiques, d'accroître les pouvoirs de surveillance des gouvernements et de renforcer les inégalités et les vulnérabilités existantes.**

La corruption et les politiques fiscales inéquitables sont largement considérées comme un obstacle au développement.

Les participants d'Afrique subsaharienne, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Afrique du Nord et d'Asie occidentale ont cité la corruption gouvernementale comme l'une des causes les plus fréquentes de préoccupation quant à la capacité de la communauté internationale à parvenir à un développement durable et à s'améliorer d'ici 2045. L'inégalité des richesses et des actifs s'est accrue en raison des flux financiers illicites et des politiques fiscales inéquitables, ce qui a entraîné un sous-investissement systémique dans les systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale, et semé la méfiance à l'égard des gouvernements et des institutions.

« Les régimes fiscaux inéquitables et les flux financiers illicites provenant de la corruption et de l'évasion fiscale sont des moteurs virulents de griefs politiques, tout en limitant les ressources disponibles pour soutenir l'égalité des chances et de meilleurs résultats pour les pauvres ».

Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, USA, avec des âges et des professions mixtes, principalement des femmes.

Les écarts généralisés dans la jouissance des droits de l'homme ont été exacerbés par COVID-19. De nombreuses personnes interrogées en Afrique du Nord, en Asie occidentale, en Asie centrale et en Asie du Sud ont indiqué que la liberté d'expression continue d'être étouffée dans de nombreux pays, où les journalistes font les frais de lois répressives et de campagnes de harcèlement. Les participants ont noté que COVID-19 a exacerbé les menaces contre les droits de l'homme, offrant à de nombreux gouvernements une excuse pour restreindre les libertés civiles et politiques au nom d'une surveillance et de réponses de santé publique étendues. La crise sanitaire elle-même a eu un impact négatif sur

1. Ce rapport contient un résumé de l'analyse de 1 141 résumés de dialogue de l'ONU75 reçus de 94 pays entre le 2 janvier et le 7 novembre 2020. Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

la réalisation d'autres droits fondamentaux, notamment les droits à l'alimentation, à la santé, à l'éducation et au travail.

« Nous devons encourager une culture de coexistence pacifique, dire non à la violence, au racisme, à la xénophobie et au radicalisme ».

Dialogue organisé par MANUA, Afghanistan, avec des personnes d'âges et de sexes différents, des techniciens.

OÙ NOUS VOULONS ÊTRE

Exploiter la technologie numérique pour soutenir l'État de droit et la démocratie.

Certains participants souhaitent voir un avenir où la technologie numérique est exploitée par les gouvernements pour protéger les droits de l'homme et renforcer l'État de droit, par exemple en utilisant les outils numériques pour soutenir l'administration de la justice dans les régions éloignées ou faciliter la soumission de plaintes concernant les violations des droits de l'homme.

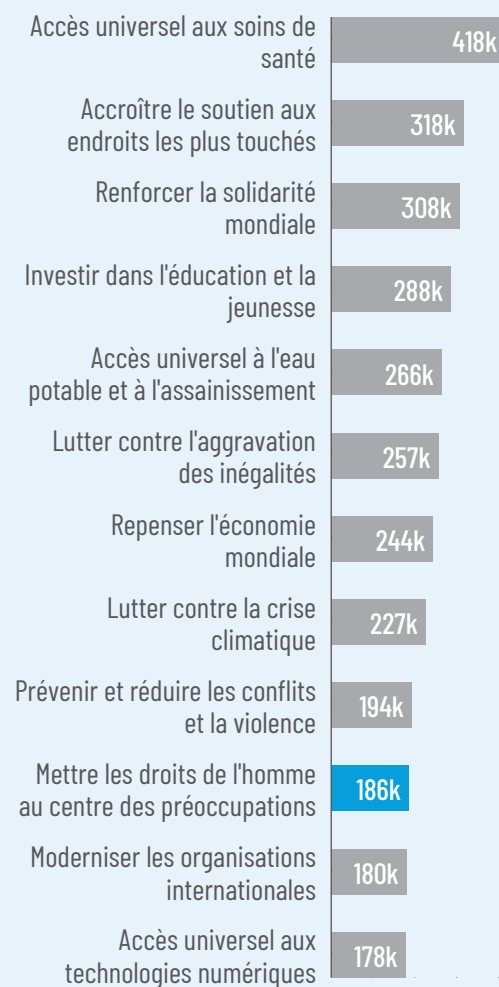
Un monde de justice sociale et de respect des droits de l'homme.

Les participants du monde entier veulent vivre dans des sociétés justes, exemptes de discrimination et de racisme, où les droits de l'homme sont protégés et où l'ONU se voit conférer des pouvoirs accrus pour traiter les violations et les abus au niveau national. Les dialogues menés par les étudiants ont permis d'envisager un avenir de plus grande justice sociale et de plus grande solidarité en 2045, grâce à un mélange de responsabilité individuelle, d'engagement civique fort, de participation électorale des jeunes, de politiques plus équitables et de responsabilité accrue des gouvernements.

Un monde sans corruption, sans flux financiers illicites et sans évasion fiscale.

Les participants de nombreux pays à faible et moyen revenu ont souligné l'importance d'un avenir où la corruption au sein des gouvernements a été éradiquée, où il existe un cadre de responsabilité solide pour

UN75 Enquête sur les priorités immédiates pour se remettre de la pandémie : Faire des droits de l'homme une priorité à court terme pour plus de 185 000 personnes interrogées



Question de l'enquête UN75 : Que devrait faire la Commission internationale la communauté a-t-elle des priorités pour mieux se remettre de la pandémie ? Base : 1 133 501 (tous les répondants à partir du 22 avril, date à laquelle cette question a été ajoutée). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

les flux financiers illicites et l'évasion fiscale internationale. Un certain nombre de dialogues souhaiteraient voir un nouveau pacte fiscal pour une imposition économique progressive, et l'utilisation de la politique fiscale pour rééquilibrer des décennies de sous-investissements dans les systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale.

COMMENT Y PARVENIR

Gouvernance démocratique, État de droit et démocratie

Encourager l'engagement civique et la participation démocratique. Les élèves du monde entier ont demandé au secrétaire général et aux gouvernements de plaider en faveur de l'engagement civique et du vote comme piliers démocratiques clés grâce auxquels les citoyens peuvent apporter des changements concrets.

Renforcer le droit et les traités internationaux

Mettre à jour le droit international pour tenir compte des nouveaux défis. Les participants aux dialogues organisés dans le monde entier ont appelé les gouvernements à revoir les traités obsolètes afin de s'assurer qu'ils répondent de manière adéquate aux nouveaux défis, notamment les armes autonomes mortelles, l'intelligence artificielle, la résistance aux antimicrobiens, la protection de l'espace, la désinformation et la mauvaise information dans les médias sociaux, la biotechnologie, la collecte et l'utilisation des données.

Les participants ont appelé les États membres des Nations unies à accroître leurs ambitions dans le cadre de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et de l'accord de Paris, notamment en renforçant ce dernier par l'établissement d'obligations plus contraignantes.

Les participants à de nombreux dialogues ont encouragé les gouvernements à envisager la mise à jour de la Charte des Nations unies afin qu'elle reflète mieux les défis mondiaux du XXI^e siècle, en mettant l'accent sur la crise climatique. Ils ont demandé au Secrétaire général de pousser avec force les gouvernements à remplir leurs obligations internationales actuelles.

Droits de l'homme et justice sociale

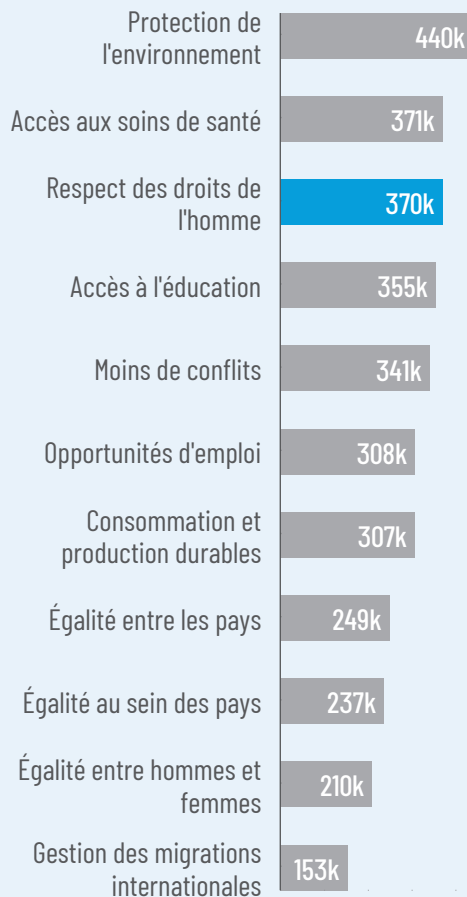
Renforcer les efforts de réconciliation et de décolonisation. Les participants ont appelé les gouvernements et le Secrétaire général à s'attaquer aux structures de pouvoir qui continuent à empêcher l'autodétermination et la décolonisation complète. Ils ont proposé d'accroître les investissements et la promotion des travaux de réconciliation et de mettre en place des mécanismes de réparation adéquats pour les populations touchées.

Des groupes communautaires en Bolivie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, entre autres, ont demandé aux gouvernements et aux Nations unies d'élargir l'accès aux services de base dans les communautés indigènes, tout en respectant les pratiques et les modes de vie traditionnels, par exemple en donnant la priorité à l'assistance technique aux artisans et aux agriculteurs locaux au lieu de se concentrer simplement sur des programmes de transfert d'argent et de subventions.

Les participants ont souligné, en tant que priorité en matière de justice, la nécessité de défendre les droits de l'homme et les intérêts des peuples autochtones, y compris la protection et la promotion des connaissances indigènes et traditionnelles.

Renforcer les instruments relatifs aux droits de l'homme. Un certain nombre de participants ont suggéré que les gouvernements actualisent et renforcent les instruments des droits de l'homme afin de mieux aborder des sujets tels que le racisme systémique, la responsabilité des entreprises pour les violations des droits de l'homme et la protection des pratiques et des visions du monde autochtones. Les gouvernements pourraient renforcer les pouvoirs du Conseil des droits de l'homme afin d'assurer le respect de ces instruments.

UN75 Survey Long-term Priorities: More respect for human rights ranked third among respondents long-term priorities



Question de l'enquête UN75 : A plus long terme, si vous vous imaginez le monde que vous voulez dans 25 ans, quelles sont les trois choses que vous souhaiteriez le plus voir ? La base : 1 220 848 (tous les répondants). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

Garantir l'égalité des droits pour les femmes et les personnes LGBTQI+. De nombreux participants ont exhorté les gouvernements nationaux à garantir l'égalité des droits pour les femmes et les personnes LGBTQI+, en réduisant l'écart de rémunération entre les sexes, en s'attaquant à la violence domestique et en interdisant toute forme de harcèlement et de discrimination.

Corruption et politique fiscale

Lutte contre les flux de capitaux illicites, la corruption et la fraude fiscale. Les participants du monde entier ont demandé au secrétaire général de plaider en faveur d'une action internationale plus énergique contre la corruption, les flux de capitaux illicites et la fraude fiscale internationale. Les participants à plusieurs dialogues ont souligné la nécessité pour les gouvernements d'assurer la transparence mondiale des actifs offshore afin de prévenir l'évasion fiscale et l'accélération des mesures relatives à la propriété des bénéficiaires. Ils ont demandé aux gouvernements d'adopter des politiques anticorruption fortes.

Les gouvernements devraient s'entendre sur une réponse multilatérale aux flux de capitaux illicites et à l'évasion fiscale et combler les lacunes juridiques qui les rendent possibles.

Les participants d'Amérique du Nord ont appelé les gouvernements nationaux à envisager des politiques de lutte contre l'évasion fiscale ou les obligations fiscales injustes, telles que :

- Les impôts sur la fortune temporaires ou à but spécifique, tels que les impôts de solidarité pour la récupération post-COVID-19.
- Une fiscalité des entreprises équitable qui évite les transferts de bénéfices et l'évasion fiscale, notamment en publiant/réduisant les exonérations fiscales, en étudiant la possibilité de retenir des impôts sur le chiffre d'affaires, ainsi qu'en refusant l'aide de l'État aux entreprises utilisant des paradis fiscaux.
- Surtaxes sur les secteurs qui réalisent des profits excessifs, y compris les taxes numériques.
- De nouvelles normes sur les processus budgétaires pour étudier l'impact des inégalités sur la base de données probantes, notamment par une plus grande inclusion des groupes marginalisés dans les processus participatifs d'établissement des budgets.

APERÇU DE LA RECHERCHE²

Publications universitaires

- Boon K. E. 2016 [“United Nations as Good Samaritan: Immunity and Responsibility”](#) Chicago Journal of International Law.
- Cambou D. 2019 [“The UNDRIP and the legal significance of the right of indigenous peoples to self-determination: a human rights approach with a multidimensional perspective”](#) The International Journal of Human Rights.
- Carraro, V. 2019 [“Promoting Compliance with Human Rights: The Performance of the United Nations’ Universal Periodic Review and Treaty Bodies”](#) International Studies Quarterly.
- Dai, R. 2019. [“2020评估”：联合国人权条约机构体系的未来走向](#) Chinese Review of International Law.
- Deplano R. 2020 [“The parliament of the world? Reflections on the proposal to establish a United Nations Parliamentary Assembly”](#) Leiden Journal of International Law.
- Droubi S. 2017 [“The Role of the United Nations in the Formation of Customary International Law”](#) International Community Law Review.
- Egan, S. 2020 [“Transforming the UN Human Rights Treaty System: A Realistic Appraisal”](#) Human Rights Quarterly.
- Fassbender B. 2018 [“What’s in a Name: The International Rule of Law and the United Nations Charter”](#) The Chinese Journal of International Law.
- Fernández Arribas, G. 2020 [“Rethinking International Institutionalisation through Treaty Organs”](#) International Organisations Law Review.
- Fraser, J. 2019 [“Challenging State-centricity and legalism: promoting the role of social institutions in the domestic implementation of international human rights law”](#) International Journal of Human Rights.
- Freedman R. and Nicholas Lemay-Hébert 2019 [“The Security Council in practice: Haiti, cholera, and the elected members of the United Nations Security Council”](#) Leiden Journal of International Law.
- Freedman, R. & Houghton, R. 2017 [“Two Steps Forward, One Step Back: Politicisation of the Human Rights Council”](#) Human Rights Law Review.
- Hunt, C. 2019 [“Analyzing the Co-Evolution of the Responsibility to Protect and the Protection of Civilians in UN Peace Operations”](#) International Peacekeeping.
- Jayakody N. 2018 [“Refining United Nations Security Council Targeted Sanctions ‘Proportionality’ as a Way Forward for Human Rights Protection”](#) Security and Human Rights.
- Lattimer, M. & Sands, P. (eds) 2018 [The Grey Zone: Civilian Protection Between Human Rights and the Laws of War.](#)
- Luck, E. 2019 [“Could a United Nations Code of Conduct Help Curb Atrocities? A Response to Bolarinwa Adediran”](#) Ethics & International Affairs.
- Meron, T. 2018 [“Closing the Accountability Gap: Concrete Steps Toward Ending Impunity for Atrocity Crimes”](#) American Journal of International Law.

2. Cet aperçu de la recherche comprend une sélection des publications les plus citées dans le cadre de la cartographie générale de la recherche universitaire et politique de l’ONU75 axée sur le multilatéralisme, les Nations unies et les domaines de travail de l’ONU, couvrant les six langues officielles de l’ONU. La cartographie de la recherche a été réalisée en collaboration avec l’Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l’ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

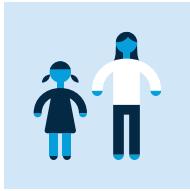
- Pijnenburg, A. 2020 "[Containment Instead of Refoulement: Shifting State Responsibility in the Age of Cooperative Migration Control?](#)" Human Rights Law Review.
- Roberts, A. 2017 [Is International Law International?](#).
- Schrijver, N. 2020 "[A new Convention on the human right to development: Putting the cart before the horse?](#)" Netherlands Quarterly of Human Rights.
- Trahan J. 2020 [Existing Legal Limits to Security Council Veto Power in the Face of Atrocity Crimes](#), Cambridge University Press.

Recherche et rapports sur les politiques

- Commonwealth Secretariat & Universal Rights Group 2018 [The global human rights implementation agenda: the role of national parliaments](#).
- Ebo, A. & Hänggi, H. (eds) 2020 [The United Nations and Security Sector Reform](#).
- García-Sayán, D. 2020 [Report of the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers](#), United Nations.
- International Development Law Organization 2020 [Policy Brief: Rule of Law and COVID-19](#).
- Kofi Annan Commission on Elections and Democracy in the Digital Age 2020 [Protecting Electoral Integrity in the Digital Age](#).
- Security Council Report 2019 [The Rule of Law: Retreat from Accountability](#).
- United Nations Development Programme 2016 [A Transparent and Accountable Judiciary to Deliver Justice for All](#).

Commentaires et articles d'opinion

- Adams, S. 2020 "[Rohingya Symposium: The UN Security Council, the Rohingya Genocide and the Future of International Justice](#)" OpinioJuris.
- Achiume E. T. 2020 "[Black Lives Matter and the UN Human Rights System: Reflections on the Human Rights Council Urgent Debate](#)" EJILTalk!
- Hererra M. C. 2020 "[Is the UN Violating International Labor Standards](#)" EJILTalk!
- Trahan, J. 2020 "[UNSC Veto Power Symposium: New Perspective for Tackling a Core Challenge to the UN System on the 75th Anniversary of the United Nations](#)" OpinioJuris.
- Wintour, P. 2020 "[What is the future of the UN in the age of impunity?](#)" The Guardian.



NOUS ALLONS ATTRIBUER UNE PLACE CENTRALE AUX FEMMES ET AUX FILLES

« Les conflits ne seront pas résolus, et le développement durable ne se produira pas, sans la participation égale et active des femmes à tous les niveaux. Les droits de l'homme ne pourront jamais être pleinement respectés si toutes les femmes et les filles ne peuvent pas en bénéficier. Les inégalités et les abus persistants entre les sexes, y compris la violence sexuelle et sexiste, nous ont privés d'un monde plus juste et meilleur. Nous allons accélérer les actions visant à réaliser l'égalité des sexes, la participation des femmes et l'autonomisation des femmes et des filles dans tous les domaines ».

Assemblée générale des Nations unies, « [Déclaration UN75](#) », septembre 2020, A/RES/75/1.

« Le groupe dans son ensemble voulait voir l'égalité des sexes dans le monde entier. Cela inclut l'égalité d'accès à l'éducation, l'égalité d'accès au financement, l'inclusion numérique, l'équilibre entre les sexes dans le leadership, l'équilibre entre les sexes dans les soins familiaux, la représentation dans les médias, les changements de comportement et d'attitude envers les femmes et, en fin de compte, une transformation des structures patriarcales actuelles qui régissent la communauté mondiale aujourd'hui. L'inégalité entre les sexes commence avant même la naissance - avec les histoires que nous racontons dans nos communautés et la perception que la société a des femmes. D'ici 2045, nous espérons voir une pleine égalité des chances, d'accès, de politique et de résultats pour toutes les femmes partout dans le monde ».

Globesight, Émirats arabes unis, 31-45 ans, professions mixtes, principalement des femmes.

DONNÉES SUR CET ENGAGEMENT

Les dialogues de
l'ONU75



Enquête UN75



Analyse des
médias



Aperçu de la
recherche



Nous organisons les données pertinentes de l'ONU75 recueillies tout au long de l'année 2020 en fonction des [12 engagements de la Déclaration de l'ONU75](#). Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

DES DIALOGUES DE L'ONU75¹

OÙ NOUS EN SOMMES AUJOURD'HUI

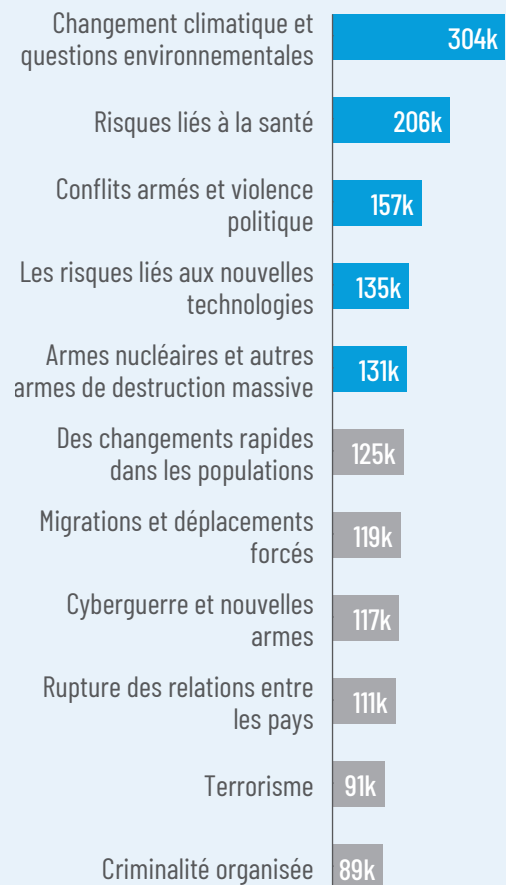
Les participants du monde entier ont souligné que sans l'égalité de statut des femmes et des filles dans les dimensions sociales et économiques, l'inégalité mondiale persistera. De nombreux personnes se sont inquiétés du fait que les femmes sont marginalisées sur le plan social et économique, mais qu'elles ne sont plus préparées à être marginalisées. Ils ont décrit comment COVID-19 exacerbe encore les inégalités entre les sexes et les structures patriarcales, en notant l'influence considérable que COVID-19 exerce sur la charge des femmes à la maison, et que le verrouillage des lieux a déclenché une augmentation de la violence domestique et de la demande d'aide par le biais de lignes d'assistance téléphonique spécialisées.

Les participants d'Azerbaïdjan, du Canada, de Djibouti, du Mexique, du Nigeria et des États-Unis ont exprimé leur indignation face à la montée de la violence sexiste, y compris le harcèlement sexuel, et à l'absence de réponse ou d'action politique de la part des politiciens et des gouvernements.

Les participants se sont inquiétés du fait que les structures patriarcales sont encore communément acceptées dans toute la société, les femmes ignorant souvent leurs droits et leur potentiel de carrière. Les participants ont demandé des changements structurels pour que la voix des femmes soit mieux entendue.

Les participants de toutes les régions ont souligné la prise en compte insuffisante des dimensions de genre dans les politiques et les projets de développement par les gouvernements et les organisations internationales, notamment en ce qui concerne l'éducation, la participation au marché du travail, la représentation et le leadership politiques. Les participants ont souligné la nécessité de mener des opérations de maintien de la paix plus sensibles à la dimension de genre, les femmes étant souvent exclues des discussions sur la paix et la sécurité.

Enquête de l'ONU75 sur les menaces mondiales à long terme perçues par les femmes interrogées : Changement climatique, risques sanitaires, conflits et violence, risques liés aux nouvelles technologies et aux armes de destruction massive



Question de l'enquête UN75 : Selon vous, laquelle de ces tendances mondiales affectera le plus notre avenir ?
Base : 580 489 (toutes les femmes interrogées). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

1. Ce rapport contient un résumé de l'analyse de 1 141 résumés de dialogue de l'ONU75 reçus de 94 pays entre le 2 janvier et le 7 novembre 2020. Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

OÙ NOUS VOULONS ÊTRE

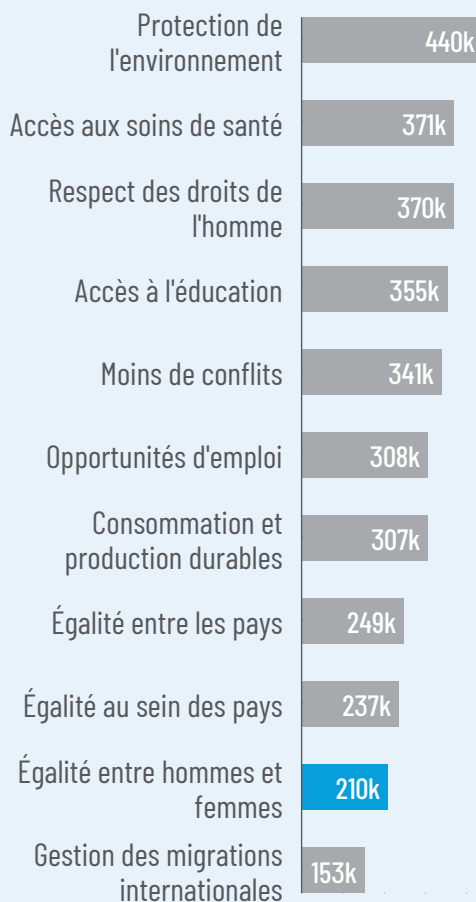
Les participants du monde entier ont plaidé pour un monde où l'égalité des sexes est garantie à tous les niveaux de la société. Ils souhaitaient un monde où les femmes seraient davantage en sécurité,

éduquées, intégrées dans la population active et bien représentées dans les postes de direction.

Élimination de la violence fondée sur le sexe.

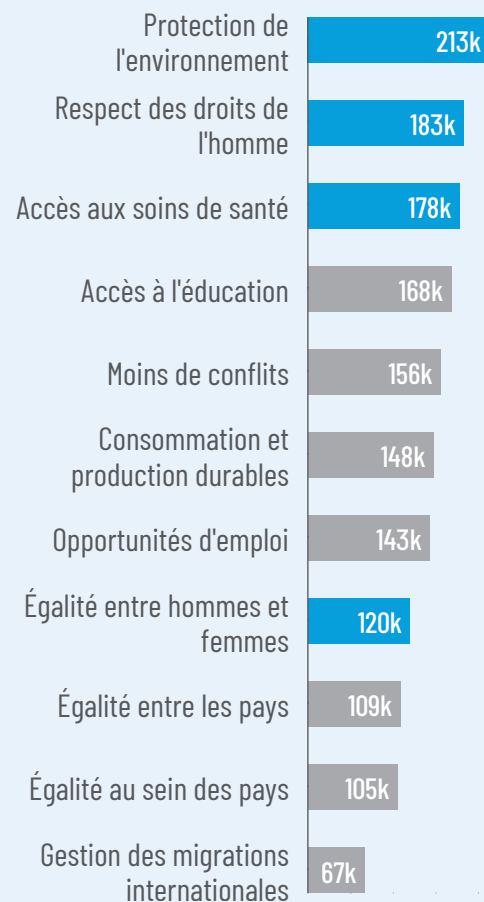
Les participants de toutes les régions ont plaidé

Enquête de l'ONU75 sur les priorités mondiales à long terme : Plus de 200 000 répondants ont choisi "Une plus grande égalité entre les hommes et les femmes" parmi leurs principales priorités



Question de l'enquête UN75 : Si vous envisagez le monde à plus long terme, si vous vous imaginez le monde que vous voulez dans 25 ans, quelles sont les trois choses que vous souhaiteriez le plus voir ? La base : 1 220 848 (tous les répondants). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

Données désagrégées de l'enquête UN75 : Les priorités à long terme des femmes interrogées comprennent la protection de l'environnement, les droits de l'homme et la santé. Une plus grande égalité entre les hommes et les femmes est une priorité plus importante pour les femmes que la population de l'enquête mondiale.



Question de l'enquête UN75 : Si vous envisagez le monde à plus long terme, si vous vous imaginez le monde que vous voulez dans 25 ans, quelles sont les trois choses que vous souhaiteriez le plus voir ? La base : 580 489 (toutes les femmes interrogées). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

pour un monde sans violence sexiste, où les gouvernements et les institutions sont informés des tendances en matière de violence domestique et prennent les mesures appropriées, et où les femmes et les filles peuvent avoir accès en toute sécurité aux ressources permettant de condamner leurs agresseurs.

« [Nous voulons voir] un système éducatif amélioré qui comprendrait des cours sur l'égalité des sexes, l'éthique familiale, les droits de l'homme et les droits des femmes ».

Dialogue organisé par le bureau des Nations unies à Bakou, Azerbaïdjan, 31-45 ans, responsables de centres de ressources pour les femmes, en majorité des femmes.

Construire un système éducatif inclusif. Les participants en Azerbaïdjan, en Inde, au Nigeria et aux États-Unis ont plaidé pour la nécessité d'un système éducatif plus inclusif, qui réponde aux besoins des femmes et des filles. Ils ont souligné que cela devrait inclure la sauvegarde de l'éducation des filles, la garantie des droits à la santé reproductive et la prévention des mariages d'enfants.

Des marchés du travail et des systèmes politiques qui intègrent la dimension de genre. Les participants de toutes les régions ont souligné que l'égalité d'accès aux opportunités d'emploi pour les femmes n'est pas seulement un droit humain, mais qu'elle contribue également à la réduction de la pauvreté et à la construction de sociétés plus justes. La participation égale des femmes à la population active a été considérée comme essentielle pour favoriser l'autonomisation et l'action économiques des femmes. Ils ont également souligné l'importance de combler l'écart de rémunération entre les sexes.

Les participants ont imaginé un monde où les femmes ont davantage accès aux postes de direction.

Si l'on examine les données ventilées par sexe

de l'enquête de l'ONU75, les principales priorités à long terme pour les femmes varient selon les régions. Pour les femmes de six des huit régions, la première priorité à long terme est une meilleure protection de l'environnement (alors que dans cinq régions, la première priorité est la protection de l'environnement pour toutes les personnes interrogées dans les données² complètes de l'enquête). La protection de l'environnement est arrivée en deuxième position parmi les femmes interrogées en Afrique subsaharienne, alors qu'elle était troisième dans les données complètes de l'enquête pour l'Afrique subsaharienne.

Dans l'ensemble, les femmes interrogées ont accordé une plus grande priorité au respect des droits de l'homme (deuxième) que l'ensemble des répondants (ces derniers l'ont classé troisième, après un meilleur accès aux soins de santé). Conformément aux données de l'enquête mondiale, le respect des droits de l'homme est la priorité absolue des femmes d'Afrique du Nord et d'Asie occidentale, la deuxième priorité des femmes d'Amérique du Nord et d'Europe et la troisième priorité des femmes interrogées en Asie de l'Est et du Sud-Est, en Océanie et en Antarctique.

L'amélioration de l'accès aux soins de santé a été classée première parmi les femmes interrogées en Afrique subsaharienne et deuxième parmi les femmes interrogées en Asie centrale et du Sud, ainsi qu'en Océanie et en Antarctique (contre première parmi toutes les femmes interrogées pour l'Océanie et l'Antarctique). Elle s'est classée troisième parmi les femmes en Amérique du Nord et en Europe (au-dessus de la consommation et de la production durables, qui se sont classées troisièmes parmi toutes les répondantes en Europe).

Les femmes interrogées en Afrique subsaharienne ont classé l'augmentation des possibilités d'emploi en deuxième position, et la réduction des conflits en troisième position des priorités à long terme, conformément aux données de l'enquête mondiale. La réduction des conflits est également classée en troisième position en Afrique du Nord et en

2. Voir page 49 du rapport de l'ONU75, « [Shaping our Future Together: Listening to people's priorities for the future and their ideas for action](#) » pour l'analyse des priorités à long terme de tous les répondants, par région.

Asie occidentale (après un plus grand respect des droits de l'homme, par rapport à la deuxième place dans les données complètes de l'enquête pour cette région), et en deuxième position en Asie de l'Est et du Sud-Est.

Les femmes interrogées en Afrique subsaharienne ont classé l'augmentation des possibilités d'emploi en deuxième position, et la réduction des conflits en troisième position des priorités à long terme,

conformément aux données de l'enquête mondiale. La réduction des conflits est également classée en troisième position en Afrique du Nord et en Asie occidentale (après un plus grand respect des droits de l'homme, par rapport à la deuxième place dans les données complètes de l'enquête pour cette région), et en deuxième position en Asie de l'Est et du Sud-Est.

➔ Si l'on examine les données ventilées par sexe de l'enquête de l'ONU75, les principales priorités à long terme pour les femmes varient selon les régions

CLASSEMENT DES PRIORITÉS 1ER 2E 3E	Mondial (Femmes)	Asie centrale & du Sud	Asie de l'Est & du Sud-Est	Europe	Amérique latine & Caraïbes	Afrique du Nord & Asie occidentale	Amérique du Nord	Océanie & Antarctique	L'Afrique subsaharienne
		Protection de l'environnement	37%	30%	46%	48%	50%	34%	46%
Respect des droits de l'homme	32	24	36	39	36	44	43	36	27
Accès aux soins de santé	31	28	25	33	25	27	37	40	36
Accès à l'éducation	29	25	27	25	43	31	28	35	30
Moins de conflits	27	17	39	30	18	34	29	25	30
Consommation & production durables	25	19	27	32	36	17	35	27	24
Opportunités d'emploi	25	23	18	20	20	29	11	32	33
Égalité entre hommes & femmes	21	18	26	20	24	20	22	20	20
Égalité entre les pays	19	16	21	17	15	23	13	15	22
Égalité au sein des pays	18	15	17	14	17	18	15	14	24
Gestion des migrations internationales	11	9	8	11	7	9	9	10	18

Question de l'enquête UN75 : A plus long terme, si vous vous imaginez le monde que vous voulez dans 25 ans, quelles sont les trois choses que vous souhaiteriez le plus voir ? La base : 580 489 (toutes les femmes interrogées). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses. Asie centrale et méridionale (142 599), Asie de l'Est et du Sud-Est (64 122), Europe (83 291), Amérique latine et Caraïbes (53 273), Afrique du Nord et Asie occidentale (35 291), Amérique du Nord (23 343), Océanie et Antarctique (10 239), Afrique subsaharienne (165 824), autres (2 507).

COMMENT Y PARVENIR

Les participants ont plaidé pour une action immédiate afin de garantir le respect des droits des femmes et leur inclusion dans les sociétés et les systèmes économiques.

Lutte contre la violence sexiste

Les participants au dialogue ont demandé que le système des Nations unies et le Secrétaire général donnent la priorité à l'éradication de la violence sexiste au niveau mondial. Ils ont demandé qu'une attention et des ressources accrues soient consacrées aux initiatives existantes, telles que l'initiative conjointe ONU-UE « Pleins feux sur l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles ». Les Nations unies ont été invitées à encourager une plus grande adoption de la Convention d'Istanbul - la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Les participants ont suggéré que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) utilisent leurs outils d'analyse pour produire des données sur les nouvelles tendances en matière de violence sexiste afin d'éclairer l'élaboration des politiques.

Les participants ont appelé les gouvernements à réformer le système de justice pénale et à renforcer les mécanismes de lutte contre les crimes sexistes. En Azerbaïdjan, les participants ont proposé de renforcer le financement des structures dédiées aux victimes de la violence sexiste.

Un marché du travail ouvert à tous les hommes et à toutes les femmes et une rémunération égale pour tous

Les participants en Chine, au Liban et en Norvège ont appelé les gouvernements et les entreprises à réduire l'écart de rémunération entre les sexes.

Ils ont plaidé en faveur de l'égalité de rémunération pour les femmes qui ont la même expérience professionnelle et effectuent le même type de travail que les hommes.

Chaque « nation doit renforcer ses politiques économiques et sociales afin de créer des emplois décents, des possibilités d'apprentissage et de développement dans les secteurs de croissance émergents. Les femmes et les hommes peuvent tous deux contribuer à la paix et en bénéficier de manière égale, tant sur le plan social qu'économique. Nous avons besoin d'une action de tous, à nos niveaux respectifs, pour accélérer le changement ».

Association of Professional Social Workers & Development Practitioners, Inde, professions mixtes, principalement des femmes.

De nombreux participants, notamment en Inde, ont appelé les gouvernements à développer des politiques d'emploi et de marché du travail plus inclusives. Les gouvernements ont été invités à reconnaître que les femmes ont souffert de manière disproportionnée pendant la pandémie, ce qui a aggravé leur vulnérabilité préexistante. Leurs propositions pour assurer une meilleure participation des femmes à la population active ont été incluses :

- Les gouvernements peuvent étendre les politiques qui soutiennent l'activité des femmes entrepreneurs, en offrant aux femmes des prêts compétitifs, comme l'exemple existant de Startup India.
- **Améliorer la formation professionnelle,** en particulier dans les zones rurales. Les participants indiens ont évoqué l'exemple positif de l'initiative Santhwanam, un effort

de collaboration entre Kudumbashree (une organisation communautaire pour l'autonomisation des femmes), Health Action by People (HAP) et la Banque d'État de l'Inde (SBI). Cette initiative offre aux femmes une semaine de formation technique et de développement personnel intensif pour leur permettre de devenir infirmières et d'entrer sur le marché du travail.

- Les gouvernements ont été encouragés à adopter des **stratégies nationales d'inclusion financière** et à mettre en place des politiques visant à **valoriser et à rémunérer le travail de soins non rémunéré** des femmes.
- **Il a été demandé aux bureaux locaux des Nations unies de tirer parti de leurs plateformes numériques et de leurs réseaux locaux pour offrir des programmes de mentorat aux femmes et aux jeunes filles**, ainsi que pour garantir un accès plus large aux ressources des Nations unies et pour offrir aux femmes des possibilités de réseautage et de carrière.

Nous avons besoin de « nouveaux paradigmes éducatifs qui reconnaissent le rôle des femmes en tant qu'agents du changement, ce qui permettra d'identifier et d'éliminer les obstacles à la participation politique et économique qui maintiennent encore les anciens schémas de subordination de classe, de race et de sexe ».

Dialogue mixte en ligne organisé par le PNUD, 46-60 ans, cadres et professionnels, principalement des femmes.

Les participants au dialogue ont appelé les établissements d'enseignement supérieur à promouvoir et à soutenir le talent professionnel et le développement du leadership des femmes, à sensibiliser les décideurs, à soutenir la flexibilité des carrières professionnelles, à rechercher une plus grande transparence dans les parcours professionnels et la structure des salaires,

à promouvoir un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée, et à s'engager dans des activités de mentorat pour identifier et former les futures femmes dirigeantes. Les participants ont cité un exemple de meilleure pratique au Japon, où l'université technologique de Nagaoka a créé un comité pour la promotion de l'égalité des sexes, a alloué des fonds pour les chercheuses et a encouragé la mise en œuvre de projets visant à accroître l'intérêt des filles pour les sciences et les technologies.

Assurer une participation égale à la politique et au leadership

« Les Nations unies devraient donner des moyens d'action à un nouveau groupe de militants en identifiant et en contactant différentes personnes, en faisant place à des voix, des acteurs et des militants nouveaux et marginalisés, et en incluant des représentants de divers domaines de la société dans les futurs débats sur les besoins des femmes et des filles ».

Université de Columbia, États-Unis, 30 ans et moins, étudiants, mixte.

Les participants au dialogue ont appelé les gouvernements nationaux à inclure davantage de femmes dans les postes politiques et de direction. En Inde, les participants ont proposé l'introduction de réformes des politiques électorales et des partis ainsi que des systèmes de réserves au parlement. En Sierra Leone, les participants ont préconisé d'augmenter le nombre de femmes aux postes de direction locaux en s'engageant auprès des autorités aux niveaux local et régional.

Les participants ont demandé au Secrétaire général des Nations unies et aux États membres de donner aux femmes les moyens d'exercer le leadership de demain et de veiller à ce que les

organisations locales de base soient représentées dans les discussions politiques. Ils ont également demandé que les activités de sensibilisation soient renforcées dans les pays en développement et les pays les moins avancés afin d'informer les femmes sur les ressources des Nations unies en matière de leadership et de mettre en évidence leurs besoins spécifiques.

Construire un système éducatif inclusif

Les participants d'Azerbaïdjan, d'Inde et du Nigeria ont plaidé pour que les gouvernements et les écoles élaborent de nouvelles politiques et stratégies pour lutter contre l'écart entre les sexes dans l'éducation :

- Intégrer des formations sur l'égalité des sexes et engager 50 % de femmes dans les postes du personnel.
- Former des comités d'éducation villageois et des associations de mères-enseignantes pour encourager et contrôler la participation des filles à l'école.
- Sensibiliser les enseignants et les administrateurs de l'éducation afin qu'ils soient plus sensibles aux contraintes auxquelles sont confrontées les filles.
- Procéder à un examen des programmes et des manuels scolaires sous l'angle de l'égalité des sexes et surveiller la participation et les résultats des filles.
- Offrir des bourses et des récompenses au mérite aux filles et aux villages ayant un taux élevé de scolarisation féminine.

Les participants ont appelé à une plus grande sensibilisation à la santé et à l'hygiène menstruelles par le biais de dialogues scolaires, en particulier dans les zones rurales, afin d'**éliminer le tabou des menstruations** qui peut empêcher les filles d'aller à l'école. Ils ont également suggéré d'élargir la sensibilisation du public, de renforcer la recherche sur le sujet, d'organiser des débats politiques et culturels, et d'améliorer l'accès

des femmes et des filles aux produits d'hygiène sanitaire et à des toilettes propres, privées et sûres dans les écoles et les espaces publics et communautaires.

Les participants du Nigeria et de l'Inde ont souligné la nécessité pour les gouvernements de garantir les bases d'une augmentation des possibilités d'éducation pour les femmes et les filles, notamment par des politiques d'enseignement obligatoire et de garantir les droits en matière de santé reproductive. Ils

ont appelé les gouvernements à adopter des politiques qui empêchent le mariage des enfants afin de garantir que les filles puissent achever leur éducation et poursuivre leur indépendance économique.

Les participants ont exhorté le secrétaire général des Nations unies à plaider en faveur de politiques sociales qui favorisent une approche globale du système éducatif, notamment en préconisant un partage équilibré des tâches ménagères entre les hommes et les femmes et en encourageant les femmes à améliorer leurs objectifs professionnels. Les participants ont encouragé les Nations unies à organiser des cours de formation professionnelle et des séminaires pour l'avancement professionnel des femmes, et à organiser des cours dans les écoles pour sensibiliser les enfants à l'égalité des sexes et aux droits des femmes.

Élimination des stéréotypes sexistes

Les participants à de nombreux dialogues ont suggéré que les individus peuvent prendre des mesures pour éliminer les stéréotypes sexistes dans leur vie quotidienne, par exemple en

utilisant un langage non sexiste, en partageant les responsabilités de soins à la maison, en apprenant des modèles féminins, en encadrant et en soutenant d'autres femmes, et en discutant avec les enfants de ce que signifie l'égalité des sexes.

Les participants ont appelé les gouvernements à développer des campagnes de sensibilisation et d'éducation sur l'égalité des sexes, en particulier dans les zones rurales. En Sierra Leone, les

participants ont proposé d'organiser des dialogues avec les hommes pour faire avancer l'agenda de l'égalité des sexes. À Kiribati, les participants ont plaidé pour une plus grande inclusion des femmes dans les sports, en incluant davantage de femmes dans les commissions sportives et en renforçant leur participation aux activités culturelles telles que les performances artistiques, les danses et les jeux traditionnels.

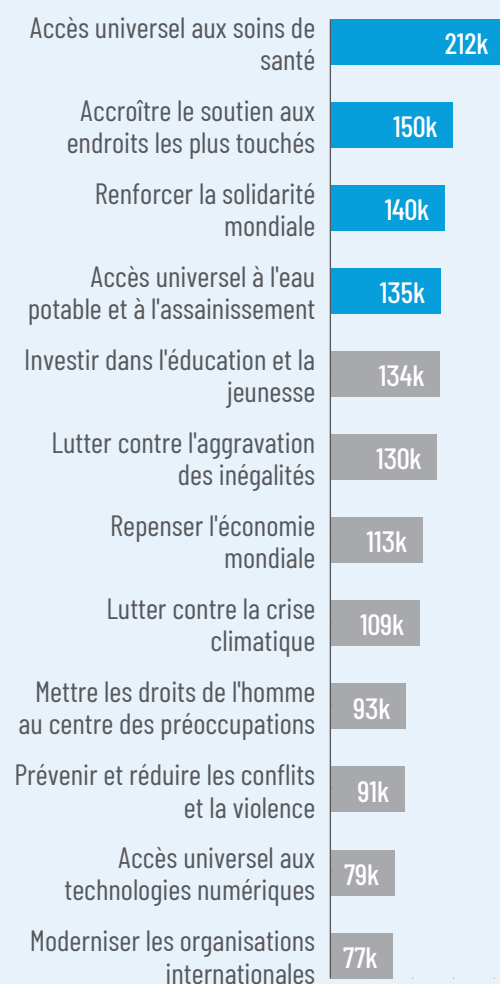
Les participants ont encouragé le Secrétaire général des Nations unies et les gouvernements à veiller à ce que l'égalité des sexes soit au cœur de toutes les politiques. À Eswatini, les participants ont suggéré que les Nations unies collaborent avec les grandes entreprises pour éliminer la publicité qui promeut et renforce les stéréotypes sexistes.

Élaboration de politiques tenant compte de la dimension de genre

Les participants au dialogue ont demandé aux gouvernements de veiller à ce que la conception des politiques tienne compte des questions de genre. Les participants ont proposé de renforcer les données et les statistiques sur les questions liées aux femmes, d'introduire des évaluations de l'impact des politiques et de la planification budgétaire sur les femmes, et d'allouer des parts plus importantes des budgets aux intérêts et aux besoins des femmes. L'accent a été mis sur la nécessité de fournir une aide juridique et un accès à la justice aux femmes, en particulier à celles qui vivent dans des conditions vulnérables.

Les participants ont demandé au Secrétaire général des Nations unies et aux dirigeants de l'ensemble du système des Nations unies de veiller à l'inclusion des femmes aux postes de haut niveau au sein des Nations unies et d'autres organisations internationales. Ils ont proposé d'étendre et de multiplier les projets, plateformes et outils existants qui se concentrent sur l'autonomisation des femmes et l'amélioration de leur représentation dans la société, comme le réseau international des champions du genre. Ils

↑ Priorités immédiates des femmes interrogées dans le cadre de l'enquête de l'ONU75 pour se remettre de la pandémie : les soins de santé, la solidarité et le soutien aux endroits les plus touchés ainsi que l'eau potable et l'assainissement sont les principales priorités immédiates



Question de l'enquête UN75 : Quelles devraient être les priorités de la communauté internationale pour mieux se remettre de la pandémie ? Base : 539 693 (toutes les femmes interrogées à partir du 22 avril 2020, date à laquelle cette question a été ajoutée). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

ont proposé la création de nouvelles plates-formes pour permettre aux femmes de mettre en évidence leurs besoins.

Les participants ont également encouragé les gouvernements à inclure des évaluations d'impact sur le genre dans l'élaboration de leurs budgets et de leurs plans de relance post-COVID-19.

Promouvoir le rôle des femmes dans les opérations de maintien de la paix

« La localisation des programmes de construction de la paix doit impliquer la participation des femmes à tous les niveaux et être complétée par un plan de sécurité global pour protéger les femmes et les filles au lendemain d'un conflit ».

Dialogue organisé par ONU Femmes, Cameroun, 31-45 ans, professions mixtes, principalement des femmes.

Les participants d'Azerbaïdjan et du Cameroun ont souligné la **nécessité d'engager les femmes dans les discussions sur la paix et la sécurité et de promouvoir des stratégies de maintien de la paix tenant compte de la dimension de genre.**

Les participants ont plaidé en faveur d'une représentation accrue des femmes dans les opérations de maintien de la paix et de l'élaboration de stratégies de contrôle des armes légères et de petit calibre (ALPC) tenant compte de la dimension de genre. Ils ont appelé les Nations unies à :

- Faciliter l'échange d'apprentissage interrégional pour les femmes afin d'accroître leur rôle dans les efforts de contrôle des armes légères et de désarmement.
- Assurer la formation et l'éducation du personnel des forces de sécurité et de défense afin qu'il développe des stratégies de contrôle des armes légères tenant compte de la dimension de genre.

- Reconnaisant qu'il existe peu de données sur la maîtrise des armements en rapport avec le genre, investir dans les meilleures pratiques de collecte de données (notamment par l'innovation et les médias sociaux), et élaborer des normes éthiques pour leur utilisation.
- Créer un sous-groupe au sein de la communauté Femmes, Paix et Sécurité (FPS) pour se concentrer sur le désarmement et le contrôle des armes.
- Reconnaître le rôle des organisations féminines de la société civile locale et des forums de paix et de sécurité comme des mécanismes importants pour parvenir à une meilleure représentation des femmes dans le maintien de la paix.

En examinant les données de l'enquête ONU75 ventilées par sexe, nous constatons à nouveau des variations dans les priorités immédiates des femmes interrogées pour se remettre de la pandémie au niveau régional. Alors que les

trois premières priorités immédiates de toutes les femmes interrogées s'alignent sur les trois premières priorités de toutes les personnes interrogées, les femmes interrogées ont donné la priorité à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement plutôt qu'à un investissement plus important dans les programmes d'éducation et de jeunesse.

Au niveau régional, l'accès universel aux soins de santé est la première priorité immédiate des femmes interrogées dans les huit régions, alors que dans six des huit régions, il est la première priorité de toutes les personnes interrogées.

En Asie de l'Est et du Sud-Est et en Afrique subsaharienne, les femmes interrogées ont fait de l'accès universel aux soins de santé leur priorité immédiate, tandis que toutes les personnes interrogées dans ces deux régions ont respectivement accordé la priorité au renforcement de la solidarité mondiale et à l'augmentation du soutien aux endroits les plus touchés.

Alors que le soutien accru aux pays et aux communautés les plus touchés arrivait en

deuxième position parmi les femmes interrogées en Océanie et en Antarctique, en Afrique du Nord et en Asie occidentale, en Afrique subsaharienne et en Asie centrale et méridionale, le renforcement de la solidarité entre les personnes et les nations arrivait en deuxième position en Asie de l'Est et du

Sud-Est et en troisième position en Asie centrale et méridionale. L'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement est arrivé en tête des réponses féminines en Amérique du Nord, et en deuxième position en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Océanie et en Antarctique.

Les données de l'enquête ONU75, ventilées par sexe, montrent que les priorités immédiates des femmes interrogées pour se remettre de la pandémie au niveau régional varient

CLASSEMENT DES PRIORITÉS	Mondial (Femmes)	Asie centrale & du Sud	Asie de l'Est & du Sud-Est	Europe	Amérique latine & Caraïbes	Afrique du Nord & Asie occidentale	Amérique du Nord	Océanie & Antarctique	L'Afrique subsaharienne
Accès universel aux soins de santé	39%	35%	40%	46%	51%	50%	50%	50%	32%
Accroître le soutien aux endroits les plus touchés	28	24	26	25	28	32	25	34	32
Renforcer la solidarité mondiale	26	21	33	27	23	25	22	23	28
Accès universel à l'eau potable & à l'assainissement	25	21	30	27	31	25	32	30	23
Investir dans l'éducation & la jeunesse	25	21	24	23	25	27	19	26	30
Lutter contre l'aggravation des inégalités	24	17	33	22	31	22	30	25	26
Repenser l'économie mondiale	21	13	18	30	25	19	20	18	24
Lutter contre la crise climatique	20	15	22	31	23	15	31	21	18
Mettre les droits de l'homme au centre des préoccupations	17	13	14	23	20	20	23	16	18
Prévenir et réduire les conflits et la violence	17	13	20	16	12	19	17	20	20
Accès universel aux technologies numériques	15	14	14	7	11	13	8	14	21
Moderniser les organisations internationales	14	12	12	9	7	12	9	15	22

Question de l'enquête UN75 : Quelles devraient être les priorités de la communauté internationale pour mieux se remettre de la pandémie ? Base : 539 693 (toutes les femmes interrogées à partir du 22 avril, date à laquelle cette question a été ajoutée). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses. Asie centrale et méridionale (138 297), Asie de l'Est et du Sud-Est (60 462), Europe (71 531), Amérique latine et Caraïbes (46 391), Afrique du Nord et Asie occidentale (31 568), Amérique du Nord (18 838), Océanie et Antarctique (9 550), Afrique subsaharienne (160 556), autres (2 500).

En Europe, les femmes interrogées ont donné la priorité à la lutte contre la crise climatique, après les soins de santé (classement supérieur à celui de l'ensemble des répondants en Europe), puis à la réflexion sur l'économie mondiale (classement inférieur à celui de l'ensemble des répondants en Europe).

La lutte contre les inégalités qui se sont creusées à la suite de COVID-19 a été classée deuxième parmi les femmes interrogées en Amérique latine et dans les Caraïbes et troisième en Asie de l'Est et du

Sud-Est, conformément aux priorités immédiates de toutes les personnes interrogées dans ces régions. L'accroissement de l'investissement dans les programmes d'éducation et de jeunesse a été classé troisième parmi les femmes interrogées en Afrique subsaharienne et en Afrique du Nord et en Asie occidentale, un classement plus élevé de cette priorité que parmi toutes les personnes interrogées dans ces régions, qui ont accordé une plus grande importance au renforcement de la solidarité entre les personnes et les nations.

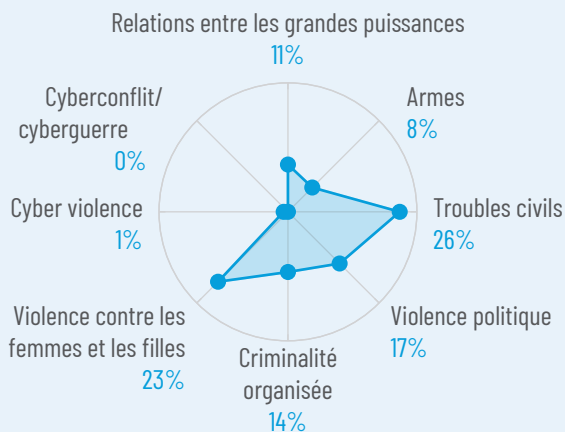
ANALYSE DES MÉDIAS³

La violence à l'égard des femmes a été la deuxième question la plus traitée par les médias

En Europe, les médias se sont largement concentrés sur l'augmentation de la violence domestique due aux confinements de la pandémie. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les féminicides politiques ont occupé une place

prépondérante, de même que les politiques gouvernementales en matière de violence sexuelle. En Afrique subsaharienne, la traite des êtres humains est un thème clé.

La violence à l'égard des femmes et des jeunes filles est la deuxième question la plus souvent signalée dans le monde



Source : Edelman Intelligence Discovery+ | Toutes les langues | Revue de presse dans 70 pays | Plage de dates : Mai 2019 - Mai 2020.

Asie et Australie	1. Les troubles civils 2. Violence à l'égard des femmes/filles
Europe et Asie centrale	1. Violence à l'égard des femmes/filles 2. Les troubles civils
Amérique latine et Caraïbes	1. Violence à l'égard des femmes/filles 2. La criminalité organisée
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1. Violence à l'égard des femmes/filles 2. La violence politique
Amérique du Nord	1. Les troubles civils 2. La violence politique
L'Afrique subsaharienne	1. Les troubles civils 2. Violence à l'égard des femmes/filles

3. Edelman Intelligence a analysé le paysage médiatique mondial afin de mieux comprendre comment les mégatendances sont couvertes, y compris le rôle perçu de la coopération internationale et des Nations unies. Ils ont analysé la presse écrite, la radiodiffusion et les médias en ligne, y compris les médias sociaux, dans 70 pays, couvrant la période de mai 2019 à mai 2020. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

APERÇU DE LA RECHERCHE⁴

Publications universitaires

- Azcona, G. & Bhatt, A. 2020 "[Inequality, gender, and sustainable development: measuring feminist progress](#)" Gender & Development.
- Basu, S. 2016 "[Gender as national interest at the UN Security Council](#)" International Affairs.
- Gilleri, G. 2020 "[How are you actually doing, ladies? Indicators of gender equality through the lens of the UN Committee on the Elimination of Discrimination against Women](#)" International Journal of Human Rights.
- Iyer, L. & Mani, A. 2019 "[The road not taken: Gender gaps along paths to political power](#)" World Development.
- Li, Y. 2020 "[加速实施妇女、和平与安全议程——对近五年中国落实“妇女与武装冲突”战略目标的评估](#)" Journal of Shandong Women's University.
- McQuigg, R. 2018 "[Is it time for a UN treaty on violence against women?](#)" International Journal of Human Rights.
- O'Rourke, C. & Swaine, A. 2018 "[CEDAW and the Security Council: Enhancing Women's Rights in Conflict](#)" International & Comparative Law Quarterly.
- Sandler, J. & Goetz, A. M. 2020 "[Can the United Nations deliver a feminist future?](#)" Gender & Development.
- Sepúlveda Soto, D. & Rivas-Pardo, P. 2019 "[La Resolución 1325: Mujeres, Paz y Seguridad en las Operaciones de Mantenimiento de la Paz](#)" Entramado.
- Shepherd, L. 2017 [Gender, UN Peacebuilding, and the Politics of Space: Locating Legitimacy](#).
- Shinbrot, X. et al. 2019 "[Unlocking women's sustainability leadership potential: Perceptions of contributions and challenges for women in sustainable development](#)" World Development.
- True, J. & Wiener, A. 2019 "[Everyone wants \(a\) peace: the dynamics of rhetoric and practice on 'Women, Peace and Security'](#)" International Affairs.

Recherche et rapports sur les politiques

- Akdoğan, I. 2019 [Women's Participation in High-Level Decision Making](#), Turkish Economic and Social Studies Foundation.
- Gonzalez, A. & Jansen, M. (eds) 2019 [Women Shaping Global Economic Governance](#), Centre for Economic Policy Research, European University Institute & International Trade Centre.
- Kim, K. & Salazar, D. 2018 [Toward Gender-Focused Governance Reform in Asia](#), Asian Development Bank Institute.
- Martinez-Restrepo, S. & Ramos-Jaimes, L. (eds) 2018 [Measuring women's economic empowerment: Critical lessons from South America](#), Fundación para la Educación Superior y el Desarrollo.
- Security Council Report 2020 [Women, Peace and Security: The Agenda at 20](#).
- United Nations Secretary-General's High-Level Panel on Women's Economic Empowerment 2017 [Leave No One Behind: Taking Action for Transformational Change on Women's Economic Empowerment](#).
- United Nations Environment Programme et al. 2020 [Gender, Climate and Security](#).

4. Cet aperçu de la recherche comprend une sélection des publications les plus citées dans le cadre de la cartographie générale de la recherche universitaire et politique de l'ONU75 axée sur le multilatéralisme, les Nations unies et les domaines de travail de l'ONU, couvrant les six langues officielles de l'ONU. La cartographie de la recherche a été réalisée en collaboration avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

- UN Women & United Nations Development Programme 2019 [Gender Equality as an Accelerator for Achieving the SDGs](#).
- UN Women, Women Count & United Nations Department of Economic and Social Affairs 2020 [Progress on the Sustainable Development Goals: The Gender Snapshot 2020](#).
- Woodrow Wilson International Center for Scholars 2018 [Roadmap to 50x50: Power and Parity in Women's Leadership](#).
- World Bank 2020 [Women, Business and the Law 2020](#).
- World Economic Forum 2019 [Global Gender Gap Report 2020](#).
- Lieberman, A. 2020 "[25 years after Beijing, what's changed on gender equality? Not enough, experts say.](#)" Devex.
- UN Women 2020 "[On the 25th anniversary of landmark Beijing Declaration on women's rights, UN Women calls for accelerating its unfinished business](#)".

Commentaires et articles d'opinion

- Bossoutrot, S. 2020 "[Gender Equality: Why it Matters, Especially in a Time of Crisis](#)" World Bank.
- Horowitz, J. & Fetterolf, J. 2020 "[Worldwide Optimism About Future of Gender Equality, Even as Many See Advantages for Men](#)" Pew Research Center.

Ressources de données et outils

- [International Parliamentary Union Parline](#).
- Khurma, M. et al. 2020 [Ready to Lead: Understanding Women's Public Leadership in the Middle East and North Africa](#) [Middle East Women Leaders Index] Woodrow Wilson International Center for Scholars.
- UN Women, Women's Count, [Women's Empowerment Index](#)
- [UNICEF Data: Gender and Education](#).
- [Women Count Data Hub](#) [United Nations].



NOUS ALLONS INSTAURER UN CLIMAT DE CONFIANCE

« L'inégalité croissante au sein des pays et entre eux compromet nos efforts pour assurer l'avenir que nous souhaitons. L'inégalité conduit à la méfiance entre les pays et à la méfiance des citoyens à l'égard des institutions de gouvernance. Elle contribue à des actes de xénophobie, de racisme, d'intolérance, de discours de haine et de désinformation. Nous condamnons tous ces actes. Nous nous attaquerons aux causes profondes des inégalités, notamment la violence, les violations des droits de l'homme, la corruption, la marginalisation, la discrimination sous toutes ses formes, la pauvreté et l'exclusion, ainsi que le manque d'éducation et d'emploi. Il en va de notre responsabilité ».

Assemblée générale des Nations unies, « [Déclaration UN75](#) », septembre 2020, A/RES/75/1.

« Regagner la confiance des gens, s'attaquer à la désinformation, organiser des campagnes, des conférences, des collectes de fonds pour fournir des fonds pour les solutions qui seront introduites pour résoudre ces problèmes. Créer une meilleure image de l'ONU aux yeux du monde ».

Mouvement international de l'Inde auprès des Nations unies, 16-30 ans, professions et sexes mixtes.

DONNÉES SUR CET ENGAGEMENT

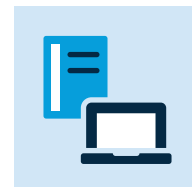
Les dialogues de l'ONU75



Enquête UN75



Aperçu de la recherche



Nous organisons les données pertinentes de l'ONU75 recueillies tout au long de l'année 2020 en fonction des [12 engagements de la Déclaration de l'ONU75](#). Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

DES DIALOGUES DE L'ONU75¹

OÙ NOUS EN SOMMES AUJOURD'HUI

Les participants du monde entier ont discuté des défis cumulés qu'ils rencontrent et qui conduisent à un profond pessimisme quant à notre capacité à faire face au changement climatique et aux conflits, et à une frustration croissante face aux disparités croissantes en matière de richesse et d'inégalité, exacerbées pendant la pandémie. Ils ont parlé d'une crise de confiance à la fois dans les institutions gouvernementales et parmi les personnes au sein de la société. La confiance a été considérée comme cruciale pour maintenir la cohésion sociale et faire progresser le développement, ainsi que pour garantir la volonté des citoyens de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable.

Les participants du monde entier ont **constaté un effondrement croissant de la confiance entre les individus et les gouvernements et institutions internationales**. L'incapacité des acteurs nationaux et internationaux à apporter des changements rapides et positifs, la montée de la corruption, l'évasion fiscale généralisée, la diffusion de l'autoritarisme et de l'extrémisme, et le manque de responsabilité des acteurs gouvernementaux ont été identifiés comme des facteurs clés qui sapent la confiance dans les organes de gouvernance. Les jeunes ont souligné qu'une responsabilité insuffisante entraîne une perte d'intérêt et d'engagement des jeunes dans

la politique, qui est par conséquent considérée comme ennuyeuse et sans rapport avec leur vie actuelle, ou, au mieux, comme quelque chose sur lequel ils n'ont pas d'influence.

Les participants de toutes les régions ont discuté de **la propagation rapide des fausses nouvelles, des attaques contre la cybersécurité et d'autres menaces à la vie privée des gouvernements et des individus**. Ils ont soulevé des préoccupations particulières concernant la désinformation pendant les cycles électoraux.

De nombreux dialogues avec de jeunes étudiants en Chine, en Corée du Sud et en Norvège ont soulevé la question des avancées technologiques et de la mécanisation. Ils ont exprimé leur inquiétude quant au fait que les nouvelles machines et l'intelligence artificielle remplaceront la main-d'œuvre de demain, en particulier les emplois des travailleurs à bas salaires. Ils ont exprimé leur incertitude quant à l'avenir du marché du travail et à l'adaptabilité des travailleurs aux nouvelles compétences requises. De nombreux étudiants considèrent la technologie comme une menace majeure pour les futurs marchés du travail, tandis que d'autres sont convaincus que la jeune génération innovera pour relever les défis futurs.

OÙ NOUS VOULONS ÊTRE

Les participants au dialogue ont plaidé pour un monde où ils peuvent faire confiance à leurs institutions, à leurs dirigeants et aux médias. Ils veulent que les gouvernements soient tenus responsables de leurs actions, que les médias

communiquent clairement et en toute sécurité, et que les Nations unies soient plus fortes aux yeux des citoyens du monde.

1. Ce rapport contient un résumé de l'analyse de 1 141 résumés de dialogue de l'ONU75 reçus de 94 pays entre le 2 janvier et le 7 novembre 2020. Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

Les participants à de nombreux dialogues, en particulier les jeunes des pays à développement humain élevé, ont appelé à un monde dans lequel leurs **gouvernements cessent d'agir uniquement dans leur intérêt national et commencent à agir dans l'intérêt du développement international**. Ils ont souligné que le renforcement des institutions gouvernementales, de la transparence, des processus démocratiques et de la responsabilité des dirigeants sera la clé de l'élaboration de solutions durables aux niveaux national et international.

Les participants ont appelé à **un monde où la création d'emplois, la protection sociale et les droits des travailleurs sont garantis et où les riches sont incapables d'exploiter ceux qui créent de la valeur en leur nom. Les travailleurs et d'autres personnes ont demandé un monde dans lequel la fiscalité est appliquée, est juste et favorise l'égalité**.

Les dialogues entre les régions ont souligné **la nécessité de lutter contre la désinformation et les fausses nouvelles, ainsi que de prévenir les violations de la sécurité et de la vie privée nationales, institutionnelles et individuelles**.

Ils ont souligné l'importance de la liberté des médias nationaux en tant que pilier essentiel de l'établissement de la confiance.

« Aujourd'hui, nous vivons une période de changements rapides, ces changements affecteront directement le futur monde du travail. L'innovation est l'une des principales forces motrices du changement. Ces changements apporteront à la fois des opportunités et des défis ».

Dialogue organisé par l'ONU, Chine, 16-30 ans, étudiants, mixte.

COMMENT Y PARVENIR

En plus des propositions relatives à l'instauration de la confiance identifiées dans d'autres résumés d'engagements, les participants ont proposé les solutions spécifiques suivantes pour rétablir la confiance au niveau national et international.

Renforcer la responsabilité des SDG

Les participants ont appelé les Nations unies et les États membres à faire face aux tensions internationales induites par les intérêts économiques, financiers et militaires nationaux, et à tenir leurs dirigeants responsables de leurs actions en faveur des intérêts mondiaux. En Corée du Sud, les participants ont plaidé pour la fin de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, qui était considérée comme exacerbant d'autres tensions internationales en Asie de l'Est.

Les participants ont demandé aux gouvernements de **s'attaquer à la corruption et à la fraude fiscale** :

- La lutte contre l'évasion fiscale a été soulignée par rapport aux principaux acteurs de la technologie. Les participants égyptiens ont proposé de moderniser les politiques antitrust pour lutter contre les monopoles dans le domaine du commerce électronique, des technologies de l'information et de l'intelligence artificielle.
- Aux États-Unis, les participants ont plaidé en faveur d'un « nouveau pacte fiscal » pour lutter contre les régimes fiscaux inéquitables et les flux financiers illicites issus de la corruption et de l'évasion fiscale.
- Parmi les autres propositions, citons l'introduction d'impôts sur la fortune, de surtaxes sur les secteurs réalisant des

bénéfices disproportionnés, l'imposition des entreprises numériques et la promotion d'une fiscalité des entreprises équitable qui évite le déplacement des bénéfices et l'évasion fiscale.

Lutter contre la désinformation et protéger la liberté des médias

Les participants ont exhorté les gouvernements nationaux, les médias et les organisations des Nations unies à **élaborer des lois pour lutter contre la désinformation et la désinformation dans les médias sociaux, en particulier pendant les élections**. Ils ont également proposé d'introduire une formation sur la navigation sur Internet et sur la manière de distinguer les sources Internet exactes, et d'explorer les normes et mécanismes internationaux de vérification des faits en ligne. Les jeunes Chinois ont suggéré que les innovations technologiques utilisant des données volumineuses pourraient permettre de lutter contre les fausses nouvelles.

« La désinformation doit être abordée à tous les niveaux et dans tous les pays, et des précautions de cybersécurité doivent être adoptées, afin de maintenir la confiance et de réduire le risque de croire à la désinformation ».

Institut de hautes études internationales et du développement, Genève, Suisse, 16-30 ans, professions mixtes, principalement des femmes.

Au Tadjikistan, les participants ont appelé les **Nations unies et les organisations non gouvernementales à appliquer les lois qui protègent la liberté d'information**, notamment la protection des journalistes contre la censure et les limitations appliquées par certains gouvernements. Dans un dialogue en ligne, les participants du monde entier ont discuté de la couverture médiatique déséquilibrée des situations d'après-conflit, affirmant que :

« les médias ne couvrent pas très bien les phases d'après-conflit, ce qui rend difficile la transmission de ce que les missions de maintien de la paix tentent de faire et du succès qu'elles apportent »

Dialogue en ligne organisé par UN Academic Impact, avec un mélange d'âges et de professions.

En plus de traiter des questions de gouvernance structurelle qui menacent la liberté d'information, les recherches qui montrent les meilleures pratiques pour les journalistes peuvent éclairer l'élaboration des politiques visant à garantir la liberté d'information. Les participants ont également appelé à un accroissement des investissements dans l'enseignement du journalisme, notamment par l'octroi de bourses pour soutenir les études de journalisme critique.

Renforcer la confiance dans les Nations unies par l'intensification de la sensibilisation et de la communication sur son travail

Les participants du monde entier, et en particulier d'Europe, ont souligné la nécessité pour le Secrétaire général et l'ensemble du système des Nations unies **d'améliorer la communication des Nations unies en élargissant la couverture médiatique du public et en garantissant l'impartialité des reportages dans tous les pays**.

Les participants à de nombreux dialogues, dont de jeunes participants, ont **encouragé les Nations unies à améliorer leur représentation dans les médias traditionnels et nouveaux**. Au-delà du simple exercice de relations publiques, cela permettra de sensibiliser les communautés du monde entier à l'importance d'être des citoyens du monde responsables, et de tenir les jeunes et les acteurs locaux informés des activités de l'ONU et de l'impact de son travail dans tous les secteurs et toutes les régions. En Géorgie, un participant a suggéré que :

« le Secrétaire général de l'ONU soit plus présent dans les médias et parle plus souvent directement à la presse »

*ONG Youth Initiative for Democracy, Géorgie,
16-30 ans, professions mixtes.*

En Mongolie, un participant a affirmé que :

« l'ONU doit accroître et développer son travail de relations publiques en communiquant et en présentant ses réalisations reconnues et respectées »

*Dialogue organisé par ONU Mongolie,
46-60 ans, cadres et professionnels.*

Les jeunes ont souligné la nécessité d'accroître la présence des Nations unies sur les médias sociaux, où les jeunes utilisateurs des médias sociaux s'engagent, et de les encourager à participer aux processus politiques internationaux et à faire ce qu'ils peuvent dans leurs communautés pour atteindre des objectifs mondiaux communs et relever des défis mondiaux communs.

Les participants ont appelé les personnes travaillant sur divers projets au sein du **système des Nations Unies à collaborer davantage avec les médias locaux afin d'accroître l'engagement local sur les questions mondiales**. En Mongolie, les participants ont proposé de développer des partenariats avec des journalistes et des correspondants spécialisés travaillant sur d'importants défis mondiaux, d'investir dans des documentaires scientifiques sur le développement durable et d'encourager les journalistes à participer au programme des Volontaires des Nations Unies pour visiter des zones fragiles afin de s'informer et de rendre compte des efforts d'aide locaux. Aux États-Unis, les participants ont encouragé l'Association des Nations unies à créer une base plus solide de soutien en ligne par le biais d'un site web ou d'une base de données contenant des informations facilement accessibles et digestibles sur ses activités.

APERÇU DE LA RECHERCHE²

Publications universitaires

- Boon & Mégret, eds (Europe) 2019 "[Special Issue: The Accountability of International Organizations](#)" International Organizations Law Review.
- Dellmuth, Scholte & Tallberg (Europe) 2019 "[Institutional sources of legitimacy for international organisations: Beyond procedure versus performance](#)" Review of International Studies.
- Hooghe, Lenz and Marks (Europe) 2018 "[Contested world order: The deligitimation of international governance](#)" The Review of International Organizations.
- Omrani (Northern Africa and Western Asia) 2016 "[The Responsibility of the UN for the Actions of its Employees](#)" al-Haqīqah Journal [Arabic].
- Tallberg, Bäckstrand & Scholte, eds (Europe) 2018 [Legitimacy in Global Governance: Sources, Processes, and Consequences](#).
- Von Billerbeck (Europe) 2019 "[Mirror, Mirror On the Wall: Self-Legitimation by International Organizations](#)" International Studies Quarterly.

Recherche et rapports sur les politiques

- Dag Hammarskjöld Foundation (Europe) 2020 [The Art of Leadership in the UN: Framing What's Blue](#).
- Dag Hammarskjöld Foundation (Europe) 2020 [The UN: A Champion for Youth?](#)
- Security Council Report (Northern America) 2019 [The Rule of Law: Retreat from Accountability](#).

- Chicago Council on Global Affairs (Northern America) 2019 [Leading Change in UN Organizations](#).
- T20 Argentina (Latin America & Caribbean) 2020 [Innovating Global Governance: bottom-up, the inductive approach](#).

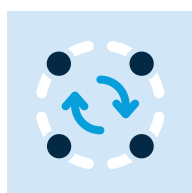
Commentaires et articles d'opinion

- The Hill 2020 "[UN peacekeeping has a sexual abuse problem](#)".
- OpinioJuris 2019 "[International Organizations Accountability Symposium: Reputation and Accountability](#)".
- Pew Research Center 2019 "[UN gets mostly positive marks from people around the world](#)".

Ressources de données et outils

- Affolder 2017 [An Accountable UN Development System for the 21st Century](#) (Study commissioned by the UN Economic and Social Council).
- UN Department of Economic and Social Affairs 2020 [World Social Report 2020: Inequality in a Rapidly Changing World](#).
- UN Joint Inspection Unit 2020 [Review of the state of the investigation function: progress made in the UN system organizations in strengthening the investigation function](#).
- UN Secretary-General 2020 "[Tackling the Inequality Pandemic: A New Social Contract for a New Era](#)" (Mandela Lecture).

2. Cet aperçu de la recherche comprend une sélection des publications les plus citées dans le cadre de la cartographie générale de la recherche universitaire et politique de l'ONU75 axée sur le multilatéralisme, les Nations unies et les domaines de travail de l'ONU, couvrant les six langues officielles de l'ONU. La cartographie de la recherche a été réalisée en collaboration avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».



NOUS AMÉLIORERONS LA COOPÉRATION NUMÉRIQUE

« Les technologies numériques ont profondément transformé la société. Elles offrent des possibilités sans précédent et de nouveaux défis. Lorsqu'elles sont utilisées de manière inappropriée ou malveillante, elles peuvent alimenter les divisions au sein des pays et entre eux, accroître l'insécurité, saper les droits de l'homme et exacerber les inégalités. L'élaboration d'une vision commune de la coopération numérique et d'un avenir numérique qui montre tout le potentiel d'une utilisation bénéfique des technologies, et le traitement de la confiance et de la sécurité numériques doivent rester une priorité, car notre monde dépend plus que jamais des outils numériques pour la connectivité et la prospérité socio-économique. Les technologies numériques ont le potentiel d'accélérer la réalisation de l'agenda 2030. Nous devons garantir un accès numérique sûr et abordable pour tous. Les Nations unies peuvent fournir une plate-forme permettant à toutes les parties prenantes de participer à ces délibérations ».

Assemblée générale des Nations unies, « [Déclaration UN75](#) », septembre 2020, A/RES/75/1.

« Les progrès de la technologie numérique peuvent soutenir et accélérer la réalisation des 17 objectifs de développement durable [...]. La technologie, d'autre part, peut menacer la vie privée, affaiblir la sécurité et accroître les inégalités [...] Comme les générations précédentes, nos gouvernements, nos entreprises et nos citoyens peuvent choisir comment exploiter et gérer les nouvelles technologies ».

République de Corée, étudiants, mixte.

DONNÉES SUR CET ENGAGEMENT

Les dialogues de
l'ONU75



Enquête UN75



Analyse des
médias



Aperçu de la
recherche



Nous organisons les données pertinentes de l'ONU75 recueillies tout au long de l'année 2020 en fonction des [12 engagements de la Déclaration de l'ONU75](#). Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

DES DIALOGUES DE L'ONU75¹

OÙ NOUS EN SOMMES AUJOURD'HUI

L'impact positif et négatif de la technologie numérique sur l'économie et la société. La plupart des participants au dialogue étaient convaincus que la technologie numérique a grandement favorisé une communication accrue entre les pays et amélioré la coopération internationale. Ils ont souligné le rôle que la technologie numérique peut jouer dans la création d'une plateforme transparente et participative permettant aux citoyens du monde de se connecter et d'influencer les politiques, et que le développement accéléré de l'intelligence artificielle nous facilitera la vie.

Les participants de l'Inde, du Mexique, du Nigeria, de la Sierra Leone et de la République de Corée ont cité des exemples d'utilisation bénéfique de la technologie :

- Techniques de médecine de précision et utilisation de l'intelligence artificielle dans le secteur des soins de santé pour permettre aux spécialistes et aux médecins de diagnostiquer les maladies à un stade précoce.
- Utilisation d'outils et de technologies numériques pour améliorer les pratiques agricoles et augmenter la production alimentaire tout en réduisant l'empreinte écologique.
- Le rôle des environnements d'apprentissage virtuels pour compléter l'enseignement traditionnel lors de COVID-19 et rendre l'enseignement plus interactif et orienté vers les résultats.
- Le potentiel de la technologie numérique pour permettre la durabilité urbaine et les villes intelligentes.
- L'application de la technologie numérique à l'administration de l'aide sociale, par exemple la fourniture d'enquêtes numériques par des tiers, les cartes d'identité et les licences SMART, la cartographie SIG et MIS, les modes

de transactions numériques, les transferts d'argent du gouvernement vers les citoyens, les portails web numériques pour le suivi et la garantie de la transparence, les initiatives de gouvernance électronique, entre autres.

- L'utilisation de la technologie dans l'administration de la justice et comme outil de soutien aux activités des organisations de la société civile travaillant dans des zones sujettes aux conflits, et le rôle que les téléphones portables peuvent jouer comme outil pour documenter et partager les violations des droits de l'homme en temps réel, en soutenant les efforts de plaidoyer.

« COVID-19 est une crise de santé publique sans précédent qui a dévasté les économies mondiales et modifié nos relations sociales. Si chaque crise est une opportunité, cette crise peut être l'occasion d'apporter des changements technologiques urbains importants. La technologie intelligente est un moyen important de réaliser un développement urbain durable. Dans cette crise de santé publique, les technologies et applications innovantes, telles que l'IdO, la 5G, l'intelligence artificielle, les données volumineuses et l'informatique en nuage, sont devenues la « nouvelle base » du « système immunitaire urbain » ».

Bureau du coordinateur résident des Nations unies, Chine, dialogue avec les étudiants, 16-30 ans.

1. Ce rapport contient un résumé de l'analyse de 1 141 résumés de dialogue de l'ONU75 reçus de 94 pays entre le 2 janvier et le 7 novembre 2020. Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

De nombreux dialogues se sont inquiétés du fait que notre dépendance accrue aux outils numériques conduit à une utilisation de plus en plus contraire à l'éthique de la technologie par les gouvernements et les pirates informatiques, offrant ainsi des possibilités sans précédent de surveillance systémique et de violation des droits de l'homme.

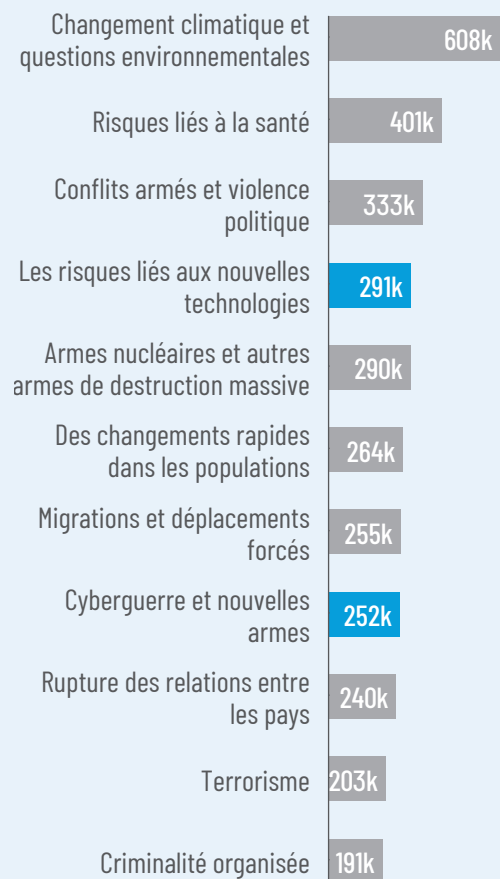
En Asie de l'Est, les participants se sont inquiétés du fait que si l'internet expose les enfants et les jeunes à des avantages et des opportunités, il crée de nouveaux risques, notamment l'exposition à des contenus préjudiciables, l'exploitation et les abus sexuels, le harcèlement en ligne et l'utilisation abusive d'informations personnelles.

« L'épidémie de COVID-19 exacerbe potentiellement les risques auxquels sont confrontés les enfants et les jeunes en ligne, car ils passent plus de temps sur Internet que d'habitude. Nous devons écouter les jeunes, qui sont un partenaire clé pour faire avancer l'Agenda 2030. Il est important à la fois d'élargir leur accès au meilleur de la technologie numérique, de les protéger contre les dangers en ligne et de leur donner les moyens de savoir comment se protéger ».

Bureau du coordinateur résident des Nations unies, Chine, dialogue avec les étudiants, 16-30 ans.

L'impact de COVID-19 et le rôle de la fracture numérique. Selon les participants du monde entier, la technologie numérique a été un outil essentiel pendant la pandémie COVID-19 dans des domaines tels que l'éducation en ligne, la télémédecine et le travail à distance. Les organisations et les entreprises qui ont fait preuve d'un haut niveau de préparation numérique au début de la crise ont été plus résistantes et ont même bénéficié d'importantes possibilités de croissance. Pour les mêmes raisons, cependant,

Enquête de l'ONU75 sur les menaces mondiales à long terme : Les risques découlant des nouvelles technologies constituent la quatrième menace à long terme la plus importante des répondants de l'ONU75, la guerre cybernétique étant également une priorité pour de nombreux pays



Question de l'enquête UN75 : Selon vous, laquelle de ces tendances mondiales affectera le plus notre avenir ? La base : 1 220 848 (tous les répondants). Les participants pouvaient sélectionner jusqu'à trois réponses.

les problèmes liés à la fracture numérique, à la pauvreté numérique, à l'inégalité numérique, persistent et, soulignent les participants, s'aggravent.

La plupart des dialogues ont mis en garde contre le fait que les liens entre la pandémie et la fracture numérique risquent d'exacerber les inégalités socio-économiques si l'on ne favorise pas un accès équitable à la technologie et si l'infrastructure des TIC n'est pas développée de la même manière dans tous les pays. Cela est particulièrement vrai pour les zones reculées de plusieurs pays, car les communautés rurales ne disposaient souvent pas de l'infrastructure numérique de base nécessaire à l'éducation en ligne et aux plateformes de travail pendant COVID-19.

L'impact de la technologie numérique sur l'avenir du travail. Les participants du monde entier ont discuté des transformations rapides des technologies numériques, notamment des risques

de perturbation des marchés de l'emploi et de la société en général, la prise en charge d'un nombre croissant de tâches actuellement effectuées par l'homme pouvant entraîner un vaste chômage et un impact social négatif.

« Le manque de fournisseurs d'accès à Internet dans les régions rurales, ou l'absence totale d'Internet, empêche les habitants d'accéder à des informations essentielles, en particulier pendant la pandémie actuelle. Sans une connexion fiable, ils sont incapables de partager des nouvelles, des informations et de profiter de l'éducation en ligne ».

Bureau des Nations unies à Bakou, Azerbaïdjan, 31-45 ans, dialogue avec des cadres et des professionnels.

OÙ NOUS VOULONS ÊTRE

Un monde de libre accès à la connaissance et à la technologie. Les participants à plusieurs dialogues organisés en Asie de l'Est ont envisagé un avenir fondé sur l'accès ouvert et la libre circulation transfrontalière des connaissances et des technologies. Certains participants souhaitent que toutes les communautés vulnérables et les personnes handicapées aient accès à la technologie, afin de garantir leur participation et leur inclusion dans la société.

En Colombie, les participants ont appelé à un accès universel et gratuit à l'internet, en tant que droit de l'homme, qui est réglementé comme un bien commun pour promouvoir le développement durable. Les participants du Kenya souhaitent que les technologies numériques soient alignées sur l'Agenda 2030 et utilisées par les gouvernements pour générer des solutions de recherche et des innovations qui permettront d'éradiquer les inégalités.

Préparer une transition juste à l'impact de la technologie dans l'avenir du travail. Les participants du monde entier souhaitent voir leur pays passer à l'automatisation avec un minimum de perturbations, grâce à des mécanismes de régulation adéquats qui garantissent que les nouvelles technologies favorisent le bien-être de l'homme au lieu de lui nuire, qu'elles respectent les droits de l'homme, qu'elles n'entraînent pas un chômage de masse et qu'elles reposent sur des principes éthiques communs.

Réduire la fracture numérique Les participants du monde entier ont imaginé un avenir où tous les citoyens bénéficieraient de la technologie numérique, sans fracture numérique à l'intérieur des pays et entre eux.

Un avenir d'éducation en ligne de qualité et de culture numérique. La plupart des participants ont estimé que même après COVID-19, l'apprentissage

en ligne ou hybride restera nécessaire pour dispenser l'éducation aux élèves. Ils souhaitent voir la communauté internationale améliorer la qualité de l'éducation en ligne pour tous les pays, y compris ceux où la fracture numérique est particulièrement prononcée, et estiment qu'il faut s'attacher à faire correspondre le niveau de l'éducation en ligne à celui de l'éducation traditionnelle. Les étudiants chinois ont appelé à abandonner les approches dominées par les adultes qui mettent l'accent sur la « protection et le contrôle » dans les environnements

numériques, au profit d'approches qui permettent aux adolescents d'améliorer leurs connaissances d'Internet grâce à l'éducation et à la préparation numériques.

Les participants veulent voir des **systèmes d'IA inclusifs** qui ne discriminent pas les minorités et les personnes handicapées (par exemple, par la reconnaissance faciale ou d'autres systèmes de vérification d'identité), et une suppression générale des barrières numériques qui empêchent l'égalité d'accès à la technologie.

COMMENT Y PARVENIR

Gouvernance numérique

Promouvoir le libre accès aux connaissances et aux technologies, tout en tenant compte des risques. En République de Corée, les participants ont appelé les gouvernements à réformer les droits de propriété intellectuelle dans les conventions de l'OMC, à améliorer le soutien gouvernemental à la R&D, à la libre circulation des ressources de R&D et à promouvoir l'égalité de traitement des institutions de recherche et des chercheurs étrangers.

En Mongolie, les participants ont demandé aux gouvernements de mettre en place un mécanisme de suivi et d'évaluation pour examiner régulièrement les développements de la technologie numérique, afin d'évaluer leur respect des critères minimums de durabilité environnementale et de respect des droits de l'homme. En Égypte, les participants ont exhorté les gouvernements à se mettre d'accord sur des politiques antitrust modernes pour lutter contre les monopoles dans le domaine du commerce électronique, des technologies de l'information et de l'intelligence artificielle.

Améliorer l'infrastructure des TIC

Garantir l'accès universel à l'internet et l'égalité d'accès à la technologie. Au Panama, les participants ont demandé au secrétaire général de plaider en faveur de l'universalisation de l'accès à l'internet comme moyen de combler le fossé numérique, et de l'investissement dans l'égalité d'accès aux équipements technologiques et à l'internet. Les participants des États-Unis ont invité les gouvernements nationaux et les Nations unies à **fournir un accès à une connectivité internet cohérente et abordable aux personnes en situation de vulnérabilité, par exemple les demandeurs d'asile et les personnes vivant dans des camps et des installations de réfugiés.**

En Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique subsaharienne et en Asie centrale et du Sud, les participants ont appelé les gouvernements nationaux à combler la fracture numérique par des investissements substantiels dans les infrastructures. Les participants de Mongolie et d'Inde ont exhorté les Nations unies, y compris la CNUCED, l'ONUDI et le CCI, à donner la priorité à l'introduction de nouvelles technologies dans les pays à faible et moyen revenu, à promouvoir un transfert de technologie efficace et à lancer des collaborations avec les gouvernements nationaux pour apporter l'internet aux régions éloignées.

Les participants du Tadjikistan ont demandé aux Nations unies de veiller à ce que l'application et le choix de technologies et de solutions numériques spécifiques soient adaptés aux besoins et aux contextes locaux, par exemple en s'associant à des programmes élaborés par des spécialistes locaux des TIC.

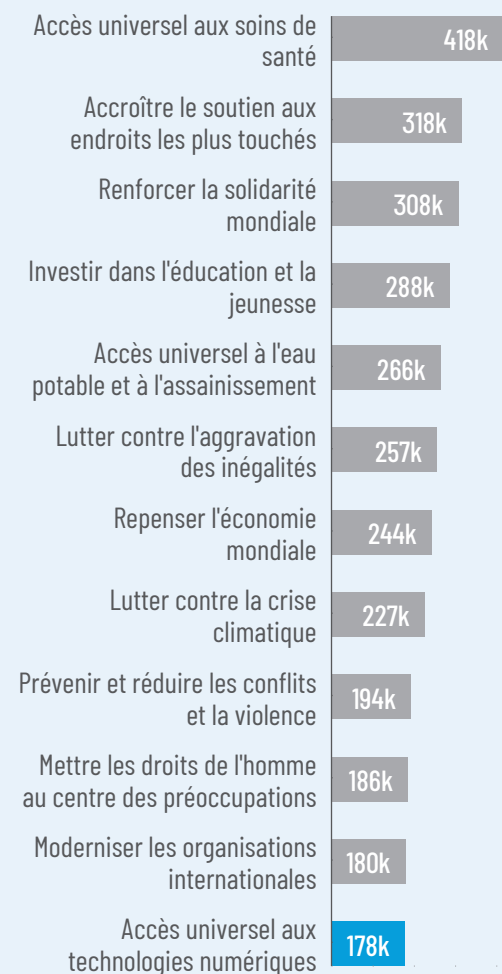
Technologie pour les GSD et avenir du travail

Favoriser la préparation et la culture numériques, en mettant l'accent sur une transition juste. Les participants du monde entier ont demandé aux gouvernements d'élaborer des programmes et des actions solides pour réduire la fracture numérique à laquelle sont confrontés les jeunes des pays à faibles et moyens revenus, notamment en améliorant l'accès à Internet, en facilitant l'achat de smartphones et de matériel informatique et en investissant dans le développement des compétences numériques.

Au Royaume-Uni, les participants ont exhorté les gouvernements à investir pour combler le fossé numérique auquel sont confrontées les générations plus âgées, à stimuler l'apprentissage par les pairs, à faire du mentorat inversé par les jeunes et à recycler les éducateurs et les fonctionnaires pour s'assurer que le potentiel des outils numériques est pleinement exploité. En République de Corée, les participants ont demandé aux gouvernements d'offrir des cours numériques adaptés aux différents besoins, en apportant une aide à ceux qui en ont besoin et en veillant à ce que les services disponibles en ligne restent également disponibles hors ligne pour ceux qui ne disposent pas d'une connexion Internet ou des compétences nécessaires.

Dans le cadre de la préparation d'une transition équitable de la main-d'œuvre, les participants à un certain nombre de dialogues ont invité les

Enquête de l'ONU75 sur les priorités immédiates pour se remettre de la pandémie : plus de 178 000 répondants ont donné la priorité à l'accès universel à la technologie numérique à court terme



Question de l'enquête UN75 : Quelles devraient être les priorités de la communauté internationale pour mieux se remettre de la pandémie ? Base : 1 133 501 (tous les répondants à partir du 22 avril, date à laquelle cette question a été ajoutée). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

gouvernements à **offrir des protections à ceux qui pourraient être les perdants de l'automatisation et du changement technologique**, notamment par des politiques actives du marché du travail et en facilitant les nouvelles opportunités économiques et la formation.

Assurer la protection des données personnelles :

- Des étudiants en Inde ont imploré les plateformes de médias sociaux de garantir la confidentialité des données personnelles des gens, en particulier des enfants et des jeunes. Les participants en Corée voulaient que les gouvernements se mettent d'accord sur des lois plus strictes en matière de protection de la vie privée et des cadres de responsabilité pour limiter l'utilisation et l'abus de ces données par les entreprises.
- En Egypte, les participants ont déclaré que les gouvernements doivent protéger la vie privée lorsqu'ils accèdent à des données et les utilisent à des fins de recherche et d'intérêt public.
- Les participants des États-Unis ont demandé des garanties et des pare-feu dans toutes les activités qui impliquent l'utilisation et la gestion des données personnelles des migrants et des réfugiés (par exemple, la politique de protection des données utilisée par l'Agence des Nations unies pour les réfugiés), ainsi que des lignes directrices solides pour évaluer les risques et les avantages de l'utilisation des nouvelles technologies pour les aider.
- Les participants de Chine ont noté que les Nations unies et les milieux d'affaires et industriels devraient s'entendre sur un engagement commun en faveur d'une expérience en ligne sûre et positive pour tous les enfants, comme l'illustre le partenariat UNICEF/Tencent 2017 sur le « Projet de protection des enfants en ligne ».

« Nous devons écouter les jeunes, qui sont un partenaire clé pour faire avancer l'Agenda 2030. Il est important à la fois d'élargir leur accès au meilleur de la technologie numérique, de les protéger contre les dangers en ligne et de leur donner les moyens de savoir comment se protéger ».

Bureau du coordinateur résident des Nations unies, Chine, dialogue avec les étudiants, 16-30 ans.

Aligner les technologies numériques sur les SDG et les droits de l'homme.

- Les participants des États-Unis ont demandé une version actualisée des SDG, afin d'inclure les questions émergentes telles que la cybersécurité et le cyberespionnage. Ils ont également invité les Nations unies à tirer parti de l'utilisation des technologies de l'information pour améliorer la réactivité, l'efficacité et la transparence des opérations de maintien de la paix de l'ONU, notamment en facilitant le retour d'informations sur les efforts de réponse et les données de crowdsourcing pour fournir des mécanismes d'alerte précoce.
- En Estonie, les participants ont demandé aux gouvernements de revoir les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme afin de les adapter à la transformation numérique.

ANALYSE DES MÉDIAS²

Dans le contexte de la pandémie, les technologies numériques ont attiré l'attention des médias dans toutes les régions, la cybercriminalité, la désinformation, les nouvelles technologies et l'accès aux TIC étant les plus souvent évoqués

Au cours de la période considérée, la couverture éditoriale a souvent été motivée par des discussions sur les défis sanitaires actuels et l'impact des technologies émergentes sur la pandémie COVID-19 en cours.

En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, les médias ont fait état du rôle que la technologie a joué pour aider les pays à améliorer leur situation dans des secteurs tels que la santé et l'éducation.

La couverture de la technologie numérique était particulièrement positive en Afrique subsaharienne, bien que le manque d'accès aux TIC et la cybercriminalité y occupent une place importante.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, la couverture médiatique est plus négative, la désinformation, les « fausses nouvelles » et les inégalités dues au manque d'accès aux technologies étant des thèmes forts.

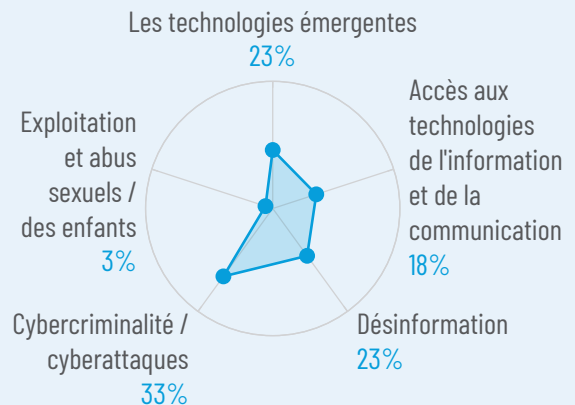
En Europe et en Asie, les médias se sont concentrés sur l'accès à l'information, soulignant l'importance de l'accès à la technologie et aux TIC pour l'apprentissage et le travail à distance.

Dans les pays à faible développement humain, les médias ont évoqué l'accès très inégal aux technologies, souvent limité par des ressources financières moindres. Ils ont fait état de la situation critique de segments entiers de populations isolés pendant la pandémie et incapables de travailler ou d'étudier.

La désinformation, notamment en ce qui concerne COVID-19, entraîne une visibilité négative dans les médias de toutes les régions, et en particulier en Europe et aux États-Unis.

Les cyber-attaques et les abus sexuels en ligne ont été discutés dans toutes les régions. On a enregistré

La cybercriminalité, les nouvelles technologies, la désinformation et l'accès aux TIC sont les sujets les plus traités dans la couverture médiatique des technologies numériques



Asie et Australie
1. Cybercriminalité / cyberattaques
2. Les technologies émergentes

Europe et Asie centrale
1. Cybercriminalité / cyberattaques
2. Désinformation

Amérique latine et Caraïbes
1. Désinformation
2. Accès aux TIC

Moyen-Orient et Afrique du Nord
1. Les technologies émergentes
2. Accès aux TIC

Amérique du Nord
1. Désinformation
2. Cybercriminalité / cyberattaques

L'Afrique subsaharienne
1. Cybercriminalité / cyberattaques
2. Accès aux TIC

Source : Edelman Intelligence Discovery+ | Toutes les langues | Revue de presse dans 70 pays | Plage de dates : Mai 2019 - Mai 2020.

une forte augmentation des rapports d'attaques de phishing, de malspams et de demandes de rançon lors de COVID-19.

Les aspects géopolitiques de la technologie dans les médias font l'objet de discussions en Chine, en Russie, aux États-Unis et dans certains pays d'Europe et d'Asie.

Les pays où l'ONU est le plus mentionnée en matière de technologie sont l'Afghanistan, l'Angola et les Pays-Bas, mais elle était largement absente des reportages des médias sur les technologies numériques.

2. Edelman Intelligence a analysé le paysage médiatique mondial afin de mieux comprendre comment les mégatendances sont couvertes, y compris le rôle perçu de la coopération internationale et des Nations unies. Ils ont analysé la presse écrite, la radiodiffusion et les médias en ligne, y compris les médias sociaux, dans 70 pays, couvrant la période de mai 2019 à mai 2020. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

APERÇU DE LA RECHERCHE³

Publications universitaires

- Cihon, P. & Maas, M. 2020 "[Fragmentation and the Future: Investigating Architectures for International AI Governance](#)" Global Policy.
- Ma, S. & Wen, G. 2020 "[数字经济时代的全球经济治理:影响解构、特征刻画与取向选择](#)" Reform.
- Nagelhus Schia, N. 2018 "[The cyber frontier and digital pitfalls in the Global South](#)" Third World Quarterly.
- Pan, X. 2020 "[国际数字经济竞争新态势与中国的应对](#)" Research on International Issues.
- Pollitzer, E. 2018 "[Creating a better future: Four scenarios for how digital technologies could change the world](#)" Journal of International Affairs.
- Risse, M. 2019 "[Human Rights and Artificial Intelligence: An Urgently Needed Agenda](#)" Human Rights Quarterly.
- Snower, D., Twomey, P. & Farrell, M. 2020 "[Revisiting digital governance](#)" Social Macroeconomics Working Paper Series [University of Oxford].
- Vila Seoane, M. 2018 "[Digitalización, automatización y empresas transnacionales de seguridad privada en áreas con capacidad estatal limitada](#)" Revista de Relaciones Internacionales, Estrategia y Seguridad.
- Broadband Commission for Sustainable Development 2020 [Global Goal of Universal Connectivity Manifesto](#).
- Center for China and Globalization 2019 [中国如何把握国内外的数字贸易机会](#).
- De Bastion, G. & Mukku, S. 2020 [Data and the Global South: Key Issues for Inclusive Digital Development](#), Heinrich-Böll-Stiftung.
- Digital Future Society 2019 [Measuring the margins: Improving global digital inclusion metrics](#).
- Global Commission on Internet Governance 2016 [One Internet](#).
- Global Commission on the Stability of Cyberspace 2019 [Advancing Cyberstability](#).
- G20 Saudi Arabia 2020 [G20 Digital Economy Ministers Meeting: Ministerial Declaration](#).
- Hernandez, K. & Roberts, T. 2018 [Leaving No One Behind in a Digital World](#), Institute of Development Studies.
- International Telecommunications Union 2020 [Connecting Humanity](#).
- Pathways for Prosperity Commission on Technology and Inclusive Development 2020 [The Digital Roadmap: How Developing Countries Can Get Ahead](#).
- The World in 2050 (ed) 2019 [The Digital Revolution and Sustainable Development: Opportunities and Challenges](#).
- UN 2020 [Roadmap for digital cooperation: implementation of the recommendations of the High-level Panel on Digital Cooperation: Report of the Secretary-General](#).
- UN Human Rights Council 2019 [New and emerging digital technologies and human rights](#) [A/HRC/RES/41/11].

Recherche et rapports sur les politiques

- African Union 2020 [The Digital Transformation Strategy for Africa \(2020-2030\)](#).
- Azmeh, S. & Foster, C. 2018 [Bridging the digital divide and supporting increased digital trade: Scoping study](#), South African Institute for International Affairs.

3. Cet aperçu de la recherche comprend une sélection des publications les plus citées dans le cadre de la cartographie générale de la recherche universitaire et politique de l'ONU75 axée sur le multilatéralisme, les Nations unies et les domaines de travail de l'ONU, couvrant les six langues officielles de l'ONU. La cartographie de la recherche a été réalisée en collaboration avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

- UN Secretary-General's High-level Panel on Digital Cooperation 2019 [The Age of Digital Interdependence](#).
- UN Secretary-General's Task Force on Digital Financing of the Sustainable Development Goals 2020 [People's Money: Harnessing Digitalization to Finance a Sustainable Future](#).
- World Leadership Alliance - Club de Madrid 2020 Digital Cooperation and a Better Global Future .
- World Wide Web Foundation 2020 [Women's Rights Online](#).

Commentaires et articles d'opinion

- Bachelet, M. 2019 "[Human rights in the digital age](#)", Office of the UN High Commissioner for Human Rights.
- Buchser, M. & Mandal, R. 2020 "[Can the UN Roadmap on Digital Cooperation Improve our Digital Future?](#)" Chatham House.
- Filer, T. & Weiss, A. 2020 "[Digital multilaterals are the future of international cooperation](#)" Brookings TechStream.
- Girard, M. 2019 "[Global Standards for Digital Cooperation](#)" Centre for International Governance Innovation.

- Gupta, S. 2019 "[How digitalization is supporting sustainable development](#)" GlobalDev.
- Kleinwächter, W. 2020 "[UN Secretary General's Roadmap on Digital Cooperation: Creative Navigating in Stormy Cyberwaters](#)" CircleID.
- Kurbalija, J. 2020 "[Digital Roadmap: The realistic acceleration of digital cooperation](#)" DiploFoundation.
- Leuthard, D. 2018 "[It's time to strengthen global digital cooperation](#)" World Economic Forum.
- Njoroge, P. & Pazarbasioglu, C. 2020 "[Bridging the Digital Divide to Scale Up COVID-19 Recovery](#)" IMFBlog.
- Venis, J. 2020 "[Digital transformation and human rights](#)" International Bar Association.
- Zolli, A. 2020 "[Humanity and AI: Cooperation, Conflict, Co-Evolution](#)" Rockefeller Foundation.

Ressources de données et outils

- [Geneva Digital Atlas](#)
- International Telecommunications Union 2020 [Digital Skills Insights](#).



NOUS ALLONS MODERNISER L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

« Le monde d'aujourd'hui est très différent de ce qu'il était lorsque les Nations unies ont été créées il y a 75 ans. Il y a plus de pays, plus de personnes, plus de défis mais plus de solutions. Nos méthodes de travail doivent suivre le rythme et s'adapter. Nous soutenons les réformes en cours du Secrétaire général. Elles créent une organisation plus agile, plus efficace et plus responsable qui peut mieux fonctionner sur le terrain et s'adapter aux défis mondiaux. Nous réitérons notre appel à la réforme de trois des principaux organes des Nations Unies. Nous nous engageons à insuffler une nouvelle vie aux discussions sur la réforme du Conseil de sécurité et à poursuivre les travaux visant à revitaliser l'Assemblée générale et à renforcer le Conseil économique et social. La révision de l'architecture de la consolidation de la paix a notre plein appui ».

Assemblée générale des Nations unies, « [Déclaration UN75](#) », septembre 2020, A/RES/75/1.

« Reconnaissant que la Charte des Nations unies a 75 ans, nous avons discuté de la nécessité de nouvelles structures pour assurer la poursuite des progrès. Même si le rôle de l'ONU dans la garantie de la paix a pu s'accroître, il reste beaucoup à faire, en particulier les questions qui dépendent de la collaboration entre les États ».

Dialogues organisés par l'UNA-USA, San Francisco, avec des personnes d'âges, de professions et de sexes différents.

DONNÉES SUR CET ENGAGEMENT

Les dialogues de l'ONU75



Enquête UN75



Aperçu de la recherche



Nous organisons les données pertinentes de l'ONU75 recueillies tout au long de l'année 2020 en fonction des [12 engagements de la Déclaration de l'ONU75](#). Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

DES DIALOGUES UN75¹

OU NOUS SOMMES MAINTENANT

De nombreux participants, en particulier ceux des pays à faible et moyen développement humain, ont souligné les opportunités limitées et parfois de plus en plus réduites d'inclusion de la société civile (en particulier pour les femmes et les groupes minoritaires) et d'autres parties prenantes dans les processus décisionnels et de consultation de l'ONU.

Les participants ont demandé que le Conseil de sécurité soit plus représentatif, en particulier avec une représentation accrue du continent africain. Discutant de l'équilibre actuel des pouvoirs inégal au Conseil de sécurité, avec cinq membres permanents jouissant du droit de veto, les participants ont mis en doute l'impartialité de l'ONU. D'autres ont rappelé l'effondrement de la Société des Nations et la nécessité de veiller à ce que les grandes puissances restent à la table pour éviter des guerres interétatiques à grande échelle. Ces derniers participants se sont davantage concentrés sur la nécessité d'une représentation géographique et régionale accrue au Conseil de sécurité.

Les participants ont noté qu'il était difficile d'accéder aux informations pour les aider à comprendre pleinement l'ONU et son travail. Ils ont appelé à une plus grande communication, la transparence et une IMPUTABILITÉ à travers la Organization, y compris sur l'information financière.

« Les Nations unies et d'autres agences de développement mènent mal l'engagement communautaire. Parfois, elles sont extractives et ne fournissent aux communautés aucune démonstration de l'endroit où l'information est passée »

Ernest Gibson, Fidji, 16-30 ans, professions mixtes, principalement des femmes.

Beaucoup étaient préoccupés par le manque de mise en œuvre des accords internationaux au niveau des pays, en particulier pour le développement et les conflits. Ils ont également souligné l'insuffisance de suivi et d'évaluation des programmes des Nations Unies. Beaucoup ont affirmé que l'organisation souvent ne parvient pas à effectivement maintenir la paix.

« Tout le système s'effondre si les recommandations données par l'ONU sont ignorées et méconnues et, par conséquent, la méfiance du public devient un problème. L'escalade d'un conflit n'a pas besoin de se produire pour que des mesures appropriées soient prises ».

Dialogue organisé par le Bureau des Nations unies à Bakou, Azerbaïdjan, 31-45 ans, cadres et professionnels, mixte.

Un certain nombre de participants de pays à revenu faible ou intermédiaire ont exprimé des inquiétudes concernant un engagement parfois insuffisant de la communauté dans le travail de mise en œuvre de l'ONU, ce qui a été perçu comme susceptible d'entraver le soutien des parties prenantes locales et de saper l'efficacité. Certains participants craignaient que la mise en œuvre des projets ne respecte parfois les cultures, les pratiques et la vision du monde locales.

« [...] à moins que nous, au niveau local, ne nous engagions dans le système et ne fassions progresser nos droits par des actions, ces objectifs restent simplement sur le papier ».

Confederation of Young Leaders, Inde, 16-30 ans, étudiants, mixte.

1. Ce rapport contient un résumé de l'analyse de 1 141 résumés de dialogue de l'ONU75 reçus de 94 pays entre le 2 janvier et le 7 novembre 2020. Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

OÙ NOUS VOULONS ÊTRE

Les participants attendaient avec impatience une ONU qui impliquerait davantage les parties prenantes minoritaires dans les processus politiques.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie centrale et méridionale et en Asie de l'Est et du Sud-Est, de nombreux participants ont appelé à une plus grande participation des communautés autochtones, des femmes, des personnes handicapées, des migrants, des réfugiés et des jeunes dans l'ensemble des travaux de l'Organisation.

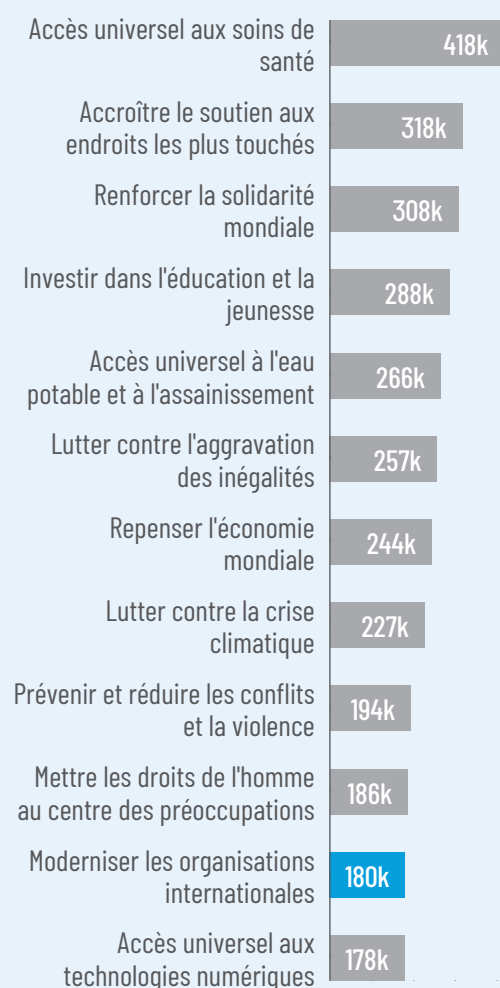
Les participants du monde entier ont souhaité un Conseil de sécurité plus représentatif et plus équilibré, qui représente mieux les vues de tous les États Membres et qui développe un équilibre plus fort entre toutes les nations.

Les participants voulaient voir une organisation plus proactive, impartiale et influente. Ils ont appelé les Nations Unies à être plus fortes pour tenir les États membres responsables des violations du droit international et des normes qu'ils ont accepté de respecter.

Les participants ont souligné la valeur de partenariats locaux solides pour la mise en œuvre et pour passer d'une vision axée sur le gouvernement à une vision axée sur les personnes et la communauté. Ils ont exhorté l'ONU à donner la priorité aux préoccupations et aux besoins des communautés et à se concentrer sur des solutions localisées. Ils ont envisagé un avenir où l'ONU réduirait sa dépendance vis-à-vis des gouvernements nationaux et étendrait les partenariats avec les organisations locales de la société civile et les groupes communautaires pour promouvoir une mise en œuvre plus efficace.

Les participants de toutes les régions souhaiteraient voir une plus grande transparence et responsabilité, avec de nouvelles réformes des processus internes, y compris les procédures de plainte de l'ONU et la protection des lanceurs d'alerte, la protection du personnel et des mandants contre les abus, y compris le harcèlement sexuel, les abus et l'exploitation, entre autres formes d'abus.

UN75 Enquête sur les priorités immédiates pour se remettre de la pandémie : Plus de 180 000 répondants ont choisi de moderniser les organisations internationales à court terme



Question de l'enquête UN75 : Que devrait faire la Commission internationale la communauté a-t-elle des priorités pour mieux se remettre de la pandémie ?
Base : 1 133 501 (tous les répondants à partir du 22 avril, date à laquelle cette question a été ajoutée). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

Bien qu'ils considèrent la Charte des Nations Unies comme le fondement de la paix mondiale et du multilatéralisme, de nombreux participants aimeraient **voir la Charte des Nations Unies révisée pour supprimer les dispositions**

épuisées et introduire des dispositions faisant référence aux nouveaux problèmes auxquels la communauté internationale est confrontée aujourd'hui, tels que le changement climatique, technologies et guerre moderne.

COMMENT NOUS POUVONS Y ARRIVER

Les participants ont formulé de nombreuses suggestions pour aider à créer l'ONU qu'ils veulent, allant de l'amélioration de la direction morale de l'ONU, des mesures concrètes pour réformer le Conseil de sécurité, d'autres réformes institutionnelles.

Leadership moral de l'ONU

Sur la défense du multilatéralisme et éviter la politisation de l'ONU. De nombreux participants ont appelé le Secrétaire général des Nations Unies à plaider davantage en faveur du multilatéralisme et à appeler les pays à respecter leurs obligations internationales et leurs engagements au titre du Programme 2030. Ils ont également exhorté le Secrétaire général à défendre l'impartialité de l'ONU, à accroître son autonomie et à atténuer les effets négatifs des tensions et des désaccords entre les pays puissants et du retrait du financement par certains États membres.

En donnant l'exemple. Les participants ont exhorté le Secrétaire général à veiller à ce que la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies améliore ses rapports sur les impacts environnementaux, sociaux et de gouvernance et accélère ses efforts pour se désengager des combustibles fossiles. Les participants à plusieurs dialogues ont encouragé le Secrétariat des Nations Unies et le Secrétaire général à introduire une rémunération équitable pour tous les stagiaires des Nations Unies. Les participants aux États-Unis et l'Afrique subsaharienne ont suggéré que l'ONU entreprenne un effort des Nations Unies à l'échelle pour examiner tous les processus internes et les documents constitutifs de veiller à ce qu'ils ne

idéologies perpétuent pas sur la hiérarchie raciale, la stigmatisation de la pauvreté et la discrimination entre les sexes.

Réforme du Conseil de sécurité de l'ONU

Sur l'augmentation de la représentation au Conseil de sécurité des Nations Unies. Les participants de partout dans le monde, et en particulier ceux de l'Afrique subsaharienne et de l'Est et de l'Asie du Sud-Est, envie d les gouvernements à élargir la représentation du Conseil de sécurité, en particulier du continent africain. Les étudiants de Suisse suggèrent d'attribuer le statut de membre permanent aux continents, plutôt que dans les pays, avec certains États membres de chaque région en rotation dans la tenue des sièges permanents et le « pouvoir de veto » connexes. Ils ont également proposé que les gouvernements touchés par un problème spécifique en cours de discussion au Conseil de Sécurité de l'ONU (par exemple, en raison d'être parties dans un conflit) soit récusé lors du vote.

« Le CSNU doit permettre une représentation plus inclusive et plus équitable des nations africaines ; non représentées au niveau des membres permanents du Conseil de sécurité et sous-représentées dans la catégorie des membres non permanents du Conseil de sécurité ».

Dialogue organisé par le Centre d'information des Nations unies de Bujumbura, Burundi, 31-45 ans, professions et sexes mixtes

Certains participants ont rêvé d'un organe plus représentatif pour remplacer le Conseil de sécurité des Nations Unies, comme une assemblée parlementaire mondiale ouverte à la participation de tous les États membres.

« La légitimité de l'ONU repose en grande partie sur la représentation et, par conséquent, le Conseil de sécurité devrait être élargi, l'utilisation du veto devrait être interdite et la proportion et la formation des membres permanents devraient être ajustées ».

Kexin Yu, Chine, 16-30 ans, étudiants, mixte.

Sur la modification des règles de la Charte des Nations Unies sur le droit de veto.

Les participants en Afghanistan ont proposé d'accorder à davantage de pays un droit de veto en vertu de l'article 27 de la Charte des Nations Unies. En Slovénie, les participants ont suggéré de modifier les règles de veto pour exiger un minimum de deux vetos de la part des membres permanents du Conseil de sécurité, pour bloquer les résolutions de fond, plutôt qu'une. Les participants à plusieurs dialogues du monde entier, et en particulier les jeunes participants, ont suggéré que le cinq au pouvoir des membres permanents soit complètement aboli afin que tous les membres du Conseil de sécurité ont des droits de vote égaux.

D'autres ont réfléchi à l'effondrement de la Société des Nations lorsque les grandes puissances ont commencé à se retirer, et ont discuté de la nécessité de maintenir certaines incitations pour que les plus grandes puissances restent attachées à l'ONU (comme le droit de veto des membres permanents du Conseil de sécurité). Ces derniers participants se sont concentrés sur la question de savoir qui devrait jouir du droit d'exercer le droit de veto dans un Conseil de sécurité élargi et plus représentatif, et si deux vetos devraient être requis pour bloquer les résolutions plutôt qu'un seul.

En Inde, les participants ont suggéré de remplacer le veto par un vote pondéré, réparti en fonction de la population d'un pays. D'autres participants à un dialogue en ligne ont proposé un examen des domaines pour lesquels le droit de veto peut être utilisé.

Sur la révision des interventions de maintien et de consolidation de la paix

Les dialogues dans les pays développés et en développement ont demandé aux gouvernements et au Secrétaire général de l'ONU d'**améliorer les interventions de maintien de la paix, en particulier en réexaminant le rôle des soldats de la paix**. Des étudiants du Royaume-Uni ont affirmé l'importance de :

« prévenir et réparer les crimes commis par les soldats de la paix »

Modèle ONU LondonMet, Royaume-Uni, 16-30 ans, étudiants.

Les participants au Canada ont souligné l'importance du développement plus efficaces et transparentes vetting programmes lors de la sélection des Nations Unies Forces de maintien de la paix.

« La paix, c'est construire des ponts, la communication et l'intégration qui ne peuvent être mis en pratique si tout le monde n'est pas inclus dans la conversation ».

Sillamäe Society for Child Welfare, Peace Child International et We Love Sousse, Estonie, âges, professions, sexes mixtes.

Pour plus de recommandations issues des dialogues de l'ONU75 sur la manière dont l'ONU peut se mettre à niveau pour mieux promouvoir la paix et prévenir les conflits, voir l'Engagement trois, « Promouvoir la paix et prévenir les conflits ».

Autres réformes institutionnelles

Sur la mise à jour de la Charte des Nations Unies.

Des participants du monde entier ont exhorté les gouvernements à mettre à jour la Charte des Nations Unies pour inclure la résolution des nouveaux défis mondiaux, en particulier le changement climatique et d'autres problèmes environnementaux. Les participants au Royaume-Uni ont demandé aux gouvernements de reconsidérer les «dispositions épuisées» de la Charte des Nations Unies, par exemple en supprimant le Conseil de tutelle.

Sur le rôle des négociations intergouvernementales sur une nouvelle structure des Nations Unies.

Italie, les participants ont encouragé les gouvernements à convoquer une conférence intergouvernementale mondiale pour reformuler les aspects et mécanismes clés de la gouvernance mondiale et de la collaboration, à la lumière des développements géopolitiques, économiques et technologiques des 75 dernières années. Les participants de plusieurs dialogues en Afrique sub-saharienne et en Asie de l'Est et du Sud-Est ont suggéré aux gouvernements de développer un modèle de gouvernance dans lequel les régions, plutôt que les pays, constituent l'unité de base de la prise de décision à l'ONU.

Sur le renforcement des institutions existantes et en créer de nouvelles. En Italie, les participants ont appelé les gouvernements à démocratiser l'ONU par des réformes qui ne nécessitent pas d'amendements à la Charte des Nations Unies, notamment: (a) la création d'une assemblée parlementaire des Nations Unies en tant qu'organe subsidiaire de l'Assemblée générale en vertu de l'article 22 de la Charte; et (b) présenter une «initiative de proposition citoyenne» à l'Assemblée générale des Nations Unies ou à un autre outil de consultation permanent.

De nombreux participants ont également discuté de la nécessité de renforcer les agences, organes et bureaux spécialisés des Nations Unies existants ou d'en créer de nouveaux. En Chine, les participants ont appelé les gouvernements à

renforcer le statut et les ressources du programme des Nations unies pour l'environnement, par exemple en la transformant en une agence spécialisée de l'ONU. En Afghanistan, les participants ont exhorté les gouvernements et le Secrétariat des Nations Unies à renforcer la capacité de l'ONU à surveiller les inégalités mondiales, en créant un organe spécialisé chargé d'explorer la dynamique de la croissance inégale et de l'accumulation extrême de richesses et en recommandant des changements à l'Assemblée générale.

De nombreux participants à travers le monde ont appelé le Secrétaire général à créer un processus officiel de suivi des résultats de l'initiative UN75 et à mettre en œuvre ses recommandations.

Réforme de la gestion et du leadership

Sur la réforme des pratiques d'embauche. Outre leurs appels au Secrétaire général pour qu'il introduise une rémunération équitable pour les stagiaires, de nombreux participants ont exhorté les Nations Unies à mettre en place des pratiques de recrutement plus inclusives et efficaces :

- La réalisation d'une analyse complète de ses processus d'embauche et l'identification des impacts négatifs sur palier supérieur et intermédiaire niveau de gestion de la diversité et de l'inclusion.
- Fixer des objectifs de représentation proportionnelle aux niveaux supérieur et intermédiaire des personnes des pays en développement.
- Recruter davantage d'experts indépendants des pays hôtes et des organisations de la société civile.
- Donner la priorité aux connaissances locales sur les problèmes, en plus des compétences formelles, y compris offrir plus d'opportunités aux membres de communautés défavorisées qui peuvent ne pas provenir de milieux éducatifs ou professionnels qui alimentent traditionnellement le système des Nations Unies, mais qui ont des connaissances spécifiques sur et la proximité aux problèmes locaux et aux solutions.

« L'élitisme dans les pratiques d'embauche peut créer des chambres d'écho et renforcer les mentalités dans l'élaboration des politiques qui considèrent les personnes que nous servons comme des victimes qui doivent être aidées, plutôt que comme des partenaires pour le développement durable avec des idées et des contributions précieuses ».

Dialogue organisé par les Volontaires des Nations unies, initiative UN75, Bureau du président de la 74e Assemblée générale, I Am Your Protector et Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, États-Unis, 31-45 ans, professions et sexes mixtes.

Sur l'augmentation de la transparence et de la responsabilité dans les opérations des Nations Unies.

Les participants en Chine ont proposé d'introduire des objectifs et des critères stricts pour évaluer la transparence des opérations de gestion, en sollicitant les contributions des États membres, d'autres organisations internationales et de la société civile.

Pour renforcer la transparence et la responsabilité des dons, y compris ceux de la société civile, des fondations et des entreprises, les participants ont appelé à des rapports plus transparents, à suivre l'allocation de fonds spécifiques et à les relier / évaluer à des projets et résultats spécifiques. D'autres propositions comprenaient l'amélioration de la transparence des budgets et des opérations de l'ONU, notamment par la divulgation et la publication de rapports pertinents.

Les participants ont également suggéré que les gouvernements pourraient s'engager à verser des fonds externes de contrepartie, afin d'assurer un financement public continu de l'organisation. Voir l'engagement huit, « Assurer le financement durable de l'Organisation », pour d'autres propositions sur le financement des Nations Unies dans le cadre des dialogues de l'ONU75.

Meilleure compréhension du travail de l'ONU

Sur l'amélioration des efforts de communication et de relations publiques de l'organisation.

De nombreux participants du monde entier ont appelé les acteurs du système des Nations Unies à améliorer et renforcer leurs efforts de communication et de sensibilisation du public afin que les citoyens du monde entier soient plus conscients de la mission, des objectifs, des projets, des programmes et des opérations de l'ONU. Comme le soulignent les engagements 6, « Nous allons instaurer un climat de confiance », et 10, « Nous favoriserons les partenariats », les participants ont appelé à des partenariats plus solides avec les secteurs de la culture et des arts et à une meilleure communication sur la manière dont les projets financés par les Nations unies conduisent à des changements concrets.

Un système des Nations Unies inclusif et participatif

Sur la participation des citoyens et des communautés locales aux processus politiques.

Les participants de toutes les régions ont appelé les acteurs du système des Nations Unies à améliorer la participation des citoyens, des communautés locales et de toutes les parties prenantes aux processus des Nations Unies, depuis les processus de négociation et de prise de décision, jusqu'à l'élaboration des politiques, la mise en œuvre des programmes et le suivi et l'évaluation des programmes et projets (également voir engagement 10, « Nous favoriserons les partenariats »).

Des élèves du Chili ont souligné l'importance de :

« démocratiser les organisations internationales pour obtenir des résultats meilleurs et plus légitimes ».

Programme des ambassadeurs de l'Agenda 2030 : Red Kimlu, région de l'Araucanía, Chili, âge mixte, étudiants.

Les participants à plusieurs dialogues tenus en Bolivie, en Inde, en Turquie et aux États-Unis ont également souligné la nécessité d'une approche décentralisée de la prise de décision, impliquant les communautés locales, la société civile, les ONG et d'autres parties prenantes dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, afin d'assurer le développement des solutions sur mesure pour différentes réalités locales.

« Nous soutenons fermement un modèle plus démocratique de gouvernance mondiale, qui donne aux individus, sous la forme agrégée de la société civile, les moyens de s'exprimer de manière significative sur les questions qui touchent à leur existence. Ils pourraient le faire en participant aux négociations, en dialoguant (ou en étant représentés) au sein des institutions mondiales. En définitive, faire partie d'une nouvelle vision "omni-latérale" des relations internationales. Un tel modèle permettrait de mieux poursuivre l'objectif de réduction des inégalités et de favoriser l'intégration et l'égalité des sexes ».

Susanna Cafaro et l'équipe de recherche sur la démocratie supranationale de l'université du Salento, en Italie, avec des âges, des professions et des sexes mixtes.

À Tuvalu, les participants ont souligné la nécessité de promouvoir l'inclusion des petits États insulaires en développement dans les processus de formulation des politiques des Nations Unies. Les participants à plusieurs dialogues ont souligné la nécessité d'impliquer davantage les organisations régionales dans les processus de prise de décision, d'élaboration des politiques et de mise en œuvre de l'ONU.

Les participants ont décrit les plates-formes en ligne et les dialogues en cours comme des

outils utiles pour améliorer la participation des citoyens. Aux États-Unis, les participants ont proposé de créer une «Assemblée parlementaire», proportionnellement représentative de la diversité de l'humanité, pour servir d'organe de conseil des citoyens à l'Assemblée générale. De même, les étudiants ont proposé l'amélioration de la représentation des citoyens et des jeunes par la mise en place d'un «Global People» du Parlement de », à savoir une assemblée parlementaire consultative directement élue par le peuple, qui permettra de faire entendre la voix de toutes les personnes.

Sur l'amélioration de la participation des femmes, des groupes autochtones et d'autres minorités De nombreux dialogues ont souligné la nécessité d'une plus grande inclusion des groupes autochtones, des minorités, des femmes, des jeunes et des personnes handicapées dans les processus des Nations Unies. Pour renforcer l'inclusion des groupes autochtones, les participants ont proposé d'établir un statut d'observateur officiel pour les peuples autochtones à l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi que d'augmenter leur représentation aux réunions des Nations Unies, et une résolution qui garantira que leurs voix seront entendues dans la prise de décision. Au Cameroun, les participants ont demandé plus d'attention à l'inclusion des personnes handicapées.

« Les jeunes/la prochaine génération doivent disposer d'espaces désignés pour exister et participer à la gestion des urgences et des problèmes existants et/ou à venir. La paix consiste à construire des ponts, la communication et l'intégration qui ne peuvent être mis en pratique si tout le monde n'est pas inclus dans la conversation ».

Sillamäe Society for Child Welfare - Peace Child International - We Love Sousse, Estonie, des âges, des professions et des sexes mixtes.

Les participants ont souligné la nécessité de promouvoir l'égalité des sexes et l'inclusion des femmes dans la prise de décision à l'ONU. Les participantes ont proposé de tirer parti du COVID-19 pour permettre des modalités de travail plus éloignées et flexibles, ainsi que des congés de maternité et de paternité plus longs. Ils ont également recommandé des panels d'entretien équilibrés entre les sexes, des évaluations de la performance en matière de genre et des programmes de formation pour prévenir et reconnaître les agressions et abus sexuels.

« Les participants souhaitent voir une Organisation des Nations Unies qui pourrait soutenir les jeunes et le personnel de niveau intermédiaire, en particulier les femmes, sur un chemin de carrière à l'ONU qui soit stimulant, épanouissant et viable. [...] Ils veulent des conditions de travail plus souples pour atteindre l'égalité des sexes, des services de garde d'enfants sur place, un congé de maternité et de paternité plus long. [...] Malgré d'excellents progrès en matière de parité des sexes aux niveaux supérieurs de l'organisation, celle-ci n'a pas eu de retombées ».

Young UN, en ligne, 31-45 ans, cadres et professionnels, en majorité des femmes.

Voir les engagements cinq, neuf et onze pour plus de recommandations sur le placement des femmes et des filles au centre, le renforcement des partenariats et l'écoute et le travail avec les jeunes, respectivement.

Améliorer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation

Impliquer les communautés locales, la société civile, les organisations non gouvernementales et d'autres parties prenantes pour renforcer la mise en œuvre. De nombreux participants, en particulier de Fidji, de Géorgie, de Mongolie et des États-Unis, ont encouragé l'ONU à travailler en coopération plus étroite avec les acteurs locaux et les communautés vulnérables pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets.

Des étudiants aux États-Unis ont proposé que l'OIM, le HCR, ONU Femmes et l'ONU DC créent un « Comité consultatif conjoint des survivants migrants / réfugiés », dans le but d'inclure les migrants, les réfugiés et les survivants de la traite des êtres humains et les organisations de la société civile associées dans la rédaction et la mise en œuvre des politiques.

« Inclure un large éventail d'acteurs locaux dans les processus de formulation des politiques et mettre l'accent sur l'écoute des besoins de la communauté et sur l'utilisation prioritaire de solutions localisées. Accroître la participation des acteurs et des dirigeants locaux aux efforts des Nations unies par le biais de partenariats multipartites inclusifs permettra d'accroître l'appropriation locale des programmes de développement, en augmentant les efforts de mise en œuvre ».

ONU75, Volontaires des Nations Unies, Bureau du Président de la 74e Assemblée générale, Je suis votre protecteur et Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, États-Unis d'Amérique, 31-45 ans, professions et sexes mixtes.

En Mongolie, les participants ont recommandé que la performance des initiatives des Nations Unies soit évaluée par des institutions indépendantes. Aux Fidji, les participants ont proposé d'améliorer les processus d'évaluation pour inclure une évaluation de l'engagement communautaire. Les étudiants au Liban ont demandé une plus grande surveillance o f projets de santé des Nations Unies mis en œuvre au niveau des pays, pour éviter la corruption et la mauvaise gestion.

Sur la supervision et la promotion de la mise en œuvre des accords internationaux

Les participants à de nombreux dialogues ont exhorté le Secrétaire général des Nations Unies à tenir les États membres responsables de la mise en œuvre des accords internationaux aux niveaux sous-national et local.

De nombreux participants ont souligné la nécessité d'élaborer un plan d'action pour la mise en œuvre des résultats de l'initiative UN75.

« Les politiques, conventions et traités de l'ONU sont bien formulés au niveau supérieur mais leur mise en œuvre fait défaut au niveau local ou infranational [...] Par conséquent, l'ONU doit accorder plus d'attention à l'application et à la mise en œuvre à ces niveaux infranationaux ».

Dialogue organisé par ONU Mongolie, Bureau du coordinateur résident, 16-30 ans, avec des organisations soutenant et protégeant les droits des jeunes et des enfants, mixtes.

APERÇU DE LA RECHERCHE²

Publications universitaires

- Biersteker, T. 2020 [Kofi Annan's Legacy of UN Reform](#). Caribbean Journal of International Relations.
- Browne, S. 2019 [UN Reform: 75 years of Challenge and Change](#).
- Donini, A. 2020 « [Crashing Waves and Rising Tides: The Case for UN 2.0](#) » Global Governance.
- Harrington, J. 2017 « [The Working Methods of the UN Security Council: Maintaining the Implementation of Change](#) » International & Comparative Law Quarterly.
- Jeangène Vilmer, J. 2018 « [The Responsibility Not to Veto: A Genealogy](#) » Global Governance.
- Malone, D. & Day, A. 2020 « [Taking Measure of the UN's Legacy at Seventy-Five](#) » Ethics & International Affairs.
- Mao, R. 2020 « [古特雷斯联合国改革议程与中国建设性角](#) » Global Review.
- Mustafa, S. 2019 « [ظل تزايد الازمات الدولية](#) » Academic Journal of Nawroz University.
- Nadin, P. 2018 [UN Security Council Reform](#).
- Nolan, A., Freedman, R. & Murphy, T. (eds) 2017 [The UN Special Procedures System](#).

2. Cet aperçu de la recherche comprend une sélection des publications les plus citées dans le cadre de la cartographie générale de la recherche universitaire et politique de l'ONU75 axée sur le multilatéralisme, les Nations unies et les domaines de travail de l'ONU, couvrant les six langues officielles de l'ONU. La cartographie de la recherche a été réalisée en collaboration avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

- Williams, P. 2020 « [The Security Council's peacekeeping trilemma](#) » International Affairs.
- Winther, B. 2020 « [A Review of the Academic Debate about UN Security Council Reform](#) » Chinese Journal of Global Governance.

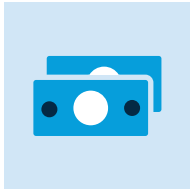
Recherche et rapports sur les politiques

- Beishem, M. 2018 [UN Reforms for the 2030 Agenda: Are the HLPF's Working Methods and Practices « Fit for Purpose »?](#), German Institute for International and Security Affairs.
- Bertini, C. 2019 [Leading Change in UN Organizations](#), Chicago Council on Global Affairs.
- Dearnorff Miller, S. 2019 [The Global Refugee Regime and UN System-wide Reforms](#), World Refugee Council/Centre for International Governance Innovation.
- Independent Commission on Multilateralism 2017 [Humanitarian Engagements](#).
- Khalil, M. 2020 [Reforming the UN Security Council](#), Together First.
- Morán Blanco, S. 2017 [Naciones Unidas en la sociedad internacional. Entre el deseo de reforma y la ausencia de voluntad política](#), Instituto Español de Estudios Estratégicos.

- Security Council Report 2018 [The Penholder System](#).
- Together First 2020 [Stepping Stones for a Better Future: 10 Ideas for World Leaders Who are Serious about Building Back Better](#).
- UN 2017 Shifting the management paradigm in the UN: ensuring a better future for all: Report of the Secretary-General .
- UN Sustainable Development Group 2020 [Innovating and Transforming the UN Development System for the 2030 Agenda: The Delivering Together Facility in 2019](#).

Commentaires et articles d'opinion

- Azam, S. 2020 « [Reform of the UN Organization](#) » Inter Press Service.
- Deo, N. 2019 « [Failing to reform the UN](#) » Gateway House: Indian Council on Global Relations.
- Heen, C. et al. [Council of Councils] 2020 « [The UN Turns Seventy-Five. Here's How to Make it Relevant Again](#) ». Council on Foreign Relations.
- Le Monde & AFP 2020 « [Les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies sur la sellette](#) » Le Monde.
- Ramcharan, B. 2017 « [Four Easy Steps to Reform the UN Human Rights Council](#) » PassBlue.



NOUS ASSURERONS LE FINANCEMENT DURABLE DE L'ORGANISATION

« La réalisation de nos aspirations nécessitera un financement durable et prévisible de la part de l'organisation. Nous paierons nos contributions intégralement et dans les délais prévus. Il conviendrait d'étudier des mesures pour mieux garantir cela. Nous renforcerons encore la transparence, la responsabilité et l'utilisation efficace des ressources. La mise en œuvre intégrale et en temps voulu du programme d'action d'Addis-Abeba de la troisième conférence internationale sur le financement du développement est essentielle pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Le financement conjoint public-privé joue un rôle central dans les efforts que nous déployons pour que les Nations unies atteignent mieux leurs objectifs ».

Assemblée générale des Nations unies, « [Déclaration UN75](#) », septembre 2020, A/RES/75/1.

« L'ONU est devenue très dépendante de quelques donateurs. Par exemple, leur domination sur les décisions prises à l'OMS pourrait faire taire les voix des autres petits pays ».

Dialogue organisé par le bureau du coordinateur résident des Nations unies en Mongolie, les personnes âgées de 61 ans et plus, les organisations de soutien aux personnes âgées et aux personnes handicapées, les hommes et les femmes.

DONNÉES SUR CET ENGAGEMENT

Les dialogues de l'ONU75



Enquête UN75



Aperçu de la recherche



Nous organisons les données pertinentes de l'ONU75 recueillies tout au long de l'année 2020 en fonction des [12 engagements de la Déclaration de l'ONU75](#). Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

DES DIALOGUES DE L'ONU75¹

OÙ NOUS EN SOMMES AUJOURD'HUI

COVID-19 a eu un impact considérable sur l'aide au développement. Les participants du monde entier ont noté que COVID-19 a déjà réduit l'allocation des ressources aux budgets d'aide à l'étranger, en particulier dans les pays à développement humain élevé. Beaucoup ont suggéré que la pandémie avait mis en évidence le manque de solidarité envers les pays à moyen et faible revenu, avec de grandes disparités dans la volonté politique de financer la reprise de la pandémie dans le monde entier.

« Habituellement, si l'État se trouvait dans une situation semblable à celle qu'il connaît actuellement, il pourrait compter sur l'aide étrangère. Cependant, en raison de la nature véritablement mondiale de la pandémie et sans que l'on puisse en voir la fin, les États étrangers ont eu recours à la réduction de toute allocation de ressources qui était utilisée comme aide, laissant l'Afghanistan gérer seul la crise chez lui pour la première fois au XXI^e siècle ».

Le Dais, Mandate Project, Université de Rana et Université de Jami, Afghanistan, 16-30 ans, étudiants, mixte.

De nombreux participants ont exprimé leur inquiétude quant à la **menace qui pèse sur le programme d'action d'Addis-Abeba**, car de nombreux pays à faible et moyen développement humain se retrouvent sans aide financière suffisante pour atténuer les effets socio-

économiques de COVID-19 et investir dans la relance.

De nombreux participants du monde entier ont déploré les graves conséquences de la **répartition inégale des infrastructures de TIC** sur la fracture numérique, renforçant les inégalités structurelles entre les pays et au sein de ceux-ci et limitant le potentiel de la transformation numérique à stimuler le développement économique.

« Pas une seule grande puissance ou de gros donateurs, mais chaque pays membre et bénéficiaire peut avoir un accès égal au financement collectif des Nations Unies [...] Les agences de l'ONU ne devraient jamais avoir à se faire concurrence entre elles pour avoir accès aux possibilités de financement ».

Dialogue organisé par le bureau du coordinateur résident des Nations unies, Mongolie, 61 ans et plus, Organisations de soutien aux personnes âgées et aux personnes handicapées, mixtes.

De nombreux participants ont demandé une augmentation du budget de base des Nations unies, avec une diversification accrue des sources de financement. La plupart des dialogues ont exprimé des inquiétudes quant au budget de base limité dont dispose l'ONU, ce qui limite sa capacité à remplir son mandat. De nombreux participants se sont montrés particulièrement préoccupés par le fait que les Nations unies et les agences spécialisées dépendent trop fortement d'un petit nombre de donateurs puissants, qui ne financent souvent que des projets étroitement ciblés dans certains pays. Selon les participants à

1. Ce rapport contient un résumé de l'analyse de 1 141 résumés de dialogue de l'ONU75 reçus de 94 pays entre le 2 janvier et le 7 novembre 2020. Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

plusieurs dialogues, le manque de diversification des sources de financement crée potentiellement des préjugés au sein de l'ONU et expose l'organisation à des déficits de financement soudains, en particulier dans le contexte d'un paysage extrêmement politisé des relations internationales.

Certains participants au dialogue se sont inquiétés du **manque d'éducation et d'inclusion financières des petites et moyennes entreprises**, des agriculteurs et des jeunes pousses, qui sont

tous des secteurs clés de l'agenda mondial sur le financement du développement. Les participants de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Mongolie et d'Azerbaïdjan ont souligné que les jeunes, les agriculteurs, les artisans et les petits et moyens entrepreneurs vivant dans les zones rurales souffrent souvent d'exclusion financière et de difficultés d'accès aux marchés, et qu'ils ne sont donc pas en mesure de contribuer efficacement à l'économie.

OÙ NOUS VOULONS ÊTRE

« La mobilisation de capitaux privés et l'engagement de différentes nations à soutenir le financement de la santé mondiale sont nécessaires pour orienter le changement qui conduira à la réalisation de la SDG 3 et d'autres objectifs de développement durable ayant un impact sur la santé ».

CUniversité de Columbia dans la ville de New York, États-Unis, étudiants d'âges et de sexes divers.

Les participants ont souligné l'importance des priorités de financement pour la récupération de COVID-19. De nombreux participants de pays à développement humain faible ou moyen souhaitent que les pays à développement humain élevé respectent leurs engagements en matière de financement du développement, tout en évitant que les besoins nationaux liés à COVID-19 aient un impact sur leurs budgets d'aide à l'étranger. Les participants à plusieurs dialogues ont souligné que la reprise économique et le renforcement des systèmes de santé dans les pays à faible et moyen développement humain doivent être prioritaires.

Aux États-Unis, les participants ont suggéré d'alléger la dette des pays qui ont besoin d'un soutien au redressement. Aux États-Unis, en Inde,

à Eswatini et au Liban, les participants ont appelé à mettre davantage l'accent sur les secteurs qui ont été durement touchés par la pandémie, notamment la culture et le tourisme. Il s'agit de secteurs économiques stratégiques dans de nombreux pays à faible et moyen développement humain.

Les participants, à l'échelle mondiale, ont souligné la nécessité de placer la connectivité Internet et l'infrastructure des TIC en tête des priorités du financement du développement, en mettant la technologie au service de la santé, de l'éducation et de la création d'emplois.

Les participants ont appelé à une augmentation du financement des Nations unies et à une diversification des sources de financement.

Les participants du monde entier ont imaginé un avenir où le budget du système des Nations unies serait augmenté grâce à une plus grande diversité de donateurs et à la mobilisation de capitaux privés, et où les gouvernements seraient tenus responsables lorsqu'ils ne respectent pas leurs engagements financiers envers l'organisation. Ils ont demandé qu'il soit mis fin à la politisation du financement, comme on l'a vu récemment dans le budget de l'Organisation mondiale de la santé.

De nombreux participants des pays à développement humain faible ou moyen souhaitent que les **fonds des Nations unies soient versés de manière plus transparente et plus**

efficace aux projets de développement local. Les participants à plusieurs dialogues ont appelé à la décentralisation de l'allocation des ressources, avec une plus grande transparence et une plus grande responsabilité dans l'utilisation des fonds alloués. Les participants des États-Unis ont souligné la nécessité d'un récit clair qui illustre les impacts réels qui ont été rendus possibles par le financement du travail des Nations Unies.

Les participants ont souhaité un soutien plus important aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) et aux innovateurs. Plusieurs participants,

notamment en Asie centrale et méridionale et en Afrique subsaharienne, ont appelé à la création d'environnements nationaux et régionaux favorables aux PME et aux jeunes innovateurs, avec un meilleur accès au financement, aux services de développement des entreprises et aux programmes de formation. Plusieurs participants ont souligné la nécessité de mettre en place des régimes de protection sociale adéquats pour les PME et les jeunes innovateurs, qui sont souvent vulnérables aux chocs et aux crises, ainsi que pour les travailleurs du secteur informel.

COMMENT Y PARVENIR

« Nous avons besoin d'investissements supplémentaires dans des domaines tels que les technologies durables, renouvelables et respectueuses du climat, ainsi que de davantage de solutions pour des modes de vie numériques et durables dans les zones urbaines qui bénéficient notamment aux segments les plus vulnérables et les plus pauvres de la population ».

Jeune ONU, en ligne, âge, profession, sexe.

Financement du développement

Investir dans les technologies vertes, l'économie circulaire et la recherche et le développement.

Les participants du monde entier ont encouragé les gouvernements à accroître les investissements dans les technologies vertes dans les pays en développement, à promouvoir la recherche et le développement dans les domaines liés au développement durable et à financer la transition vers une économie circulaire. Les étudiants et les jeunes professionnels ont appelé les Nations

unies à encourager l'investissement dans les technologies vertes par le biais de partenariats public-privé et d'un dialogue avec le secteur privé.

De nombreux participants d'Afrique subsaharienne ont appelé les gouvernements à donner la priorité au développement des infrastructures, y compris les TIC et la connectivité Internet, dans les pays à développement humain faible ou moyen.

Écologisation des investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations unies.

Dans le cadre des engagements du programme d'action d'Addis-Abeba visant à promouvoir la durabilité des entreprises, les participants à un dialogue en ligne ont encouragé le secrétaire général à veiller à ce que la Caisse commune des pensions du personnel des Nations unies améliore ses rapports sur les impacts environnementaux, sociaux et de gouvernance et accélère ses efforts de désinvestissement des combustibles fossiles.

Mobiliser de nouvelles sources de financement pour les organisations de la société civile.

De nombreux participants à travers le monde ont noté qu'une action clé pour améliorer l'efficacité des stratégies actuelles de financement du développement consisterait à mobiliser de nouvelles sources de financement pour les organisations de la société civile. Aux Émirats arabes unis, les participants ont proposé que

les Nations unies créent une plateforme ou un système formel pour mettre en relation les organisations locales et communautaires avec les donateurs mondiaux, ce qui permettrait à des milliers de groupes dans le monde entier d'apporter des contributions significatives et plus efficaces à la mise en œuvre des SDG.

Financement de l'ONU

Augmenter le budget de l'ONU et diversifier les financements. Les participants à de nombreux dialogues dans le monde entier ont exhorté les gouvernements à augmenter le financement du système des Nations unies et à respecter leurs contributions financières obligatoires et volontaires. Dans le même temps, ils ont appelé les Nations unies à diversifier leurs sources de financement et à réduire leur dépendance vis-à-vis d'un petit nombre d'acteurs puissants, afin d'accroître la résilience de l'organisation et d'éviter d'éventuelles distorsions. Les gouvernements ont été invités à envisager de prélever une taxe mondiale sur les transactions financières à court terme afin de soutenir l'ONU et son travail de développement.

Il a également été suggéré d'examiner plus en détail les effets produits par les différents types de financement des Nations unies sur le pouvoir, le contrôle et la responsabilité au sein de l'organisation, notamment en ce qui concerne le financement du secteur privé. Il a également été suggéré d'examiner les différents types d'activités menées avec différentes sources de financement, et d'étudier si certains types de financement ne risquent pas de détourner l'Organisation de l'accomplissement de son mandat.

Transparence et responsabilité dans l'utilisation des ressources. De nombreux participants de pays à faible et moyen développement humain ont exhorté les Nations unies à décentraliser leurs procédures d'allocation des ressources pour les projets de développement. Ils ont notamment encouragé les Nations unies à s'associer plus étroitement avec les organisations locales de la société civile pour la mise en œuvre, l'augmentation de la transparence et la limitation de la corruption.

Les participants des États-Unis ont suggéré que le secrétaire général élabore des communications claires et cohérentes sur l'impact des projets des Nations unies sur l'avancement du SDG, en utilisant des récits et des ambassadeurs de bonne volonté des Nations unies pour communiquer la valeur à long terme de ces investissements aux sociétés et aux entreprises.

Soutien aux petites entreprises et à l'esprit d'entreprise

Investir dans les PME et l'innovation menée par les jeunes. Les participants du Cameroun, de la Mongolie, du Liban et de l'Azerbaïdjan ont appelé les gouvernements et les Nations unies à investir dans des programmes visant à soutenir financièrement les PME et les jeunes pousses et à fournir des ressources commerciales, un encadrement professionnel, une formation financière et des outils de gestion de base. Ils ont notamment encouragé les Nations unies à accroître leur propre soutien aux innovateurs, par exemple en créant des pépinières d'entreprises hébergées par l'ONU.

APERÇU DE LA RECHERCHE²

Publications universitaires

- Coleman, K. 2017 "[Extending UN Peacekeeping Financing Beyond UN Peacekeeping Operations? Prospects & Challenges of Reform](#)" Global Gov.
- Daugirdas, K. & Burci, G 2019 "[Financing the World Health Organization: What Lessons for Multilateralism?](#)" IO Law Review.
- Eichenauer, V. & Reinsberg, B. 2017 "[What determines earmarked funding to international development organizations? Evidence from the new multi-bi aid data](#)" Review of IOs.
- Graham, E. & Serdaru, A. 2020 "[Power, Control, and the Logic of Substitution in Institutional Design: The Case of International Climate Finance](#)" International Organization.
- – 2017 "[Follow the Money: How Trends in Financing Are Changing Governance at Int. Orgs.](#)" Global Policy.
- – 2015 "[Money and multilateralism: how funding rules constitute IO governance](#)" International Theory.
- Hübner, K. 2019 [Financing the United Nations – An Introduction](#).
- Klingebiel, S., Mahn, T. & Negre, M. (eds) 2016 [The Fragmentation of Aid: Concepts, Measurements and Implications for Development Cooperation](#).
- Michaelowa, K. 2017 "[Resourcing international organisations: so what?](#)" Global Policy.
- Moloney, K. & Stoycheva, R. 2017 "[Partial Two-Way Mirror: International Organization Budget Transparency](#)" Global Policy.
- Patz, R. & Goetz, K. 2019 [Managing Money and Discord in the UN: Budgeting and Bureaucracy](#).
- Sachs, Jeffrey D. 2015 [Goal-based Development and the SDGs: Implications for Development Finance](#). Oxford Review of Economic Policy.
- Seitz, K. & martens, J. 2017 "[Philanthrolateralism: Private Funding and Corporate Influence in the UN](#)" Global Policy.
- Shelepov, A. 2018 "[Подходы МБР к привлечению частных инвестиций для реализации ЦУР: возможности и риски](#)" International Organisations Research.
- Wan, T. & Zhang, S. 2019 "[浅析联合国发展融资机制改革创新及对中国参与国际多边发展援助的影响](#)" International Economic Review.

Recherche et rapports sur les politiques

- Dag Hammarskjöld Foundation & UN Multi-Partner Trust Fund Office 2019 [Financing the UN Development System: Time to Walk the Talk](#).
- – 2019 [Financing the UN Development System: Time for Hard Choices](#).
- Dujarric, S. [UN] 2019 "[Statement attributable to the Spokesman for the Secretary-General on the regular budget](#)".
- Gulrajani, N. 2016 [Bilateral versus multilateral aid channels: strategic choices for donors](#), Overseas Development Institute.
- McArthur, J. & Rasmussen, K. 2017 "[Who funds which multilateral organizations?](#)" GlobalViews, Brookings.
- Organization for Economic Cooperation and Development, [Multilateral Development Finance 2020](#).
- High-Level Panel on Humanitarian Financing [UN] 2016, [Too important to fail—addressing the humanitarian financing gap](#).

2. Cet aperçu de la recherche comprend une sélection des publications les plus citées dans le cadre de la cartographie générale de la recherche universitaire et politique de l'ONU75 axée sur le multilatéralisme, les Nations unies et les domaines de travail de l'ONU, couvrant les six langues officielles de l'ONU. La cartographie de la recherche a été réalisée en collaboration avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

- Inter-Agency Task Force on Financing for Development [UN] 2020 [Financing for Sustainable Development Report 2020](#).
- OECD 2000 [Managing and measuring the impact of sustainable investments. A two-axes mapping](#).
- – 2020 [Global Outlook on Financing for Sustainable Development 202: A New Way to Invest for People and Planet](#).
- – 2018 [Multilateral Development Finance: Towards a New Pact on Multilateralism to Achieve the 2030 Agenda Together](#).
- Scott, M. 2018 [The International Development Finance Club and the SDGs: Impact, Opportunities, and Challenges](#), Center for Global Development.
- Wagner, L. 2016 [How do Earmarked Funds Change the Geographical Allocation of Multilateral Assistance?](#), Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International.
- UN 2020 [Financing for Development in the Era of COVID-19 and Beyond: Menu of Options for the Consideration of Heads of State and Government \(Part I\)](#).
- UN 2020 [Financing for Development in the Era of COVID-19 & Beyond: For the Consideration of Heads of State and Government Part II](#).
- – [Financial situation of the UN: Report of the Secretary-General \(2020\)](#).
- – 2019 [Funding compact: Report, Secretary-General](#).
- UN 2015 [Addis Ababa Action Agenda of the Third International Conference on Financing for Development](#).
- UN Capital Development Fund (UNCDF) & OECD 2019 [Blended Finance in the Least Developed Countries](#).

- UNCTAD 2020 [World Investment Report 2020](#).
- UN Global Compact 2018 [Scaling Finance for The SDGs: Foreign Direct Investment, Financial Intermediation and Public-Private Partnerships](#).
- Weinlich, S. et al. 2020 [Earmarking in the Multilateral Development System: Many Shades of Grey](#), German Development Institute.

Commentaires et articles d'opinion

- Deen, T. 2020 ["UN's \\$5.1 Billion Shortfall Threatens Operations Worldwide"](#) Inter Press Service.
- Dreher, A., Gehring, K. & Michaelowa, K. 2018 ["Aid fragmentation and aid effectiveness: the latest evidence"](#) GlobalDev.
- Jankauskas, V. & Patz, R. 2019 ["How Well-meaning Donors Create the UN Machinery They Don't Like"](#) E-International Relations.
- Kitaoka, K. 2020 ["Bold Move or Status Quo? Is the New UN Funding Compact Enough?"](#) Impakter.
- Moreira da Silva, J. 2019 [The 'impact imperative' for sustainable development finance](#).
- UN News 2020 ["Eyes and ears' of UN Human Rights Council facing funding crisis"](#).

Ressources de données et outils

- [OECD Development Finance Data](#)
- [UNCTAD Statistics on Foreign Direct Investment](#)
- United Nations System Chief Executives Board for Coordination, [Financial Statistics](#).



NOUS FAVORISERONS LES PARTENARIATS

« Les défis actuels exigent une coopération non seulement transfrontalière, mais aussi à l'échelle de la société dans son ensemble. Nous devons rendre les Nations unies plus inclusives et nous engager avec toutes les parties prenantes, y compris les organisations régionales et sous-régionales, les organisations non gouvernementales, la société civile, le secteur privé, les universités et les parlementaires, afin de garantir une réponse efficace à nos défis communs ».

Assemblée générale des Nations unies, « [Déclaration UN75](#) », septembre 2020, A/RES/75/1.

« La démocratie au niveau mondial est à la fois un droit de l'homme en soi et un moyen de promouvoir un sentiment de citoyenneté mondiale. Si nous participons tous à la prise de décision, nous développons le sentiment d'être partie prenante aux décisions. ».

Citizens for Global Solutions, États-Unis, personnes d'âges et de sexes divers, cadres et professionnels.

DONNÉES SUR CET ENGAGEMENT

Les dialogues de l'ONU75



Enquête UN75



Aperçu de la recherche



Nous organisons les données pertinentes de l'ONU75 recueillies tout au long de l'année 2020 en fonction des [12 engagements de la Déclaration de l'ONU75](#). Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

DES DIALOGUES DE L'ONU75¹

OÙ NOUS EN SOMMES AUJOURD'HUI

Les participants au dialogue ont observé un manque de partenariats efficaces pour soutenir les petites et moyennes entreprises. De nombreux participants d'Asie centrale et du Sud et d'Afrique subsaharienne ont fait remarquer que les petites et moyennes entreprises des pays à faible et moyen revenu, y compris les jeunes entreprises en démarrage, ne sont souvent pas suffisamment soutenues par les gouvernements et sont confrontées à de graves difficultés pour accéder aux marchés mondiaux. Ces entrepreneurs et innovateurs ne sont pas suffisamment engagés par les Nations unies.

La participation de la société civile aux processus intergouvernementaux est perçue comme étant à la traîne. Les participants du monde entier ont souligné qu'un modèle de coopération internationale centré sur l'État, des critères excessivement restrictifs pour l'accès aux processus intergouvernementaux et le manque d'accès équitable aux technologies pendant COVID-19 ont entravé la participation de la société civile aux négociations et aux discussions mondiales sur le développement durable. Par exemple, certains participants ont fait remarquer que les Nations unies et les gouvernements nationaux ne s'engagent pas suffisamment dans les secteurs de la culture et des arts.

Même lorsque la société civile ou d'autres parties prenantes sont autorisées à participer officiellement aux processus politiques internationaux, les participants ont souligné les difficultés rencontrées par les représentants des pays à faible niveau de développement humain. Ils ont évoqué le coût des déplacements vers les sièges des Nations unies ou d'autres organisations internationales et les restrictions en matière de visas comme des facteurs qui entravent une participation véritablement mondiale, et créent des désavantages et une représentation biaisée des parties prenantes des pays à développement humain élevé.

Les participants aux nombreux dialogues organisés en Amérique du Nord ont suggéré que les industries culturelles et créatives ont pris du retard pendant COVID-19, malgré leur centralité pour le bien-être humain et l'économie de nombreux pays. Les participants ont averti que l'absence de partenariats efficaces avec les secteurs de la culture et des arts, exacerbée par la pandémie, pourrait compromettre le potentiel de ces secteurs à soutenir et accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

« La culture peut contribuer à renforcer le soutien au dialogue entre les civilisations et au multilatéralisme, alors que le monde est confronté au risque de voir la communauté internationale se diviser de plus en plus tout au long de cette pandémie, avec des répercussions qui pourraient se faire sentir pendant de nombreuses années, y compris jusqu'au centenaire de l'ONU en 2045 ».

Société de musique de chambre des Nations unies du Conseil des loisirs du personnel des Nations unies, États-Unis, âge, profession et sexe différents.

« De nouvelles formes de coopération non officielle méritent d'être développées et, espérons-le, deviendront l'épine dorsale de la création d'une communauté ayant un avenir commun pour l'humanité ».

École des affaires publiques, Université du Zhejiang, Chine, mixte en termes d'âge et de sexe, membres du corps enseignant de l'université.

1. Ce rapport contient un résumé de l'analyse de 1 141 résumés de dialogue de l'ONU75 reçus de 94 pays entre le 2 janvier et le 7 novembre 2020. Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

L'importance des consultations avec les communautés locales est perçue comme étant négligée par les gouvernements.

Plusieurs dialogues organisés par les bureaux de pays des Nations unies avec des groupes de communautés locales (en Papouasie-

Nouvelle-Guinée, en Azerbaïdjan, au Liban et au Venezuela, entre autres) ont mis en évidence une perception largement répandue selon laquelle les gouvernements ne connaissent souvent pas les préoccupations et les problèmes des personnes vivant dans les communautés rurales.

OÙ NOUS VOULONS ÊTRE

Les participants ont estimé que les partenariats multipartites complétaient le travail des gouvernements et des organisations internationales.

Les participants du monde entier souhaitent que les partenariats multipartites, y compris les partenariats public-privé, soient un moteur de prospérité, mobilisent les investissements et garantissent une vie meilleure pour tous, en complément des efforts des gouvernements et des organisations internationales pour réaliser les programmes mondiaux.

Les participants ont encouragé un plus grand engagement avec les communautés locales, les organisations de la société civile et les secteurs culturels dans le programme mondial de développement durable.

La plupart des participants des pays à faible et moyen revenu ont envisagé un avenir de plus grande inclusion des communautés locales vivant dans les zones rurales, réalisée grâce au soutien apporté aux organisations de la société civile. Les participants à plusieurs dialogues organisés en Amérique du Nord et en Asie centrale et méridionale souhaitent que l'engagement des secteurs de la culture et des arts en faveur des programmes mondiaux de développement durable soit mis à profit à tous les niveaux de gouvernance.

Les participants ont insisté pour que la consultation publique soit considérée comme une norme de gouvernance mondiale, en exploitant la technologie numérique pour assurer une représentation mondiale.

Les participants aux dialogues, venus de toutes les régions, ont souligné que la participation de la société civile et des ONG aux processus de gouvernance, tant au

niveau national qu'international, devrait devenir la norme, notamment par la création de forums permanents et de plateformes de consultation numérique.

« Il n'existe pas de groupes communautaires actifs pour exprimer les préoccupations des habitants des zones rurales et il n'y a pas de consultations communautaires ni de forums pour informer les gouvernements. Il n'y a pas de collecte de données, donc pas de statistiques pour informer correctement le gouvernement sur ce qu'il faut faire pour répondre aux besoins locaux ».

Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Papouasie-Nouvelle-Guinée, 31-45 ans, groupes communautaires, avec mixité des sexes.

Un engagement plus important des autorités locales dans la gouvernance mondiale et la mise en œuvre des SDG a été recherché pour l'avenir.

Les participants du monde entier souhaitent voir une plus grande coopération entre les villes, les départements, les régions et les gouvernements centraux pour atteindre les SDG, et une territorialisation des objectifs mondiaux au niveau local.

La mise en valeur du rôle des universités et de la diplomatie scientifique a été considérée comme un objectif important.

Les participants

à plusieurs dialogues organisés par des étudiants et des institutions universitaires en Afrique du Nord et en Asie de l'Est et du Sud ont envisagé un avenir d'échanges culturels et scientifiques plus importants avec les institutions

universitaires et éducatives. Ces réseaux informels d'acteurs peuvent compléter les négociations intergouvernementales formelles en soutenant une plus grande coopération internationale et en favorisant la résolution pacifique des différends.

COMMENT Y PARVENIR

Les participants au dialogue ont fait des suggestions pour que les Nations unies soient plus ouvertes à la diversité des acteurs du XXI^e siècle, en favorisant les partenariats avec la société civile, les femmes, les jeunes, les groupes vulnérables, les entreprises, la communauté des chercheurs, les villes et les autorités locales, les organisations régionales et d'autres organisations internationales. Ils ont exhorté les Nations unies et les États membres à valoriser les consultations publiques et les plateformes multipartites, à promouvoir la collaboration intersectorielle et les partenariats public-privé, à accorder un rôle plus important aux communautés et aux autorités locales, ainsi qu'à coopérer avec le secteur universitaire et au sein de celui-ci.

Inclusion et engagement de la société civile et des autres parties prenantes

Formaliser le rôle de la société civile dans les processus internationaux de contrôle et de responsabilisation. Les étudiants d'Afrique du Sud et de Suisse ont demandé aux gouvernements (avec l'encouragement du secrétaire général des Nations unies) de formaliser les moyens d'impliquer davantage la société civile dans les processus de surveillance et de responsabilité au niveau international. Par exemple, des groupes d'experts indépendants ou des citoyens en général pourraient être impliqués dans des systèmes de contrôle externe qui pourraient prévoir un suivi et un examen systématiques de la mise en œuvre des accords internationaux, en ce qui concerne les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies, le suivi des progrès dans la réalisation des SDG et d'autres accords administrés par les Nations unies.

Au Ghana et en Mongolie, les participants ont exhorté les États membres des Nations unies à adopter des politiques moins restrictives pour la participation de la société civile aux conférences intergouvernementales et à veiller à ce que la participation de la société civile soit représentative au niveau mondial.

Pistes pour promouvoir un plus grand engagement des secteurs de la culture et des arts. Pour promouvoir un plus grand engagement des secteurs de la culture et des arts, les Nations unies peuvent :

Créer un bureau de l'envoyé des Nations unies pour les arts afin d'aider à partager le travail des Nations unies au sein de la communauté artistique et d'encourager les artistes à promouvoir une meilleure connaissance des objectifs de développement durable.

Organiser davantage de campagnes de communication qui utilisent la culture, la musique, le cinéma et les arts visuels pour atteindre les gens, par exemple en établissant des partenariats stratégiques avec des sociétés de production de documentaires pour raconter des histoires plus détaillées sur le travail et l'impact des Nations unies.

Établir des partenariats avec les organisations de la société civile au niveau national et les soutenir:

- Les participants du monde entier ont demandé aux Nations unies de soutenir davantage les organisations de la société civile et les groupes de services communautaires qui atténuent les effets de COVID-19 et d'autres crises, tout en recevant souvent une aide financière et technique très limitée.

- Les participants des Philippines et du Tadjikistan ont appelé à des politiques d'ouverture des données et à une législation sur l'accès à l'information afin d'accroître la transparence.

Consultations publiques et plateformes multipartites

« L'ONU met tellement l'accent sur la collaboration avec les États membres. Cependant, elle devrait s'efforcer de développer des relations plus solides avec les citoyens de ces pays [...] L'ONU devrait devenir une plate-forme permettant aux personnes qui n'ont pas de voix de s'exprimer ».

Entraide universitaire mondiale du Canada, Comité local de l'Université de l'Alberta, 16-30 ans, étudiants, mixte.

Élargir le rôle des consultations publiques internationales

Le Secrétaire général et les acteurs des Nations unies peuvent encourager une plus grande sensibilisation à l'égard des Nations unies et soutenir un rôle plus actif des citoyens, de la société civile, des femmes, des jeunes, des groupes vulnérables, des entreprises, de la communauté des chercheurs, des villes et des autorités locales, des organisations régionales et d'autres organisations internationales dans la gouvernance mondiale et les processus politiques internationaux :

- Promouvoir les dialogues et les enquêtes en cours (comme l'initiative UN75), afin de recueillir les avis et les propositions de toutes les parties prenantes et de tous les pays.
- Explorer la création de comités/panels consultatifs de citoyens qui peuvent fournir régulièrement des contributions et des

commentaires sur les activités de l'ONU par l'intermédiaire des ambassadeurs de leur pays auprès de l'ONU.

- Exploiter la technologie pour maximiser une participation véritablement mondiale (y compris la représentation géographique, sectorielle et sociale), tout en réduisant au minimum la nécessité de se déplacer.

Les participants ont invité les gouvernements du monde entier à créer des plates-formes pour la participation de la société civile au processus décisionnel national afin de garantir que les actions des pays soient adaptées aux besoins locaux.

« Nous devons nous éloigner du modèle de gouvernance internationale centré sur l'État pour adopter un modèle davantage axé sur le citoyen ».

Dialogue organisé par ONU Femmes, Cameroun, 31-45 ans, professions mixtes, principalement des femmes.

Collaboration intersectorielle et partenariats public-privé

Un rôle de premier plan de l'ONU dans l'établissement de partenariats. De nombreux dialogues souhaitent que les acteurs du système des Nations unies continuent à établir des partenariats avec des acteurs des secteurs public et privé, chaque fois que cela est nécessaire pour compléter les efforts des gouvernements et des organisations internationales ou pour accroître la durabilité et la responsabilité des entreprises. Par exemple :

- Les Nations Unies devraient faire appel aux contributions des organisations philanthropiques et des entreprises pour accroître la recherche et le développement sur les problèmes de durabilité, notamment dans le contexte des vaccins COVID-19.

- La contribution des start-ups, dont beaucoup sont dirigées par des jeunes, devrait être mise à profit par l'organisation de davantage de concours et de prix de l'innovation.

En Mongolie, les participants ont suggéré que l'ONU pourrait former les fonctionnaires et les responsables des gouvernements locaux afin de relever plus efficacement les défis auxquels sont confrontés les agriculteurs, les artisans et les petites et moyennes entreprises dans les pays en développement, notamment l'accès aux marchés, les informations sur la chaîne d'approvisionnement et les exigences du marché, les environnements commerciaux favorables, les conseils en matière de technologie et de marketing et le financement de démarrage.

Implication des communautés et des autorités locales

Exploiter le rôle des autorités et des communautés locales dans la résolution des problèmes de développement durable.

Les participants ont demandé au Secrétaire-Général d'officialiser le rôle des villes dans la gouvernance mondiale, par le biais d'une coalition officielle de maires des Nations unies ou d'une collaboration approfondie avec le réseau Cités et gouvernements locaux unis et le Parlement mondial des maires. En Europe, les participants ont souligné le rôle des autorités locales dans la localisation de l'Agenda 2030 pour cartographier les défis et les actions locales par rapport au cadre des SDG.

Les participants à plusieurs dialogues, notamment en Afrique subsaharienne, en Asie de l'Est et du Sud-Est, en Asie centrale et du Sud et en Océanie, ont encouragé les Nations unies et les gouvernements à soutenir des approches décentralisées des défis et à travailler plus étroitement avec les gouvernements locaux, les provinces, les districts et les groupes communautaires. Les participants d'Asie centrale

et méridionale et d'Afrique subsaharienne ont demandé aux Nations unies de mettre en œuvre des projets et des programmes de développement local dans un plus grand nombre de langues locales et d'accorder une plus grande attention aux normes, valeurs et croyances culturelles des communautés, par respect et pour un engagement et des liens accrus.

Les participants d'Afrique du Nord ont demandé aux établissements d'enseignement supérieur de s'engager davantage auprès des communautés locales, par exemple en soutenant la recherche participative ascendante sur la pauvreté, les moyens de subsistance et les compétences afin de donner une voix aux ménages aux ressources limitées.

Coopération avec et au sein du secteur universitaire

La diplomatie scientifique pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Les participants d'Afrique du Nord et d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont exhorté les établissements d'enseignement supérieur et les Nations unies à établir des liens plus étroits entre les milieux scientifiques et les universités et les décideurs de l'ensemble de la pour trouver des solutions innovantes aux défis mondiaux et pour utiliser les dernières avancées scientifiques et technologiques. Ils ont également appelé à davantage de possibilités de coopération informelle et d'échanges scientifiques/culturels au sein du secteur universitaire.

Pour d'autres recommandations issues des dialogues de l'ONU75 sur l'engagement des organisations régionales dans la consolidation de la paix, et pour l'engagement des jeunes, des femmes et des filles, voir les engagements trois (Promouvoir la paix et prévenir les conflits), cinq (Attribuer une place centrale aux femmes et aux filles) et onze (Être à l'écoute des jeunes et travaillerons à leurs côtés).

APERÇU DE LA RECHERCHE²

Publications universitaires

- Andonova, L. 2019 [Governance Entrepreneurs: International Organizations and the Rise of Global Public-Private Partnerships](#).
- Andonova, L. 2018 [“The power of the public purse: financing of global health partnerships and agenda setting for sustainability”](#) Chinese Journal of Population Resources and Environment.
- Andonova, L., Assayag, M. & Piselli, D. “Public-Private Partnerships” in Morin, J. & Orsini, A. (eds) 2020 [Essential Concepts of Global Environmental Governance](#).
- Beisheim, M. & Nils, S. 2018 [“Multistakeholder Partnerships for the SDGs: Actors’ Views on UN Metagovernance”](#) Global Governance.
- Bull, B. & McNeill, D. 2019 [“From market multilateralism to governance by goal setting: SDGs and the changing role of partnerships in a new global order”](#) Business and Politics.
- Duursma, A. 2017 [“Partnering to Make Peace: The Effectiveness of Joint African and Non-African Mediation Efforts”](#) International Peacekeeping.
- Horan, D. 2019 [“A New Approach to Partnerships for SDG Transformations”](#) Sustainability.
- MacDonald, A. et al. 2017 [“Multi-stakeholder Partnerships \(SDG #17\) as a Means of Achieving Sustainable Communities and Cities \(SDG #11\)”](#) in Filho, W. Handbook of Sustainability Science and Research.
- Mares, R. & Zhang, W. 2018 [“工商业与人权的关键议题及其在新时代的意义——以联合国工商业与人权指导原则为中心”](#) Journal of Southwest University of Political Science and Law.
- Me’aziz, A. 2016 [“في تسوية النزاعات الأفريقية: تعاون الاتحاد الأفريقي مع هيئة الأمم المتحدة”](#) El-Tawassol.
- Pattberg, P. et al. (eds) 2013 [Public-Private Partnerships for Sustainable Development](#).
- Raymond, M. & DeNardis, L. 2015 [“Multistakeholderism: anatomy of an inchoate global institution”](#) International Theory.
- Reinsberg, B. & Westerwinter, O. 2019 [“The global governance of international development: Documenting the rise of multi-stakeholder partnerships and identifying underlying theoretical explanations”](#) Review of International Organizations.
- Thouez, C. 2020 [“Cities as Emergent International Actors in the Field of Migration: Evidence from the Lead-Up and Adoption of the UN Global Compacts on Migration and Refugees”](#) Global Governance.

Recherche et rapports sur les politiques

- Beisheim, M. & Ellersiek, A. 2017 [Partnerships for the 2030 Agenda for Sustainable Development: Transformative, Inclusive and Accountable?](#), German Institute for International and Security Affairs.
- Business & Sustainable Development Commission 2017 [Better Business, Better World](#).
- Cardinal, N., Romano, J. & Sweeney, E. 2020 [SDG Accountability Handbook: A Practical Guide for Civil Society](#), Transparency, Accountability & Participation (TAP) Network.

2. Cet aperçu de la recherche comprend une sélection des publications les plus citées dans le cadre de la cartographie générale de la recherche universitaire et politique de l'ONU75 axée sur le multilatéralisme, les Nations unies et les domaines de travail de l'ONU, couvrant les six langues officielles de l'ONU. La cartographie de la recherche a été réalisée en collaboration avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

- Forti, D. & Singh, P. 2019 [Toward a More Effective UN-AU Partnership on Conflict Prevention and Crisis Management](#), International Peace Institute.
- Global Commission on the Economy and Climate 2015 [Seizing the Global Opportunity: Partnerships for Better Growth and a Better Climate](#).
- Hartley, K. 2019 [Global Goals, Global Cities: Achieving the SDGs through Collective Local Action](#), Chicago Council on Global Affairs.
- Huang, C. [Global Business and Refugee Crises: A Framework for Sustainable Engagement](#), Center for Global Development (2017).
- Independent Commission on Multilateralism 2017 [The New Primacy of Partnerships Between the UN, Regional Organizations, Civil Society, and the Private Sector](#).
- Leiva Roesch, J., Doebbel, S. & Rahmaty, M. 2017 [A New Way of Doing Business: Partnering for Sustainable Development and Peace](#), SDGs Fund, Concordia & International Peace Institute.
- Li, S., Gray, E. & Dennis, M. 2020 [A Time For Transformative Partnerships: How Multistakeholder Partnerships Can Accelerate the UN Sustainable Development Goals](#), World Resources Institute.
- Scholte, J. A. 2020 [Multistakeholderism: Filling the Global Governance Gap?](#), Global Challenges Foundation.
- Stimson Center et al. 2020 [Roadmap for the Future We Want & UN We Need: A Vision 20/20 for UN75 and Beyond](#).
- UN High Commissioner for Refugees & Organization for Economic Cooperation & Development 2018 [Engaging with employers in the hiring of refugees: A 10-point multi-stakeholder action plan for employers, refugees, governments & civil society](#).

- UN Global Compact 2020 [Uniting Business in the Decade of Action: Building on 20 Years of Progress](#).
- World Health Organization 2020 ["Access to COVID-19 Tools Accelerator"](#).
- 2030 Agenda Partnership Accelerator 2020 [The SDG Partnership Guidebook: A practical guide to building high impact multi-stakeholder partnerships for the Sustainable Development Goals](#).

Commentaires et articles d'opinion

- Gleckman, H. 2019 ["They Call it Multistakeholderism. Where Does that Leave the UN?"](#) PassBlue.
- Jerbi, S. 2017 ["The UN can save itself by working effectively with outside partners"](#) The Conversation.
- Moreira da Silva, J. & Modéer, U. 2019 ["Here's how to strengthen development cooperation – and meet the SDGs"](#) Devex.
- Pierce, A. 2018 ["Why SDG 17 is the Most Important UN SDG?"](#) sopact.

Ressources de données et outils

- Sommerer, T. & Tallberg, J. 2017 ["Transnational Access to International Organizations 1950–2010: A New Data Set"](#) International Studies Perspectives.
- [Sustainable Development Goals Partnerships Platform](#) [UN].
- Westerwinter, O. 2019 ["Transnational public-private governance initiatives in world politics: Introducing a new dataset"](#) Review of International Organizations.



NOUS SERONS À L'ÉCOUTE DES JEUNES ET TRAVAILLERONS À LEURS CÔTÉS

« La jeunesse est la pièce manquante pour la paix et le développement. Comme nous avons bénéficié de la clairvoyance des fondateurs des Nations unies, les jeunes d'aujourd'hui devront vivre avec les conséquences de notre action et de notre inaction. Pendant trop longtemps, les voix des jeunes ont été mises de côté dans les discussions sur leur avenir. Il faut maintenant que cela change grâce à un engagement significatif avec les jeunes ».

Assemblée générale des Nations unies, « [Déclaration UN75](#) », septembre 2020, A/RES/75/1.

« Nous ne sommes pas seulement l'avenir mais le présent de cette planète, et nous voulons être entendus ! Cette inclusion doit concerner tous les jeunes : les jeunes ruraux, les réfugiés, les migrants et les jeunes ayant des besoins particuliers ».

Dialogue organisé par le Bureau du coordinateur résident des Nations Unies à Djibouti, 16-30ans, étudiants, mixte.

DONNÉES SUR CET ENGAGEMENT

Les dialogues de l'ONU75



Enquête UN75



Aperçu de la recherche



Nous organisons les données pertinentes de l'ONU75 recueillies tout au long de l'année 2020 en fonction des [12 engagements de la Déclaration de l'ONU75](#). Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

DES DIALOGUES DE L'ONU75¹

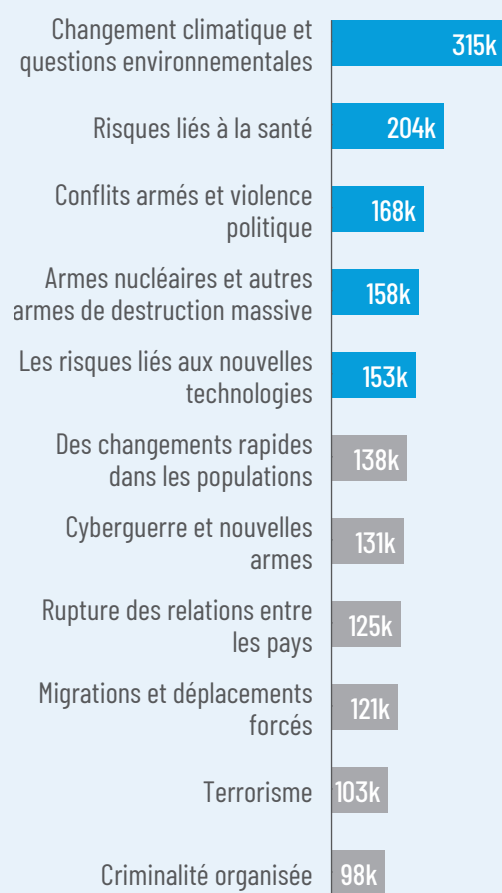
OÙ NOUS EN SOMMES AUJOURD'HUI

Les jeunes se sont engagés dans des dialogues avec clarté de vue, idéalisme, affirmation de soi et espoir, ainsi qu'avec pessimisme, colère et préoccupation pour le sort de la planète et l'avenir des jeunes. Les jeunes parmi nous croient en la capacité de l'espèce humaine à agir avec compassion et empathie pour les uns et les autres et pour la planète, et à travailler ensemble comme une famille mondiale pour construire un monde juste et équitable.

Les jeunes des pays à développement humain élevé ont exprimé leur inquiétude pour les groupes défavorisés, et les jeunes vivant dans des pays à développement humain faible et dans des situations de conflit ont également exprimé leur inquiétude pour d'autres vivant en difficulté et pour la santé de la planète.

Les jeunes participants ont exprimé leur inquiétude quant au fait que les générations plus âgées n'ont pas pensé aux intérêts des jeunes dans la protection de la planète. Ils ne croient pas que nous travaillons assez dur ou assez vite pour créer le changement nécessaire. Ils se sentent privés de leurs droits et exigent de jouer un rôle significatif (et non symbolique) dans la prise de décision, en particulier sur les questions qui les concernent. Ils demandent à être reconnus comme "agents de changement". Ils ont également discuté de leurs besoins et de leurs vulnérabilités spécifiques et de la responsabilité qu'ont les dirigeants et les personnes en position de pouvoir de les protéger.

UN75 Enquête sur les menaces mondiales à long terme perçues par les jeunes : Changement climatique, risques sanitaires, conflits et violence



Question de l'enquête UN75 : Selon vous, laquelle de ces tendances mondiales affectera le plus notre avenir ? Base : 620 770 (tous les répondants de 30 ans ou moins). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

1. Ce rapport contient un résumé de l'analyse de 1 141 résumés de dialogue de l'ONU75 reçus de 94 pays entre le 2 janvier et le 7 novembre 2020. Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

OÙ NOUS VOULONS ÊTRE

Les jeunes participants ont un œil sur l'avenir. Ils veulent aider les dirigeants à réaliser ce qui est nécessaire pour protéger la planète. Ils veulent construire un monde fondé sur l'empathie, la compassion, la solidarité et la volonté de travailler ensemble. Ils veulent vivre en paix, sans crainte. Ils veulent que la communauté mondiale soit prête à faire face aux risques futurs émergents et aux grandes opportunités rendues possibles par les progrès scientifiques et techniques.

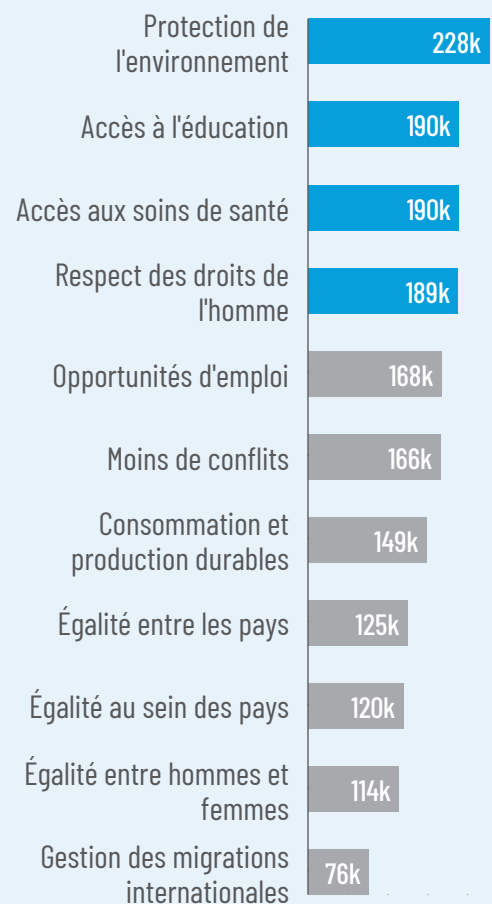
« Nous devons inclure les jeunes dans les discussions et répondre à leurs aspirations, et leur donner la possibilité de jouer le rôle que les jeunes doivent jouer, en tant qu'acteurs efficaces du changement ».

Dialogue organisé par le Bureau du coordinateur résident des Nations Unies à Djibouti, 16-30ans, étudiants, mixte.

Si l'on examine les données de l'enquête ONU75 ventilées par âge, les priorités à long terme des jeunes (30 ans et moins) varient selon les régions. La protection de l'environnement est la priorité numéro un des jeunes dans cinq régions : Amérique latine et Caraïbes, Europe, Amérique du Nord, Asie de l'Est et du Sud-Est et Asie centrale et du Sud.

Les jeunes d'Océanie, d'Antarctique et d'Afrique subsaharienne ont donné la priorité à un meilleur accès aux soins de santé et à davantage de possibilités d'emploi plutôt qu'à une meilleure protection de l'environnement. Ceux d'Afrique subsaharienne ont en outre donné la priorité à moins de conflits et à un meilleur accès à l'éducation plutôt qu'à une meilleure protection de l'environnement (l'ordre de ces deux priorités étant inversé par rapport à l'ordre des priorités de toutes les personnes interrogées dans cette région), démontrant ainsi leur désir et leur besoin d'un meilleur accès aux services de base, d'opportunités et de paix.

UN75 Enquête sur les priorités à long terme des jeunes (30 ans et moins) : La protection de l'environnement, l'éducation, les soins de santé et les droits de l'homme sont les principales priorités à long terme des jeunes



Question de l'enquête UN75 : A plus long terme, si vous vous imaginez le monde que vous voulez dans 25 ans, quelles sont les trois choses que vous souhaiteriez le plus voir? Base : 620 770 (tous les répondants de 30 ans ou moins). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

Les droits de l'homme sont également bien classés parmi les jeunes dans cinq régions : premièrement parmi les jeunes en Afrique du Nord et en Asie occidentale, deuxièmement parmi les jeunes en Amérique du Nord et en Europe, et troisièmement en Asie de l'Est et du Sud-Est et en Amérique

latine et aux Caraïbes. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les jeunes ont classé les droits de l'homme à un rang supérieur à celui de tous les répondants de cette région, ces derniers classant la consommation et la production durables comme la troisième priorité à long terme.

Les données de l'enquête ONU75, ventilées par âge, montrent que les priorités à long terme des jeunes varient selon les régions

CLASSEMENT DES PRIORITÉS 1ER 2E 3E	Mondial (Jeunes)	Asie centrale & du Sud	Asie de l'Est & du Sud-Est	Europe	Amérique latine & Caraïbes	Afrique du Nord & Asie occidentale	Amérique du Nord	Océanie & Antarctique	L'Afrique subsaharienne
		Protection de l'environnement	37%	36%	42%	49%	53%	34%	47%
Accès à l'éducation	31	29	29	26	43	31	30	38	30
Accès aux soins de santé	31	29	25	30	23	24	35	41	36
Respect des droits de l'homme	30	25	34	37	34	44	41	35	27
Opportunités d'emploi	27	25	20	22	21	30	14	39	33
Moins de conflits	27	17	37	29	19	33	27	24	31
Consommation & production durables	24	21	26	30	33	16	34	22	23
Égalité entre les pays	20	18	23	19	16	25	15	15	22
Égalité au sein des pays	19	16	19	15	18	19	18	14	24
Égalité entre hommes & femmes	18	16	24	20	23	17	18	16	18
Gestion des migrations internationales	12	9	9	11	7	10	9	11	18

Question de l'enquête UN75 : A plus long terme, si vous vous imaginez le monde que vous voulez dans 25 ans, quelles sont les trois choses que vous souhaiteriez le plus voir ? La base : 620 770 (tous les répondants de 30 ans ou moins). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses. Asie centrale et méridionale (169 143), Asie de l'Est et du Sud-Est (67 704), Europe (62 164), Amérique latine et Caraïbes (42 570), Afrique du Nord et Asie occidentale (43 794), Amérique du Nord (14 944), Océanie et Antarctique (11 886), Afrique subsaharienne (205 739), Autres (2 826).

COMMENT Y PARVENIR

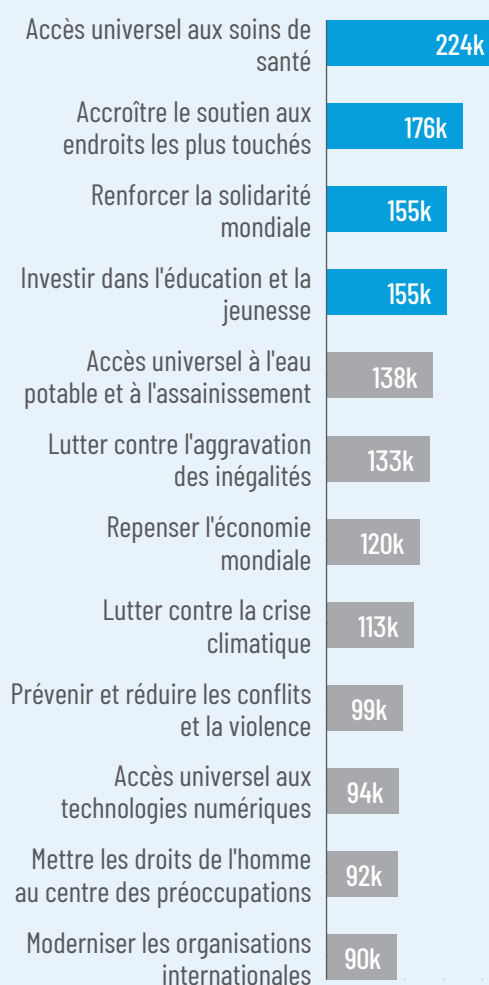
Éducation - Universelle, gratuite et numérique

Les jeunes de toutes les régions ont souligné que l'éducation est la clé de tout, y compris leur capacité à participer aux débats qui façonnent leur avenir. Ils ont demandé que l'éducation soit universellement disponible et gratuite/abordable pour tous. Les jeunes considèrent que l'accès numérique est essentiel pour assurer l'égalité dans l'éducation et l'accès aux opportunités, y compris dans les régions éloignées. En Inde, des étudiants ont proposé des banques d'ordinateurs portables ou des bibliothèques pour que les jeunes puissent accéder à l'éducation pendant la pandémie.

Les Nations unies peuvent aider les jeunes à prendre conscience et à comprendre les questions qui les concernent :

- Les Nations unies, les gouvernements et les ONG peuvent proposer des actions et des stratégies concrètes aux jeunes afin qu'ils puissent contribuer à la réalisation des objectifs mondiaux.
- Les jeunes et les organisations qui défendent leurs droits peuvent effectuer des recherches et des analyses sur les conditions socio-économiques actuelles des jeunes, afin d'informer les Nations unies et les autres décideurs politiques.
- Les écoles peuvent jouer un rôle essentiel dans l'éducation sur la durabilité et les SDG, et peuvent fournir des forums permettant aux jeunes de discuter de leurs préoccupations, de leurs perspectives et de leurs idées de changement.
- Pour faire participer les enfants, les ambassadeurs et les volontaires des Nations unies peuvent se rendre dans les écoles et utiliser des jeux de rôle pour faire connaître aux élèves le travail des Nations unies.

UN75 Enquête sur les priorités immédiates des jeunes (30 ans et moins) pour la reprise de la pandémie : Soins de santé, solidarité et soutien mondial, éducation et programmes pour la jeunesse



Question de l'enquête UN75 : Quelles devraient être les priorités de la communauté internationale pour mieux se remettre de la pandémie ? Base : 579 199 (tous les répondants âgés de 30 ans ou moins à partir du 22 avril 2020, date à laquelle cette question a été ajoutée). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

- Les Nations unies peuvent travailler avec des célébrités et des personnes influentes dans les médias sociaux pour toucher un public de jeunes plus large.
- Les Nations unies peuvent organiser et financer des programmes d'éducation et d'échange pour accroître les connaissances/compétences.
- Les processus d'engagement doivent être authentiques, y compris lors de la création de partenariats avec des influenceurs de médias sociaux, des établissements d'enseignement et des associations d'étudiants. S'ils sont authentiques, ils peuvent devenir des canaux par lesquels les Nations unies peuvent diffuser des informations sur le travail de l'ONU et encourager les jeunes à participer aux processus politiques et internationaux.

« Il serait cependant très important que le contenu soit vraiment authentique et ne penche pas vers quelque chose qui ressemble à de la publicité payante. La jeune génération est capable de repérer facilement de telles campagnes trompeuses et il y a un grand risque de faire plus de mal que de bien ».

Association des Nations unies Suisse / ETH Modèle des Nations Unies, 16-30 ans, étudiants, mixte.

Protéger les jeunes dans les situations de conflit et soutenir leur rétablissement

Les jeunes en situation de conflit et de post-conflit sont particulièrement vulnérables. Ils ont exprimé le besoin de pouvoir dormir la nuit sans craindre d'être tués dans leur lit, de se rendre à l'école à pied sans craindre d'être tués par des explosions de bombes ou des tireurs embusqués, de jouer dans la rue sans s'inquiéter, de jouir de leur droit à l'éducation, de reconstruire l'avenir de leur pays, ou d'être accueillis et de jouir de la sécurité dans un autre pays. Ils ont exprimé

la nécessité pour les Nations unies d'assurer leur sécurité, leurs besoins fondamentaux et leur espoir d'un avenir. En Syrie, les jeunes ont demandé que les acteurs internationaux soient conscients de l'impact des sanctions sur les jeunes et sur leur éducation, leur santé et leurs aspirations, et qu'ils prennent en compte les besoins des jeunes dans la prise de décision.

Les participants « veulent voir un monde et un pays sûrs où ils n'ont pas besoin de stresser sur l'air qu'ils respirent (pollution ou pandémie), sur la nourriture qu'ils mangent (pauvreté et faim), sur l'eau qu'ils boivent (accès à de l'eau propre). Les participants veulent vivre dans un pays plein d'amour et de paix, et non de haine et de guerre. Ils veulent se sentir en sécurité dans leurs maisons, ils veulent se sentir en sécurité en marchant à ciel ouvert et ne pas être touchés par un obus, et ils veulent pouvoir dormir en toute sécurité la nuit, en sachant qu'ils seront en vie le lendemain matin. Les participants veulent voir une Syrie pacifique en l'an 2045 ».

Jeune Chambre Internationale, Syrie, 16-30 ans, professions et sexes mixtes.

Protéger et soutenir les jeunes à la maison

Les jeunes sont vulnérables à la violence dans leur propre foyer. Les participants ont observé que la pandémie a exposé les dangers de la négligence, de la maltraitance et de l'exploitation des enfants lorsque le village n'est pas en mesure de surveiller le bien-être des enfants. Les participants ont souligné qu'assurer leur protection est une responsabilité de tous.

Si l'on examine les données de l'enquête de l'ONU75 ventilées par âge, l'accès universel aux soins de santé figure en tête des priorités immédiates des jeunes de 30 ans et moins selon les régions, tandis que

les deuxième et troisième priorités varient selon les régions.

Alors que les trois premières priorités immédiates des jeunes répondants s'alignent sur les trois premières priorités de tous les répondants, les

➔ L'accès universel aux soins de santé figure en tête des priorités immédiates pour les jeunes de 30 ans et moins, les deuxième et troisième priorités variant selon les régions

CLASSEMENT DES PRIORITÉS 1 ^{ER} 2 ^E 3 ^E	Mondial (Jeunes)	Asie centrale & du Sud	Asie de l'Est & du Sud-Est	Europe	Amérique latine & Caraïbes	Afrique du Nord & Asie occidentale	Amérique du Nord	Océanie & Antarctique	L'Afrique subsaharienne
		Accès universel aux soins de santé	39%	39%	39%	44%	50%	47%	50%
Accroître le soutien aux endroits les plus touchés	30	28	27	27	31	33	29	36	33
Renforcer la solidarité mondiale	27	23	33	25	23	26	20	23	29
Investir dans l'éducation & la jeunesse	27	24	25	25	27	29	21	27	30
Accès universel à l'eau potable & à l'assainissement	24	21	28	27	29	24	32	28	22
Lutter contre l'aggravation des inégalités	23	17	31	21	28	21	26	24	25
Repenser l'économie mondiale	21	15	19	29	25	19	20	17	24
Lutter contre la crise climatique	19	17	19	32	25	15	32	19	18
Prévenir et réduire les conflits et la violence	17	14	20	15	12	18	16	20	20
Accès universel aux technologies numériques	16	16	16	8	11	14	9	16	21
Mettre les droits de l'homme au centre des préoccupations	16	13	14	21	18	19	21	15	17
Moderniser les organisations internationales	16	13	13	10	9	13	10	18	22

Question de l'enquête UN75 : Quelles devraient être les priorités de la communauté internationale pour mieux se remettre de la pandémie ? Base : 579 199 (tous les répondants âgés de 30 ans ou moins à partir du 22 avril 2020, date à laquelle cette question a été ajoutée). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses. Asie centrale et méridionale (162 406), Asie de l'Est et du Sud-Est (63 697), Europe (52 686), Amérique latine et Caraïbes (36 560), Afrique du Nord et Asie occidentale (39 396), Amérique du Nord (12 253), Océanie et Antarctique (11 413), Afrique subsaharienne (197 970), autres (2 818).

jeunes répondants ont donné la priorité à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement plutôt qu'à un investissement accru dans les programmes d'éducation et de jeunesse.

Au niveau régional, l'accès universel aux soins de santé est la première priorité immédiate des jeunes répondants dans les huit régions, alors que dans six des huit régions, il est la première priorité de tous les répondants. En Asie de l'Est et du Sud-Est et en Afrique subsaharienne, les jeunes répondants ont classé l'accès universel aux soins de santé comme la première priorité immédiate, tandis que tous les répondants de ces deux régions ont respectivement accordé la priorité au renforcement de la solidarité mondiale et à l'augmentation du soutien aux endroits les plus touchés.

Le soutien accru aux endroits et aux communautés les plus durement touchés est arrivé en deuxième position en Océanie et en Antarctique, en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et aux Caraïbes et en Asie centrale et du Sud. L'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement a été classé deuxième en Amérique du Nord (contre troisième pour l'ensemble des répondants en Amérique du Nord) et troisième en Amérique latine et aux Caraïbes, ainsi qu'en Océanie et en Antarctique.

S'attaquer à la crise climatique avec plus d'urgence est arrivé en deuxième position parmi les jeunes en Europe (contre la troisième position parmi tous les répondants en Europe) et en troisième position parmi les jeunes en Amérique du Nord (contre la deuxième position parmi tous les répondants en Amérique du Nord). L'augmentation de l'investissement dans les programmes d'éducation et de jeunesse est arrivé en troisième position parmi les jeunes en Afrique subsaharienne, en Afrique du Nord et en Asie occidentale et centrale et du Sud (contre le renforcement de la solidarité mondiale qui est arrivé en troisième position parmi tous les répondants dans ces régions).

La pandémie a provoqué un stress et un désespoir économique pour les familles et les soignants. En soutenant les enfants, les participants ont demandé aux gouvernements de veiller à ce que les systèmes de protection sociale

fassent passer le bien-être économique et social des enfants avant la politisation ou les stratégies visant à réduire la dépendance vis-à-vis de l'aide sociale. Ils ont souligné que le bien-être des enfants repose sur le soutien aux parents et aux personnes qui s'occupent d'eux. Les participants ont discuté de la nécessité de garantir la santé et la sécurité des enfants, en tant que futurs citoyens qui contribueront à leur communauté. Ils ont demandé aux gouvernements d'entreprendre des études d'impact sur les enfants et les jeunes.

Les participants ont demandé aux gouvernements et aux autorités locales de donner la priorité aux programmes de développement de l'enfant, notamment en soutenant les premières années. Les enfants souffrant de stress lié à une pandémie et d'autres problèmes de santé mentale ont besoin du soutien des systèmes de santé nationaux, notamment en matière de santé mentale.

Soutenir les opportunités - Les jeunes et le travail

Les jeunes veulent vivre une vie pleine et prospère. De nombreux jeunes participants, en particulier dans les pays à faible développement humain et dans les zones rurales, ont estimé que cela est actuellement hors de portée. Ils

ont appelé à une plus grande sensibilisation et au respect des droits et des intérêts des jeunes sur le lieu de travail, et à mettre fin à l'exploitation économique des jeunes, par exemple dans les emplois précaires et sous-payés et dans l'économie du spectacle.

« Pour tirer parti du dividende démographique, le Cameroun devrait concentrer ses investissements sur un certain nombre de domaines essentiels, avec une priorité sur la santé, l'éducation et la formation ».

AfriYAN Cameroun, 31-45 ans, professions mixtes, principalement des hommes.

Les jeunes ont demandé aux personnes en position de pouvoir de créer des opportunités pour leur emploi. Ils ont souligné que l'engagement et l'emploi des jeunes peuvent apporter des changements économiques et politiques positifs et de nouvelles approches créatives :

- Les gouvernements et les acteurs locaux devraient créer davantage de possibilités pour les jeunes de s'impliquer dans le travail social local visant à garantir la santé, les droits de l'homme et à éliminer le terrorisme, le travail et le trafic sexuel.
- Les gouvernements et les industries peuvent créer davantage de possibilités de travail pour les jeunes dans les zones rurales afin de réduire la congestion de la population dans les villes.
- Les Nations unies peuvent travailler avec les décideurs politiques et les entreprises/employeurs pour encourager l'embauche de jeunes en réduisant la longue "expérience professionnelle" souvent exigée par les lieux de travail. Les employeurs peuvent investir davantage dans la formation des jeunes afin de s'assurer qu'ils possèdent les compétences nécessaires pour le poste.
- Les gouvernements et les autorités locales peuvent soutenir les initiatives existantes et nouvelles en faveur de la jeunesse, qui permettent d'améliorer les compétences, de renforcer les capacités, de responsabiliser les jeunes, de mettre en place des programmes de mentorat, de soutenir la santé mentale et d'offrir un soutien entre pairs.

Les jeunes des zones rurales ont proposé le soutien suivant :

- Les organisations, telles que le Fonds international de développement agricole, peuvent continuer à soutenir les besoins des jeunes dans les environnements et les économies rurales et à mobiliser leur énergie en faveur des SDG, par exemple par le biais du plan d'action 2019-2020 du FIDA pour le développement rural, qui inclut les jeunes comme priorité de développement dans les projets d'investissement et encourage les

gouvernements à formuler des politiques qui soutiennent les jeunes, permettent l'autonomisation des jeunes et le renforcement des capacités. Les participants ont discuté du travail du FIDA dans les provinces chinoises du Yunnan et du Hunan, notamment de la formation à l'entrepreneuriat et des stages pour les jeunes, de la facilitation du transfert de terres aux jeunes et d'un fonds pour le développement de la jeunesse.

- En Chine, les étudiants ont proposé une communication bidirectionnelle entre les jeunes des villes et des campagnes par le biais de voyages de recherche et de formation professionnelle, afin de mieux comprendre les développements et les opportunités dans le domaine rural, agricole et technologique.
- Les gouvernements et les institutions peuvent impliquer les jeunes dans les stratégies de revitalisation rurale, par le biais de programmes de formation, de sensibilisation, de financement et d'élaboration de politiques ciblées.
- Les gouvernements et les institutions peuvent réaliser le plein potentiel des jeunes en investissant dans des programmes de développement des compétences dans les régions éloignées et en créant la connectivité numérique nécessaire pour que les jeunes puissent profiter de l'éducation.

« Les pratiques agricoles durables sont une pierre angulaire de la réalisation des SDG, la jeunesse étant un moteur important dans ce processus. Avec environ 500 millions de jeunes vivant dans les zones rurales, une proportion importante de ce bloc vit en Chine et doit relever des défis pour acquérir les compétences, les opportunités et les capitaux adéquats ».

Bureau du coordinateur résident des Nations unies, Chine, 16-30 ans, professions et sexes mixtes.

Dans toutes les régions, les jeunes s'inquiètent de l'impact de l'intelligence artificielle et des robots sur les futurs emplois et moyens de subsistance. Ils ont demandé à tous les secteurs et à tous les décideurs politiques de s'attaquer à ce problème.

« Les robots vont prendre d'assaut le monde entier, laissant des millions de personnes sans emploi et mal payées ».

Ole Anders Røsand, Norvège, moins de 15 ans, sexe mixte, étudiants.

Respecter la différence et protéger les droits fondamentaux

Les jeunes ont exigé le respect et la protection des différences, notamment en ce qui concerne le sexe, la sexualité, les femmes et les filles. Plus précisément :

- Respect et protection contre la violence pour les orientations sexuelles ou de genre non traditionnelles. De nombreux jeunes ont réclamé des droits légalement reconnus pour aimer qui ils veulent.

« Les personnes LGBTQ devraient pouvoir aimer qui elles veulent, sans être jugées par les autres. Ils devraient pouvoir se marier avec qui ils veulent. Il devrait y avoir une égalité des sexes et les transgenres ne devraient pas être jugés ».

Asker International School, Norvège, moins de 15 ans, étudiants, sexe mixte.

- Les jeunes, en particulier ceux des pays à faible développement humain, ont demandé l'accès à l'éducation sexuelle, aux droits reproductifs et à l'équité des périodes - la fourniture gratuite d'articles sanitaires et les attitudes sociales qui permettent aux femmes en période de menstruation de participer pleinement à l'éducation et à la société.

Il y a un « besoin croissant d'une éducation sexuelle appropriée dans les écoles indiennes, dont l'absence entraîne plusieurs problèmes avec les adolescents et les jeunes adultes ».

Confederation of Young Leaders, Inde, 16-30 ans, étudiants, mixte.

- Les jeunes de toutes les régions ont demandé un renforcement du respect et de l'application des droits de l'enfant. Ils ont demandé aux Nations unies de traduire les textes officiels pertinents dans d'autres langues locales, et de sensibiliser les organisations qui soutiennent les jeunes et les enfants aux conventions et traités relatifs aux droits de l'homme et de l'enfant. Ils ont appelé à plus d'équité intergénérationnelle et le droit à une planète saine.

« La Convention relative aux droits de l'enfant doit être enseignée à l'école maternelle et secondaire... Les Nations unies doivent faire un effort drastique en poussant leurs agences et le gouvernement à mobiliser davantage de traducteurs afin de répondre à la demande du grand public de partager les conventions et traités internationaux pertinents dans leur langue maternelle. Par exemple, le Comité des droits de l'enfant a publié environ 22-23 recommandations, mais seulement 5-10 d'entre elles sont traduites ».

Bureau du coordinateur résident des Nations unies, Mongolie, dialogue avec les organisations travaillant avec les enfants et les jeunes, âgés de 16 à 30 ans, mixtes.

- Les jeunes et d'autres personnes ont demandé aux Nations unies, aux gouvernements et aux communautés de prendre des mesures plus

fermes contre la maltraitance des enfants, de l'interdire et de prévenir activement le travail et le mariage des enfants.

Soutenir la santé des jeunes

Parallèlement à l'éducation, les jeunes ont réclamé un accès gratuit et universel aux soins de santé. Ils ont également demandé des initiatives spécifiques pour lutter contre les effets des modes de vie sédentaires et des régimes alimentaires pauvres et transformés. Par exemple, les participants de Kiribati ont noté que la société dans son ensemble bénéficierait de programmes sportifs qui soutiennent des jeunes en bonne santé et productifs. Les fédérations sportives nationales et autres associations sportives devraient être financées pour améliorer la santé des jeunes par le sport.

Capitaliser sur la créativité et l'innovation des jeunes

Les jeunes ont considéré leurs compétences technologiques, leur créativité et leur propension à innover comme une ressource inexploitée, en particulier pour les SDG. Tous les acteurs peuvent mieux exploiter ce potentiel en offrant aux jeunes la possibilité de partager leurs idées et d'innover activement. Le concours "Apps 4 Digital Peace", lancé conjointement par le Bureau des Nations unies pour les affaires de désarmement (UNODA) et le Cyber-security Tech Accord, est un exemple récent de la manière dont les concours ciblant les jeunes innovateurs peuvent soutenir l'innovation numérique pour la paix et la sécurité.

« Lancer des concours et des prix de l'innovation pour des solutions technologiques menées par les jeunes et susceptibles d'améliorer la sécurité et la stabilité de l'environnement en ligne ».

Impact universitaire des Nations unies, dialogue avec les pays mixtes, les groupes d'âge, les professions.

Les jeunes et les technologies du futur

En Norvège et en Indonésie, les jeunes ont encouragé la communauté mondiale à ne pas perdre de vue les opportunités et les risques que représentent les nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle.

« Trouver une solution pour passer à une autre planète du système solaire, notamment par des partenariats avec des milliardaires »

Brent Jane, Norvège, moins de 15 ans, étudiants, mixte.

« Le monde sera meilleur à l'avenir car, malgré la pandémie COVID-19 en cours, les jeunes ont encore trouvé des moyens de développer des idées innovantes pour se maintenir ».

Dialogue organisé par ONU Femmes, 31-45 ans, avec des professions mixtes, principalement des femmes.

Une participation réelle à l'élaboration des politiques et à la prise de décision

« Il faut accroître la démocratie participative, surtout chez les jeunes, en des groupes de travail des Nations unies, ainsi que de mener des initiatives participatives, comme ce dialogue mondial, pour diffuser l'information de la base vers le sommet ».

Universitat Pompeu Fabra (Barcelone), Espagne, 16-30 ans, étudiants, mixte.

Les jeunes ont exigé une participation significative (et non symbolique) aux prises de décisions et aux débats politiques qui les concernent, y compris aux Nations unies :

- Les Nations unies peuvent discuter des politiques avec les jeunes afin de mieux

comprendre ce qu'ils veulent, notamment en ce qui concerne le changement climatique, la technologie et l'innovation.

« Les jeunes générations devraient avoir davantage d'occasions d'exprimer leur capacité et leurs compétences pour contribuer à la durabilité et accroître l'accès entre les jeunes du monde entier pour permettre une collaboration collective ».

*ASN Senior Secondary School, Inde,
16-30 ans, étudiants, mixte.*

- Les États membres et les organisations des Nations unies peuvent développer des programmes qui impliquent les jeunes afin de garantir que leurs idées, opinions, réalités et préoccupations soient prises en compte dans les plans et politiques nationaux et internationaux.
- Les jeunes peuvent soutenir le suivi de la mise en œuvre des SDG au niveau national.
- L'ONU peut développer d'autres possibilités pour les jeunes d'être présents lors des assemblées et des réunions de l'ONU.
- Les groupes de travail des Nations unies peuvent inclure des mécanismes participatifs pour les jeunes.
- Les organisations des Nations Unies peuvent étendre leurs programmes de volontariat pour générer davantage de sensibilisation, de collaboration et une communication plus forte dans tous les domaines.
- L'ONU peut mieux éduquer les jeunes sur les défis mondiaux d'aujourd'hui et écouter leurs opinions.
- L'ONU peut soutenir la création d'un organisme mondial de la jeunesse et/ou établir un bureau de l'ONU composé de jeunes de 20 ans ou moins afin de fournir une formation humanitaire et de leadership aux jeunes et de leur donner une voix.

« Un panel de suivi de la mise en œuvre des SDG devrait être mis en place. Il serait composé de citoyens représentant la tranche d'âge de 18 à 30 ans... Ce panel devrait suivre de près la mise en œuvre des SDG dans le droit national et vérifier si un certain pays est en voie de les réaliser ».

*Association des Nations unies Suisse/
ETH MUN, 16-30 ans, étudiants, mixte.*

Les jeunes voulaient des moyens permanents de partager leurs points de vue et leurs idées

Les jeunes ont encouragé les décideurs des Nations unies et des gouvernements à créer des espaces ouverts de dialogue avec les jeunes afin d'entendre leurs opinions et leurs solutions :

- Une initiative en cours de l'ONU75 pour que le Secrétaire général de l'ONU continue à écouter les jeunes.
- Une plateforme web des Nations unies où les jeunes, et d'autres, peuvent poster leurs idées.
- Le Secrétaire général des Nations unies pourrait avoir davantage de conversations avec les écoliers.

« Créer un système permanent (comme l'ONU75) qui écoute et enregistre ce que les jeunes ont à dire. Pour écouter leurs vrais problèmes sur le terrain, les luttes qu'ils mènent dans chaque pays, et les aborder en conséquence ».

Jeune chambre internationale, République arabe syrienne, 16-30 ans, professions et sexes mixtes.

Les jeunes veulent des moyens de se parler à l'échelle mondiale

Les jeunes ont demandé à l'ONU et aux gouvernements de créer des plates-formes

leur permettant de collaborer entre eux dans le monde entier, de partager leurs expériences, de développer leurs idées et de défendre leurs intérêts en tant que force mondiale. Les Nations unies et les gouvernements pourraient soutenir les initiatives de la jeunesse locale afin de fournir aux jeunes les outils et les possibilités de réfléchir aux grandes questions qui les concernent.

Les mécanismes de participation des jeunes doivent intégrer l'équité et l'égalité. Les jeunes participants des pays à faible développement humain ont souligné qu'ils souhaiteraient bénéficier des mêmes opportunités que les jeunes des pays à développement humain élevé. Ils ont parlé du programme de stages des Nations unies, soulignant que seuls ceux qui bénéficient d'une aide financière et qui peuvent se permettre de vivre sans revenu peuvent rêver de postuler à un stage aux Nations unies.

« **Le Secrétaire général devrait adhérer à l'Initiative citoyenne mondiale et établir une Assemblée parlementaire consultative des Nations unies directement élue par le peuple, ce qui permettra à tous les peuples de s'exprimer sur l'établissement de l'ordre du jour des Nations unies... Si nous participons tous à la prise de décision, nous développons le sentiment d'être partie prenante aux décisions. En outre, travailler sur des objectifs communs tels que la préservation de la biosphère et la promotion des droits de l'homme peut unir les peuples** ».

ASN Senior Secondary School, Inde, âges 16-30 ans, étudiants, mixtes.

Des propositions concrètes sont incluses :

- Les jeunes devraient être inclus dans tous les nouveaux mécanismes participatifs axés sur l'international.

- Les jeunes de tout le continent africain ont demandé davantage d'opportunités (similaires à celles dont bénéficient leurs jeunes homologues des pays à développement humain plus élevé) pour participer et influencer les processus décisionnels aux niveaux national, régional et international, notamment en matière de changement climatique.
- L'ONU peut travailler avec des fondations, des gouvernements, des membres du personnel de l'ONU et d'anciens stagiaires pour créer un fonds permettant de verser un salaire minimum aux stagiaires de l'ONU (y compris les stagiaires à distance pendant la pandémie) afin de garantir que l'ONU ne se contente pas d'engager des jeunes qui bénéficient d'une aide financière.
- Renforcer le système d'accueil et d'évaluation des stagiaires des Nations unies.
- Mener une étude pour examiner le profil des candidats qui bénéficient de stages aux Nations unies et de ceux qui sont laissés de côté.
- Les Nations unies peuvent travailler avec les gouvernements pour organiser des événements visant à faire participer les adolescents et les jeunes professionnels.
- Les Nations unies et les gouvernements peuvent désigner des journées désignées pour encourager les gens à réfléchir à la coopération mondiale et à suggérer des moyens de changer le monde.
- Les Nations unies pourraient plaider en faveur d'un verrouillage annuel simulé, pour nous rappeler que les verrouillages de la pandémie démontrent que des mesures décisives peuvent être prises pour réduire les émissions.

Façonner l'avenir du travail

Parallèlement à la mécanisation et à la numérisation des emplois, les jeunes ont discuté de la nécessité de s'adapter à un nouveau marché du travail. Les participants ont encouragé **les acteurs du système des Nations unies à étudier**

le statut et l'avenir des travailleurs à bas salaires et l'évolution rapide du marché du travail, et à discuter des mesures spécifiques à chaque pays pour contrer la hausse du chômage induite par la COVID-19.

En Chine, les jeunes participants ont encouragé les gouvernements nationaux à adopter des politiques

pour faire face aux changements des systèmes de travail, notamment en tenant compte des émotions et des valeurs humaines, de l'intelligence et des capacités d'intelligence artificielle, des données importantes, de l'apprentissage tout au long de la vie et du développement des compétences, des revenus et du bien-être.

ENQUÊTE DU CENTRE DE RECHERCHE PEW

Un sondage révèle que les jeunes adultes sont plus favorables à l'ONU et à l'OMS

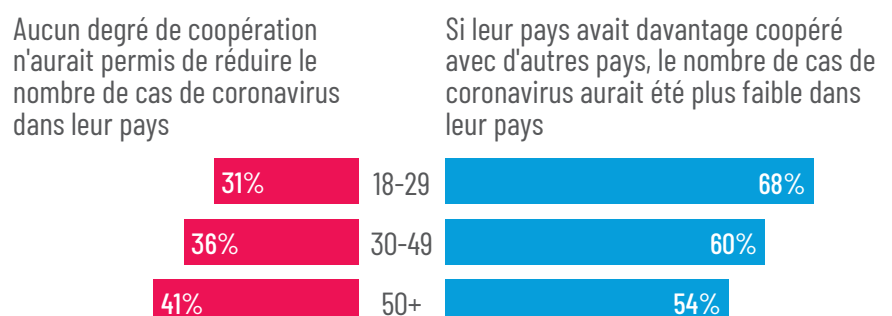
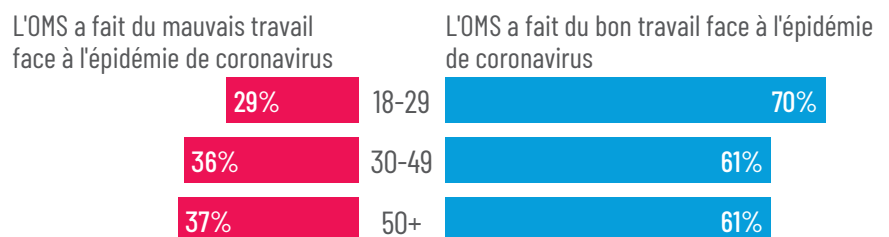
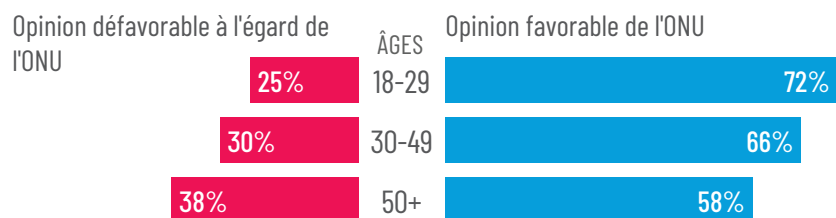
Le sondage du Pew Research Center dans quatorze des principaux pays donateurs de l'ONU révèle d'importantes différences selon l'âge, les jeunes adultes (18 à 29 ans) étant plus favorables à l'ONU et à l'OMS ainsi qu'à la coopération internationale en général. Parmi ce groupe, 72 %

disent avoir une opinion positive de l'ONU, contre 58 % chez les 50 ans et plus. Des écarts d'âge apparaissent en faveur du principe de coopération entre les pays pour la gestion de COVID-19 et de la gestion de la pandémie par l'OMS..

Les jeunes sont plus favorables à l'ONU, à la gestion de COVID-19 par l'OMS et à la coopération internationale

Source : Centre de recherche Pew. Enquête sur les attitudes mondiales de l'été 2020, Q4, Q8e Q10e. "La coopération internationale est bienvenue dans 14 économies avancées". Note : les pourcentages sont des médianes basées sur chaque groupe d'âge dans 14 pays. En Australie et au Canada, question posée sur "COVID-19". Au Japon, question posée sur le "nouveau coronavirus". En Corée du Sud, question posée sur "Corona 19".

Pourcentage median :



APERÇU DE LA RECHERCHE²

Publications universitaires

- Alfvén, T. 2019 "[Placing children and adolescents at the centre of the Sustainable Development Goals will deliver for current and future generations](#)" Global Health Action.
- Kluge, J. et al. 2019 "[Do youth employment programs improve labor market outcomes? A quantitative review](#)" World Development.
- Sayre, E. & Yousef, T. (eds) 2016 [Young Generation Awakening: Economics, Society, and Policy on the Eve of the Arab Spring](#).
- Sukarieh, M. & Tannock, S. 2018 "[The global securitisation of youth](#)" Third World Quarterly.
- Thew, H. 2018 "[Youth participation and agency in the United Nations Framework Convention on Climate Change](#)" International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics.
- Trivelli, C. & Morel, J. 2020 "[Rural Youth Inclusion, Empowerment and Participation](#)" Journal of Development Studies.
- Van Den Hazel, P. 2019 "[The role of youth in the climate change debate](#)" European Journal of Public Health.
- Kamel, L. (ed) 2020 [Youth and Africa](#), Istituto Affari Internazionali.
- Kamel, L. & Okyay, A. (eds) 2018 [Realizing Youth Potential in the Mediterranean: Unlocking Opportunities, Overcoming Challenges](#), Istituto Affari Internazionali.
- Khan, A. et al. 2016 [The role of youth in sustainable development: Perspectives from South Asia](#), Sustainable Development Policy Institute & Overseas Development Institute.
- Paes Mamede, R., Pereira, M. & Simões, A. 2020 [Growing green: Fostering a green entrepreneurial ecosystem for youth](#), International Labour Organization.
- Plan International UK & Asian Development Bank 2018 [What's the Evidence? Youth Engagement and the Sustainable Development Goals](#).
- Simpson, G. 2018 [The Missing Peace: Independent Progress Study on Youth, Peace and Security](#), United Nations Population Fund & Peacebuilding Support Office.
- Smith, S. 2020 [The United Nations: A Champion for Youth?](#), Dag Hammarskjöld Foundation.

Recherche et rapports sur les politiques

- Engel, D. & Stefanik, M. 2018 [Compact for Young People in Humanitarian Action: Igniting Hope](#), United Nations Population Fund & International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies.
- Gardiner, D. & Goedhuys, M. 2020 [Youth Aspirations and the Future of Work: A Review of the Literature and Evidence](#), International Labour Organization.
- Sustainable Development Solutions Network Youth 2019 [Youth Solutions Report 2019](#).
- United Nations 2020 [Youth and peace and security: Report of the Secretary-General](#).
- – 2020 [World Youth Report 2020: Youth Social Entrepreneurship and the 2030 Agenda](#).
- – 2018 [Youth 2030: Working With and For Young People](#) [United Nations Youth Strategy].
- United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific 2017 [UN and SDGs: A Handbook for Youth](#).

2. Cet aperçu de la recherche comprend une sélection des publications les plus citées dans le cadre de la cartographie générale de la recherche universitaire et politique de l'ONU75 axée sur le multilatéralisme, les Nations unies et les domaines de travail de l'ONU, couvrant les six langues officielles de l'ONU. La cartographie de la recherche a été réalisée en collaboration avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

- United Nations Major Group for Children and Youth 2017 [Principles and Barriers for Meaningful Youth Engagement](#).

Commentaires et articles d'opinion

- Alisjahbana, A. 2020 "[The United Nations, 75 Years Young: Engaging Youth Social Entrepreneurs to Accelerate the SDGs 2020](#)" SDG Knowledge Hub.
- Chebbi, A. "[Intergenerational Co-Leadership for Global Governance Innovation](#)" Just Security.
- Mathys, Q. 2020 "[Transition from school to work remains a difficult process for youth](#)" ILOSTAT.

- Ten Hove, D. 2020 "[Meet the 20-Somethings Advising the UN Chief on How to Save Planet Earth](#)" PassBlue.
- Wickramanayake, J. 2020 "[Making the case for youth-led evaluation and accountability to achieve the SDGs](#)" Eval4Action.

Ressources de données et outils

- International Labour Organization [Youth labour statistics](#).
- Youth Policy Labs [National Youth Policy Overview](#).



NOUS SERONS PRÉPARÉS

« La pandémie de COVID-19 nous a pris au dépourvu. Elle a servi de signal d'alarme pour améliorer notre préparation non seulement aux crises liées à la santé, mais aussi à d'autres défis et crises. Nous devons renforcer la coopération, la coordination et la solidarité internationales. Il est important d'apprendre et de partager les expériences et les informations afin de réduire les risques et de rendre nos systèmes plus résistants. Tout en améliorant nos systèmes de prévention et de réponse aux crises mondiales, il est urgent d'accélérer le développement, la production, ainsi que l'accès mondial équitable et abordable à de nouveaux vaccins, médicaments et équipements médicaux. Nous applaudissons tous les professionnels de la santé et autres travailleurs de première ligne qui mettent leur propre sécurité en danger lorsqu'ils sauvent d'autres personnes, et nous nous engageons à placer les personnes au centre de notre réponse ».

Assemblée générale des Nations unies, « [Déclaration UN75](#) », septembre 2020, A/RES/75/1.

La préparation exige de prévenir les inégalités, notamment en « adaptant les cadres de protection sociale pour y intégrer le soutien aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'au secteur informel, en s'appuyant sur une meilleure compréhension des "risques en cascade et systémiques" qui sont à l'origine des vulnérabilités exposées par la pandémie COVID-19 ... en tirant parti du potentiel des approches communautaires pour atteindre les plus vulnérables... ».

Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, USA, âges et professions mixtes, principalement des femmes.

DONNÉES SUR CET ENGAGEMENT

Les dialogues de l'ONU75



Enquête UN75



Analyse des médias



Aperçu de la recherche



Nous organisons les données pertinentes de l'ONU75 recueillies tout au long de l'année 2020 en fonction des [12 engagements de la Déclaration de l'ONU75](#). Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

DES DIALOGUES DE L'ONU75¹

OÙ NOUS EN SOMMES AUJOURD'HUI

Les participants ont massivement observé que COVID-19 était un rappel convaincant de notre fragilité et de notre interdépendance, que seule la coopération multilatérale suffirait pour régner sur la pandémie, s'en remettre et en tirer les leçons. Les participants ont été déçus par les réponses gouvernementales repliées sur elles-mêmes, qui ne tenaient pas compte des besoins fondamentaux des citoyens du monde entier, notamment en ce qui concerne l'accès aux vaccins et l'accès à des informations précises et opportunes, aux services de santé essentiels et aux installations d'hygiène.

« La communauté internationale se concentre sur le premier principe de protection de son propre peuple, mais il est urgent de travailler pour répondre à la Corona 19 comme une seule et même entité ».

Goriul Youth Culture House, République de Corée, 16-30 ans, mixte, cadres et professionnels.

« Covid-19 pourrait être une expérience d'apprentissage pour nos communautés en ce qui concerne l'urgence du développement durable pour nos communautés locales et mondiales ».

Youthinkgreen, Égypte, 16-30 ans, professions et sexes mixtes.

L'inégalité, exacerbée par la pandémie, est un problème récurrent soulevé par les participants :

- L'inégalité des effets sur la santé de certains groupes et l'inégalité d'accès aux services de santé.
- L'inégalité des emplois et la perte des moyens de subsistance pour les personnes travaillant dans certains secteurs.

- Impact inégal sur les hommes et les femmes : les femmes perdent leurs revenus plus rapidement que les hommes, elles assument une plus grande part des soins non rémunérés générés par les quarts de travail et les filles n'ont pas accès à l'éducation.
- Un impact générationnel inégal, les personnes âgées subissant à la fois des effets sur la santé et l'isolement, et les jeunes perdant des opportunités d'éducation et d'emploi, et qui en supporteront les effets économiques.
- Des risques de sécurité plus élevés pour les travailleurs précaires et essentiels qui ne peuvent pas travailler à domicile.
- Impact inégal entre les personnes présentant un risque médical plus élevé.
- Un accès inégal aux aides publiques, notamment pour de nombreux migrants et réfugiés, et pour ceux qui travaillent dans l'économie informelle.
- Un accès inégal à l'eau potable et à l'assainissement - essentiels pendant une pandémie.
- Une augmentation de la violence domestique qui touche de manière disproportionnée les femmes et les enfants.

Les participants ont exprimé leur inquiétude quant à la désinformation qui mine les messages de santé publique. Ils ont estimé que la diffusion rapide de la désinformation par les médias sociaux et autres, ainsi que par les mouvements politiques populistes, sapait la confiance des experts scientifiques et conduisait à des décisions, des réponses et des politiques de prévention mal informées, ce qui coûtait des vies.

Les participants ont été découragés par l'immense tâche de redressement, préoccupés par le fait que beaucoup ont été contraints à la misère, quel que soit le niveau de développement de leur pays, et que des secteurs entiers

1. Ce rapport contient un résumé de l'analyse de 1 141 résumés de dialogue de l'ONU75 reçus de 94 pays entre le 2 janvier et le 7 novembre 2020. Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

de l'économie représentant les moyens de subsistance de millions de personnes ont été perdus.

Des inquiétudes particulières ont été exprimées quant au coût élevé de la pandémie pour la santé mentale, les participants notant la myriade de facteurs de stress auxquels les gens sont confrontés, que ce soit par le deuil, l'isolement, les soins, les pertes d'emploi et d'entreprise, entre autres. Les participants ont fait remarquer que le rétablissement nécessiterait un solide plan de rétablissement de la santé mentale.

« Le besoin de liens humains est si grand que, même pendant cette pandémie, les gens risquent leur vie en

se rassemblant de manière dangereuse. Ce besoin humain d'appartenance et de connexion doit être reconnu dans tous les efforts et politiques de secours COVID-19, et la santé mentale doit être intégrée dans tous les cadres d'analyse et de définition des politiques des Nations unies ».

Hôtes du dialogue mixte (ONU75, Bureau du 74e président de l'Assemblée générale, Volontaires des Nations unies, Je suis votre protecteur, Fédération internationale de la Croix-Rouge), États-Unis, 31-45 ans, professions et sexes mixtes.

OÙ NOUS VOULONS ÊTRE

« Le groupe a estimé que le monde serait meilleur d'ici 2045 si un changement de valeurs et de priorités pouvait être soutenu et amplifié pour soutenir une plus grande cohésion et résilience de la société, conduisant à des conditions sociétales et économiques plus justes et durables pour tous ».

Hôtes de dialogue mixte (ONU75, Bureau du 74e président de l'Assemblée générale, Volontaires des Nations unies, Je suis votre protecteur, Fédération internationale de la Croix-Rouge), États-Unis, 31-45 ans, professions et sexes mixtes.

De manière plus positive, les participants ont considéré la pandémie comme un signal d'alarme avec des opportunités cachées - une chance de « reconstruire en mieux » :

- La chance de vaincre les inégalités à l'origine d'une grande partie des souffrances, avec des lieux de travail plus flexibles qui respectent mieux les responsabilités des soignants.
- Une main-d'œuvre de plus en plus décentralisée, avec la possibilité de régénérer

les communautés mourantes et de réduire la pression démographique sur les centres urbains.

- Une plus grande acceptation des connexions virtuelles qui rassemblent de nouveaux acteurs.
- Une meilleure appréciation de la nécessité de soins de santé gratuits et universels et de solides systèmes de protection sociale publique.

Les participants de toutes les régions, de tous les groupes d'âge et de tous les secteurs ont souligné que la gestion et le rétablissement d'une pandémie nécessitent une coopération multilatérale soutenue et collaborative à court et à long terme. Beaucoup ont fait remarquer que dans ce monde interconnecté, rien de moins qu'une action mondiale de collaboration ne suffira à assurer notre résilience collective face aux futurs chocs et crises mondiaux.

« Un pays ne peut se remettre d'une épidémie que si ses voisins et les autres pays s'en remettent ».

Asian Culture and Art Association (Asian Culture House), Afghanistan, avec un mélange d'âges, de professions, de genres.

COMMENT NOUS POUVONS Y PARVENIR

Les participants souhaitent une réponse collective et concertée à COVID-19. Il y avait beaucoup de points communs entre les régions et les groupes d'âge. Les participants ont demandé une réponse à COVID-19 qui mènera à un monde plus égalitaire et plus résistant. Ils ont fait des suggestions concernant la préparation à COVID-19, la gestion des crises aiguës et le rétablissement, et la manière de tirer parti des opportunités inattendues et des leçons tirées de la pandémie pour d'autres menaces et risques, tels que le changement climatique. Beaucoup ont proposé de renforcer la coopération entre les pays et le rôle des institutions internationales dans la préparation, la gestion et le rétablissement en cas de pandémie.

« Au XXI^e siècle, où les gens sont plus connectés que jamais, il ne suffit pas de soigner le COVID-19 dans son propre pays de résidence et de fermer ensuite les frontières. Il s'agit d'un problème mondial qui exige la coopération de toutes les nations ».

Kim 2020, République de Corée, 16-30 ans, professions mixtes, principalement des femmes.

Garantir la préparation

Suggestions pour renforcer le système des Nations unies afin d'assurer une meilleure préparation à l'avenir :

- La solidarité devrait souligner les efforts internationaux pour contrôler COVID-19. Les États membres des Nations unies peuvent renforcer la coopération internationale et le rôle de l'Organisation mondiale de la santé. Les pays devraient adopter une approche collaborative, guidée par l'Organisation mondiale de la santé.

« La résilience a remplacé l'efficacité comme qualité la plus recherchée, que ce soit dans les systèmes gouvernementaux ou dans les entreprises ».

Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, USA, âges, professions et sexes mixtes.

- Le système des Nations unies peut adopter une approche "Une seule santé" afin d'éviter que différentes organisations se fassent concurrence pour obtenir des fonds et de garantir une préparation et une réponse cohérentes aux pandémies et aux crises sanitaires.
- Les organisations internationales et multilatérales peuvent allouer davantage de ressources à la santé publique en tant que nouvelle priorité pour le XXI^e siècle.
- Les gouvernements et les fonds multilatéraux devraient aider les pays à faible développement humain à renforcer leurs systèmes et infrastructures de santé nationaux afin de mieux gérer les crises sanitaires.
- Les Nations unies peuvent créer de meilleurs mécanismes de coordination de la gestion des pandémies, notamment des technologies de surveillance sanitaire communes pour mieux réguler les mouvements transfrontaliers pendant les pandémies.
- Les Nations unies pourraient encourager les États membres à créer un Fonds de solidarité internationale pour les pandémies, par exemple en prélevant une petite taxe sur les masques et les désinfectants pour les mains. Ces fonds pourraient soutenir la solidarité, la recherche préventive et la lutte contre les risques liés au commerce des animaux sauvages en cas de pandémie.
- Les Nations unies peuvent améliorer le contrôle des projets de santé, afin d'éviter la corruption et la mauvaise gestion.

- Les Nations unies peuvent accroître leur soutien aux hôpitaux et aux centres de santé publics dans les pays à faible développement humain, et assurer l'accès aux soins de santé pour tous, en particulier pour les personnes à risque.
- Les Nations unies peuvent prendre des mesures supplémentaires pour prendre la tête de la lutte contre les violations des droits de l'homme induites par COVID-19.
- Les pays peuvent mieux coopérer pour la distribution adéquate des équipements de protection individuelle.

« L'accès à la santé pour tous et le renforcement du système de santé sont nécessaires. La pandémie COVID-19 a pris de nombreux pays, en particulier les pays en développement, au dépourvu. Les systèmes de santé doivent être renforcés ; beaucoup d'investissements sont nécessaires pour faire face aux effets de COVID-19 et se préparer aux futures pandémies car il est clair que ce n'est peut-être pas la dernière pandémie grave et dommageable ».

Dialogue organisé par ONU Eswatini, 46-60 ans, professions mixtes, principalement des hommes.

Suggestions de coopération pour la recherche et le développement :

- Les pays devraient consacrer davantage de ressources à la surveillance des zoonoses émergentes et partager les informations de manière transparente et en temps utile.
- Des structures devraient être créées pour que les pays coopèrent à la recherche et au développement de vaccins.
- La communauté internationale devrait créer une équipe d'experts médicaux pour la mise au point rapide de vaccins. Cette équipe devrait

être mise en place non seulement pour la pandémie actuelle, mais aussi pour être prête à réagir aux pandémies futures et aux risques de maladies émergentes.

Suggestions concernant la nécessité pour les pays de partager les informations :

- Les États membres peuvent renforcer la solidarité et mieux communiquer sur les nouvelles connaissances relatives à la pandémie, avec une plus grande transparence sur les données, les résultats des traitements et la recherche sur les vaccins.
- Les systèmes de coopération et de partage d'informations entre les systèmes de santé peuvent être renforcés.
- Un instrument statistique commun devrait être créé pour exposer clairement l'évolution de la pandémie et le nombre de cas dans chaque pays.
- Des évaluations peuvent déterminer à l'avance quels éléments de la préparation, de la gestion et du rétablissement en cas de pandémie peuvent être gérés au niveau central, et lesquels sont les mieux réalisés au niveau local.

« Les questions de santé ne doivent pas être politisées. Il est vital que la communauté internationale soutienne les économies à faible revenu par une aide financière, un suivi et l'accès aux vaccins à l'avenir »

Asian Culture and Art Association (Asian Culture House), Afghanistan, avec un mélange d'âges, de professions, de genres.

Suggestions de coopération pour l'égalité des vaccins :

- La communauté internationale doit veiller à ce que les vaccins soient partagés et non monopolisés par les pays riches.
- Les structures permettant aux pays de distribuer les vaccins équitablement et sans

frais nécessiteront une collaboration entre les gouvernements et les fabricants privés, sans préférence pour un pays en particulier.

- Les pays producteurs de vaccins et les fabricants de vaccins devraient se joindre aux efforts mondiaux pour faire en sorte que les vaccins et les autres traitements et technologies atteignent les citoyens des pays à faible développement humain, notamment en partageant la propriété intellectuelle et la technologie, et en n'insistant pas sur les droits de propriété intellectuelle.

« La Mongolie ne peut pas parvenir à fournir par elle-même la future vaccination COVID-19 à l'ensemble de sa population sans l'aide potentielle attendue des Nations unies et de l'OMS ».

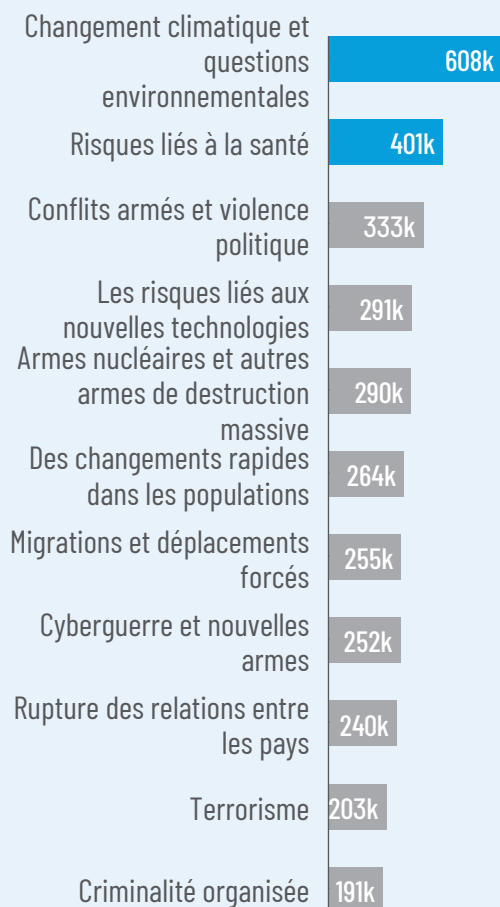
Dialogue organisé par le bureau du coordinateur résident des Nations unies, Mongolie, personnes d'âges et de sexes différents, organismes gouvernementaux.

Suggestions pour l'élaboration des politiques de santé :

- Les ministres des finances des pays pourraient allouer des budgets plus importants aux établissements de soins de santé primaires (qui traitent tous les patients, quel que soit leur statut économique) afin de prévenir la propagation actuelle et future des ma-ladies.
 - Tous les États membres des Nations unies ont été invités à mettre en place une couverture médicale gratuite et universelle.
 - Les gouvernements doivent assurer une répartition équitable du personnel médical, des outils et des médicaments dans toutes les régions, en particulier dans les régions éloignées et pauvres.
 - Les gouvernements et les écoles peuvent renforcer l'éducation sanitaire en tant qu'outil pour éliminer l'ignorance sur les questions de santé, afin que les individus puissent participer aux discussions, comprendre la raison d'être des mesures sanitaires mises en place et créer une immunité contre la désinformation.
 - Les gouvernements et le secteur privé devraient donner la priorité aux fonds et aux mesures d'incitation pour la recherche et le développement futurs sur les technologies de la santé.
- #### Suggestions pour l'élaboration des politiques :
- La lutte contre les inégalités, qui nécessite une volonté politique, a été considérée comme essentielle pour la préparation, les inégalités étant à l'origine d'une grande partie des souffrances humaines résultant de la pandémie :
 - Investissement dans des systèmes universels et équitables de soins de santé, d'éducation et de protection sociale (y compris un soutien en espèces et en nature pour améliorer la résistance aux chocs).
 - des systèmes de protection sociale qui incluent les petites et moyennes entreprises et les entreprises du secteur de l'information, ainsi que les groupes vulnérables sans reconnaissance légale dans leur pays de résidence.
 - Tirer parti des approches communautaires pour atteindre les plus vulnérables.
 - Des mesures fiscales visant à réduire les inégalités, notamment une fiscalité des entreprises équitable, la réduction de l'évasion fiscale, le règne de profits excessifs et la prise en compte des secteurs sous-imposés, ainsi que l'évaluation des inégalités dans la prise de décision budgétaire.
 - Garantir l'accès aux services essentiels et à l'information pour les communautés éloignées. Garantir l'accès à des espaces publics/privés sûrs qui favorisent le bien-être humain dans les villes.
 - Les gouvernements devraient assurer la fourniture quotidienne de services publics en cas de pandémie.
 - Les gouvernements devraient intégrer les services de santé urbains et ruraux et renforcer les réseaux de coordination sanitaire dans les zones rurales.
 - Les gouvernements devraient mettre en

place des systèmes d'aide sociale solides et des protections solides pour les travailleurs afin de minimiser les perturbations pour les populations lorsqu'elles doivent se conformer à

Enquête UN75 sur les menaces mondiales à long terme : Il est largement reconnu que les pandémies et les catastrophes sont dans notre avenir, le changement climatique et les risques liés à la santé étant les principales menaces mondiales perçues



Question de l'enquête UN75 : Laquelle de ces tendances mondiales pensez-vous que cela affectera le plus notre avenir ? La base : 1 220 848 (tous les répondants). Les participants pouvaient sélectionner jusqu'à trois réponses.

des ordres de rester chez elles.

- Créer des incitations pour que les travailleurs de la santé travaillent en milieu rural.
- Les participants ont noté que ce qui est considéré comme un travail important a changé au cours de cette pandémie, les travailleurs essentiels étant souvent les moins reconnus et les moins rémunérés. Les chauffeurs de messagerie, les travailleurs des transports publics, les nettoyeurs, le personnel des supermarchés, les puéricultrices, les infirmières et les médecins ont tous pris des risques importants pour une faible récompense, leur coûtant parfois la vie. En garantissant leurs droits, leur protection, leur reconnaissance et une rémunération équitable, nous nous prémunirons tous contre les futures pandémies.

Suggestions pour les individus, les communautés et les autres acteurs :

- Les acteurs internationaux, nationaux et locaux devraient encourager une culture du volontariat et du renforcement des communautés dans les politiques de développement afin de mobiliser des réponses communautaires aux pandémies.
- Les gouvernements, les ONG et les établissements d'enseignement peuvent accroître la sensibilisation à la santé afin que les gens soient mieux préparés, avec le soutien, les infrastructures et les informations nécessaires.
- Les parents et les enseignants peuvent encourager les enfants à être ouverts et à discuter de la santé de base.
- Les autorités locales peuvent organiser des exercices pour aider la communauté à se préparer à de futures pandémies et à d'autres crises et catastrophes.

Suggestions pour la préparation aux catastrophes :

- Les futures réformes des Nations unies devraient se concentrer sur le renforcement des capacités de gestion des catastrophes et des systèmes de prévision, compte tenu

de la dégradation de l'environnement et du changement climatique, qui augmentent les risques de futures pandémies et intensifient la fréquence des catastrophes naturelles.

- Les gouvernements et le système des Nations unies doivent garantir l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement.
- Les gouvernements devraient établir une coopération scientifique et technologique à long terme en développant la formation et le renforcement des capacités dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, en promouvant des projets de technologie industrielle et en soutenant la mise en place de systèmes scientifiques et technologiques.
- Les gouvernements locaux des zones rurales pourraient adopter des plateformes en ligne et des réseaux sociaux qui réduisent au minimum les risques de perturbation de l'approvisionnement en nourriture et autres produits essentiels.

Gestion des crises aiguës

Suggestions pour une action multilatérale :

- L'ONU devrait condamner le jeu des reproches de certains pays concernant la pandémie.
- Tous les pays développés devraient augmenter volontairement leurs contributions à l'OMS.
- Le Secrétaire général devrait continuer à plaider en faveur d'un cessez-le-feu mondial pendant la crise COVID-19, et celui-ci devrait être adopté par résolution.
- Un système de partage de l'information devrait être mis en place pour que les pays puissent partager de manière transparente des informations en temps réel sur leur situation actuelle en matière de pandémie.
- Les pays devraient s'assurer que des politiques de prévention et des mesures de santé publique adéquates sont en place, conformément aux lignes directrices de l'OMS.
- Les partenariats avec les agences de

développement devraient garantir que tous les avis et informations sanitaires de COVID-19 atteignent les personnes à tous les niveaux, y compris les communautés éloignées et défavorisées.

- Des stratégies particulières devraient répondre aux besoins des peuples et des communautés autochtones.
- Les pays à développement humain élevé devraient fournir un soutien, des masques et d'autres moyens de prévention pertinents aux pays à développement humain faible.
- Les fonds multilatéraux et les donateurs bilatéraux doivent donner la priorité à l'aide sanitaire aux pays vulnérables.
- Les campagnes internationales peuvent contribuer à diffuser des messages de sécurité en matière de santé publique, en contrant la désinformation. Les Nations unies pourraient s'inspirer des campagnes de prévention menées par l'ONU et l'OPS, telles que « Restez chez vous », pour atteindre les communautés où l'accès à l'information est rare ou inexistant.

Suggestions pour l'élaboration des politiques de santé :

- Les vaccins COVID-19 devraient être gratuits et accessibles à tous.
- Les voyages internationaux devraient être limités aux voyages essentiels.
- Chaque nation devrait créer un ensemble de lignes directrices préventives et les mettre à jour régulièrement.
- Les gouvernements devraient mettre en place un contrôle rigoureux du respect de ces directives et recourir à des sanctions juridiques en cas de violation des mesures préventives.
- La sensibilisation et l'acceptation du port du masque sont essentielles. Pour changer les idées négatives sur le port des masques, les dirigeants nationaux et les célébrités devraient se manifester et affirmer leur soutien.
- Pour assurer le bien-être de l'ensemble du personnel médical, les gouvernements

devraient accroître leur soutien pour garantir la santé physique et mentale du personnel soignant et hospitalier en première ligne.

- Des équipements de protection individuelle devraient être fournis à tous ceux qui en ont besoin.
- Les personnes les plus à risque devraient être prioritaires dans cette pandémie et les suivantes.
- Les gouvernements devraient continuer à mettre en œuvre des protocoles rigoureux de test, de dépistage, d'isolement et de traitement.
- L'utilisation de la télémédecine peut permettre de fournir des services de santé à des personnes qui ne peuvent pas accéder aux services de santé locaux ou d'aider un personnel médical insuffisamment formé.

Suggestions pour les besoins des groupes marginalisés :

- Les gouvernements et les ONG devraient répondre aux besoins des réfugiés et des demandeurs d'asile dans les pays d'accueil, leur statut juridique les laissant souvent sans soutien gouvernemental, isolés et susceptibles de perdre leur emploi. La priorité devrait être donnée à la garantie de leur accès à l'internet.
- Assurer des filets de sécurité gouvernementaux pour les personnes sans statut juridique pendant une pandémie, car l'accès aux groupes communautaires, aux ONG et aux organisations caritatives n'est pas toujours garanti.
- Les groupes de soutien des communautés locales peuvent favoriser la communication entre le gouvernement et la population. Cela permettra de lutter contre la désinformation, la panique et la peur et favorisera le dialogue pendant la phase de rétablissement.
- Dans la mesure où cela est compatible avec les objectifs essentiels de santé publique, les écoles et les structures d'accueil des enfants doivent rester ouvertes, et/ou les personnes qui s'occupent des enfants doivent être soutenues pour faciliter le travail des parents

qui travaillent à domicile. Ce sont les femmes et les enfants vulnérables qui souffrent le plus, et les écoles et l'éducation peuvent réduire cette situation.

- Les gouvernements et les autorités scolaires devraient mieux aider les enseignants à dispenser efficacement l'enseignement en ligne lorsque cela est nécessaire, en tenant compte du temps et des ressources supplémentaires qu'il requiert et en garantissant la connectivité à l'internet et l'accès aux ordinateurs pour tous les élèves.

Suggestions pour les individus, les communautés et les autres acteurs :

- Les participants ont appelé les gens à agir en tant que citoyens responsables, en protégeant les autres par l'adhésion à des mesures préventives.
- Les individus devraient prendre leur hygiène personnelle au sérieux en portant des masques, en évitant les rassemblements, en se lavant les mains et en désinfectant les surfaces.

Un rétablissement juste et équitable

« [...] Habituellement, si l'État se trouvait dans une situation semblable à celle à laquelle il est confronté aujourd'hui, il pourrait compter sur l'aide étrangère. Cependant, en raison de la nature véritablement mondiale de la pandémie et sans que l'on puisse en voir la fin, les États étrangers ont eu recours à la réduction de toute allocation de ressources utilisée comme aide, laissant l'Afghanistan gérer seul la crise chez lui pour la première fois au XXI^e siècle ».

Le Dais, Mandate Project, Université de Rana et Université de Jami, Afghanistan, 16-30 ans, mixte.

Suggestions pour une action multilatérale :

- Veiller à ce que les efforts de relance se concentrent sur la réduction des inégalités.
- Les gouvernements devraient fournir un soutien financier aux pays les plus pauvres pour soutenir la reprise. Ils devraient aider les pays endettés à investir pleinement leurs ressources pour atténuer les effets secondaires économiques, sociaux, sanitaires et psychologiques de la crise actuelle sur les groupes les plus vulnérables.
- Le FMI devrait accorder un allègement partiel de la dette pour aider les pays en développement pendant la pandémie.
- Les Nations unies devraient être positionnées comme un "vecteur de transformation".
- Le secrétaire général de l'ONU et les acteurs de l'ensemble du système des Nations unies peuvent organiser des événements et des campagnes de haut niveau pour accorder une plus grande attention au renforcement des services de santé dans le cadre du rétablissement de COVID-19.

Suggestions pour la reprise économique :

- Des fonds publics à faible taux d'intérêt devraient être mis à la disposition des petites et moyennes entreprises qui connaissent des difficultés financières.
- Concentrer les efforts sur la relance de l'industrie du tourisme, qui a été touchée de manière disproportionnée.
- Soutenir une forme de "plan Marshall global" pour faciliter la reprise mondiale.
- L'aide financière devrait être destinée aux familles, aux groupes vulnérables et aux petites entreprises.

Suggestions pour l'éducation à la reprise :

- Les Nations unies et d'autres acteurs devraient soutenir une éducation de qualité par un accès accru à l'éducation en ligne/à distance, en particulier dans les pays où l'accès à Internet est faible.

- Des banques d'ordinateurs portables et de tablettes, proposées à la manière d'une bibliothèque et pouvant être utilisées à domicile, peuvent aider les étudiants les plus pauvres à accéder aux technologies, comme cela a été effectivement lancé dans certains projets pilotes en Inde.

Suggestions pour les individus, les groupes vulnérables, les communautés locales et les autres acteurs de la lutte contre la pandémie :

- Créer des initiatives multi-institutionnelles entre les autorités locales, les autorités locales du logement, les organisations communautaires, les associations à but non lucratif, les agences gouvernementales et les chercheurs afin de fournir un soutien aux communautés locales pour les banques alimentaires, les refuges, l'éducation en ligne et l'éducation adaptée.
- Les pays devraient mettre en place un plan de réhabilitation pour les travailleurs migrants, les participants notant que si nous voulons reconstruire en mieux, nous devons veiller à ce que les travailleurs migrants soient traités avec dignité, qu'ils aient accès à l'éducation, aux installations sanitaires et à la transférabilité des droits.
- Les particuliers et les gouvernements peuvent contribuer au redressement financier des secteurs caritatifs et à but non lucratif afin de s'assurer qu'ils peuvent apporter leurs compétences et leur expertise pour garantir un redressement équitable et atteindre les groupes marginalisés et vulnérables.
- Les autorités locales peuvent soutenir et encourager les communautés locales à partager des valeurs et des objectifs locaux pour la guérison et la reconstruction de leurs communautés.

Opportunités découlant de la pandémie, et ne pas perdre de vue les risques émergents

« Un changement technologique qui soutient une transition juste et un programme pro-égalité et respectueux de l'environnement, combiné à des politiques actives du marché du travail. Si elles ne sont pas atténuées, les tendances technologiques et démographiques actuelles risquent d'aggraver les inégalités et les tensions existantes entre les groupes. Cependant, des mesures prometteuses peuvent être prises... investir dans des infrastructures numériques physiques et "douces... offrir des protections à ceux qui pourraient être perdants de l'automatisation et du changement numérique... utiliser les technologies pour étendre les droits et les protections... passer aux énergies renouvelables ».

Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, États-Unis, âges et professions mixtes.

Suggestions pour l'élaboration de politiques sur l'avenir du travail :

- COVID-19 a transformé le lieu de travail, et avec lui, les attentes du monde du travail. La grande leçon de la pandémie, à savoir que l'on peut compter sur les employés pour travailler à distance, a le potentiel de provoquer des changements à un rythme jamais vu auparavant. On a constaté que des lieux de travail plus flexibles étaient bénéfiques pour les personnes ayant des responsabilités de soins, celles qui se trouvent dans des endroits éloignés, des régions et des zones rurales, en allégeant les pressions sur les villes et

en permettant de réunir plus facilement des personnes du monde entier, ce qui accroît la compréhension, la tolérance et le sentiment d'appartenance à une communauté mondiale.

- Les jeunes se sont prononcés en faveur de lieux de travail plus flexibles, demandant aux employeurs de "laisser leurs parents travailler à la maison".
- Pour tirer parti de ces tendances naissantes, les participants ont appelé à l'action la communauté des chercheurs, le secteur privé, les États membres de l'ONU et le système des Nations unies.

Suggestions pour la préparation scientifique et technique et le développement technologique comme stratégie de santé publique :

- Les participants ont estimé que les investissements futurs dans les technologies médicales (telles que le génie génétique, les nanotechnologies, la robotique, les véhicules autonomes et l'intelligence artificielle) et leur développement pourraient contribuer à la santé et à la sécurité publiques et réduire les risques liés aux pandémies et aux crises sanitaires. Les participants ont également demandé que des recherches soient menées sur les risques potentiels qu'ils encourent.
- Les jeunes participants ont demandé aux Nations unies et à d'autres acteurs d'investir dans l'exploration spatiale, le développement des technologies satellitaires et de l'intelligence artificielle, tout en comprenant leur impact et les risques qu'ils présentent, par exemple l'impact des robots et de la mécanisation sur l'avenir des moyens de subsistance.
- Les participants ont insisté sur une meilleure préparation aux risques anticipés qui accompagnent les développements scientifiques et technologiques, tels que la guerre biologique et la cybercriminalité.
- La pandémie a démontré qu'une culture sans contact est pratique et qu'elle peut être utilisée pour lutter contre l'évasion fiscale et dans le cadre de stratégies de santé publique, ce qui justifie des investissements supplémentaires.

« Une plus grande coopération entre les acteurs de la communauté internationale, en profitant notamment des avantages de la technologie pour maintenir une plus grande proximité avec la société de manière directe, tout en l'utilisant de manière positive pour améliorer la qualité de vie des personnes et protéger l'environnement en même temps ».

Dialogue organisé par le bureau du coordinateur résident des Nations unies, Venezuela et Bolivie, 16-30 ans, étudiants, mixte.

Suggestions pour la préparation au changement climatique :

- Comme l'explique plus en détail l'engagement 2, Nous protégerons la planète, les participants ont fait observer que la pandémie COVID-19 nous a appris que notre réponse au défi immense et critique du changement climatique a été inadéquate et lente. Les vieilles excuses ne suffisent plus. La pandémie a montré que la communauté mondiale peut agir avec urgence et détermination, et que les dirigeants peuvent prendre des décisions difficiles, auparavant considérées comme impensables.
- Les jeunes participants ont appelé à de courts blocages annuels pour demander à chacun de "s'arrêter un moment" afin de se rappeler, à partir du blocage de 2020, que nous pouvons réduire les émissions et que nous pouvons agir de toute urgence pour créer un changement réel, durable et transformateur.

ANALYSE DES MÉDIAS²

La pandémie a dominé les conversations sur la santé dans les médias de toutes les régions, suivie par les systèmes de santé et les maladies non transmissibles

Il n'est pas surprenant que la couverture médiatique des questions de santé ait été largement dominée par le COVID-19 en 2020. Les systèmes de santé (classés en deuxième position) et la santé mentale (classée en cinquième position) présentaient également des angles d'attaque importants liés à la pandémie.

Les systèmes de santé ont été largement couverts par les médias en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique du Nord, en Asie occidentale et en Afrique subsaharienne, avec une certaine

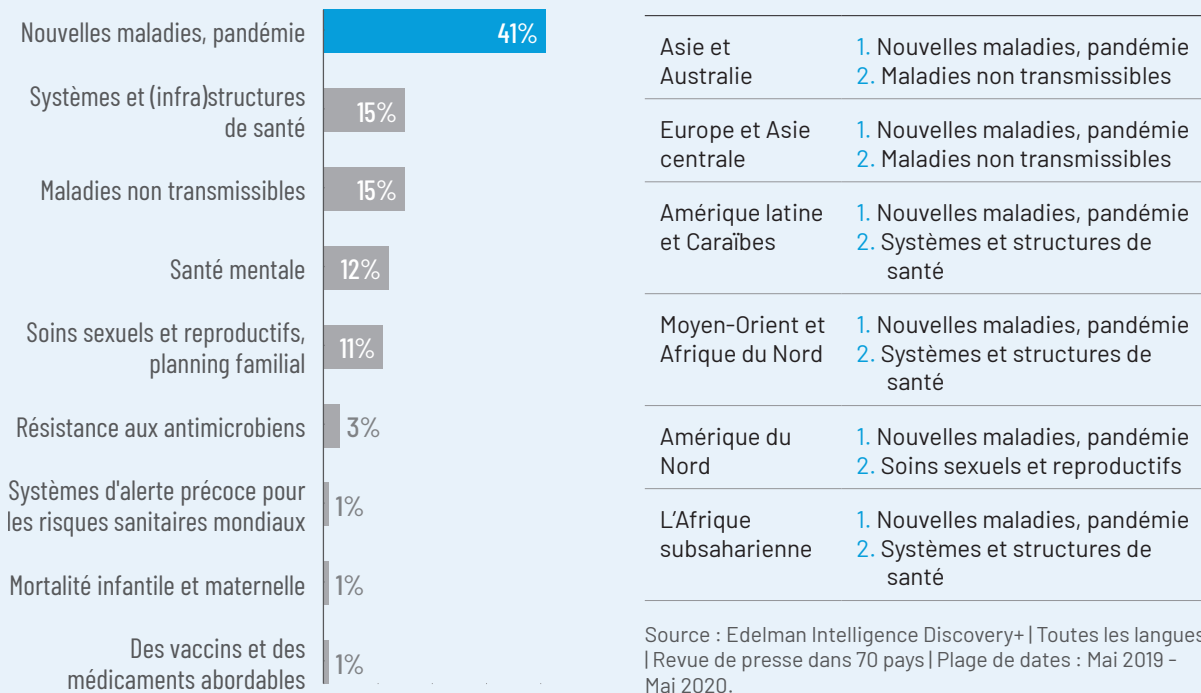
couverture également en Europe et en Amérique du Nord.

En Asie, la question de la capacité des systèmes de santé a occupé une place importante, tandis que l'accès aux services de santé a été un facteur clé en Afrique du Nord et en Asie occidentale. En Afrique subsaharienne, en particulier au Nigeria et en Afrique du Sud, un récit s'est fait jour selon lequel les médias seraient alarmistes quant à la robustesse des systèmes.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, la couverture s'est concentrée sur la mesure dans laquelle les gouvernements ont suivi les directives de l'OMS. En Amérique du Nord, l'impact de la pandémie sur l'économie et la future structure des systèmes de santé a été un sujet de conversation important dans les médias.

2. Edelman Intelligence a analysé le paysage médiatique mondial afin de mieux comprendre comment les mégatendances sont couvertes, y compris le rôle perçu de la coopération internationale et des Nations unies. Ils ont analysé la presse écrite, la radiodiffusion et les médias en ligne, y compris les médias sociaux, dans 70 pays, couvrant la période de mai 2019 à mai 2020. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

➔ Les nouvelles maladies et la pandémie ont dominé la couverture médiatique dans toutes les régions



APERÇU DE LA RECHERCHE³

Publications universitaires

- Acharya, A. & Plesch, D. 2020 « [The United Nations: Managing and Reshaping a Changing World Order](#) » Global Governance.
- Greenhill, B. & Lupu, Y. 2017. « [Clubs of Clubs: Fragmentation in the Network of Intergovernmental Organizations](#) » International Studies Quarterly.
- Hooghe, L., Lenz, T. & Marks, G. 2019 [A Theory of International Organization](#).
- Konarovskiy M., 2019 « [ШОС и БРИКС: возможности и перспективы сопряжения](#) » International Organisations Research Journal.
- Lipsky, P. 2017 [Renegotiating the World Order:](#)

[Institutional Change in International Relations.](#)

- Mao, R. 2020 « [多边主义与中国的联合国外交](#) » International Studies.
- Ocampo, J. (ed) 2015 [Gobernanza global y desarrollo: nuevos desafíos y prioridades de la cooperación internacional](#) .
- Patrick, S. 2015 « [The New « New Multilateralism »: Minilateral Cooperation, but at What Cost?](#) » Global Summitry.
- Patriota, A. 2017 « [Is the World Ready for Cooperative Multipolarity?](#) » Rising Powers Quarterly.
- Schimmelfenning, F. et al. 2020 [The Rise of International Parliaments: Strategic Legitimation in International Organizations.](#)

3. Cet aperçu de la recherche comprend une sélection des publications les plus citées dans le cadre de la cartographie générale de la recherche universitaire et politique de l'ONU75 axée sur le multilatéralisme, les Nations unies et les domaines de travail de l'ONU, couvrant les six langues officielles de l'ONU. La cartographie de la recherche a été réalisée en collaboration avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

- Smith, K. & Laatikainen, K. (eds) 2020 [Group Politics in UN Multilateralism](#).
- Sommerer, T. & Tallberg, J. 2019 « [Diffusion Across International Organizations: Connectivity and Convergence](#) » International Organization.
- Xu, Y. & Weller, P. 2018 [The Working World of International Organizations](#).

Recherche et rapports sur les politiques

- African Union 2017 [N'Djamena Declaration on the Emerging Global Order, Multilateralism and Africa](#).
- Arjomand, B. et al. 2020 [UN 2.0: Ten Innovations for Global Governance 75 Years beyond San Francisco](#), Stimson Center.
- Centre for International Governance Innovation 2020 [Modernizing the World Trade Organization](#).
- Council of the European Union 2019 [EU action to strengthen rules-based multilateralism](#).
- General Assembly of the United Nations 2020 [Declaration on the commemoration of the seventy-fifth anniversary of the United Nations \[A/RES/75/1\]](#).
- Helble, M, Ali, Z. & Lego, J. 2018 [A Comparison of Global Governance Across Sectors: Global Health, Trade, and Multilateral Development Finance](#), Asian Development Bank Institute.
- Independent Commission on Multilateralism 2016 [Pulling Together: The Multilateral System and its Future](#).
- Jones, S. & Malcorra, S. 2020 [Competing for order: Confronting the long crisis of multilateralism](#), Brookings Institution.
- Kharas, H., Snower, D. & Strauss, S. 2020 [The Future of Multilateralism: Responsible Globalization that Empowers Citizens and Leaves No One Behind](#), Think 20 Saudi Arabia.
- The Elders 2020 [Hope for a Sea-Change: Why Multilateralism Must Reshape the World After COVID-19](#).

Commentaires et articles d'opinion

- Ban, K. 2020 « [Returning to Multilateralism](#) » Project Syndicate.
- Brundtland, G. H. 2020 « [The UN @75: The Future of Partnership and Multilateralism](#) » Global Governance.
- Cui, H. 2020 « [中欧应当合作共建开放、包容的多边主义](#) » World Knowledge.
- Gabuev, A. & Chernenko, E. 2019 « [What Russia Thinks About Multilateralism](#) » Carnegie Moscow Center.
- Guterres, A. 2020 « [Multilateralism After COVID-19: What kind of UN do we need at the 75th anniversary?](#) » United Nations.
- – 2020 « [Secretary-General's closing remarks at High-Level Interactive Dialogue with Heads of Regional and Other Organizations](#) » United Nations.
- Lissovnikov, Y. 2020 « [Could There Be Multilateralism Across Regional Integration Blocs](#) » Valdai Discussion Club.
- Maas, H. & Le Drian, J. 2019 « [Who, if not us?](#) » German Federal Foreign Office [Alliance for Multilateralism].
- Malacalza, B. & Hirst, M. 2020 « [¿Podrá reinventarse el multilateralismo? El orden internacional y el coronavirus](#) » Nueva Sociedad.
- Mattoo, A. & Narlikar, A. 2020 « [Resuscitating multilateralism with India's help](#) » The Hindu.
- Sathirathai, S. 2020 « [China and other Asian powers must stand up for multilateralism and peace in a divided world](#) » South China Morning Post.
- Scotland, P. 2019 « [Multilateralism remains a powerful agent of positive change, says Secretary-General](#) » Commonwealth of Nations.

Ressources de données et outils

- Sommerer, T. & Tallberg, J. 2017 « [Transnational Access to International Organizations 1950-2010: A New Data Set](#) » International Studies Perspectives.
- [The Good Country Index](#).